

N° S505 - CRV - 8

CONSEIL MUNICIPAL DE LAVAL DU 28 JUIN 2021

FESTIVITÉS DE FIN D'ANNÉE 2021

Rapporteur : Camille Pétron

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Considérant que, dans le cadre des festivités de fin d'année, la ville de Laval propose ou prend part à un certain nombre de manifestations destinées à un large public,

Que dans ce cadre, la ville peut solliciter les partenariats et subventions les plus larges,

Sur proposition de la commission cultures et rayonnement de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

La mise en place d'animations dans le cadre des festivités de la fin d'année 2021 à Laval est approuvée.

Outre la mise en lumière et le projet sur le parvis du Château-Neuf, éléments phares de ces festivités, la ville de Laval organise et prend part à un certain nombre de manifestations qui s'inscrivent en complément de ce programme.

Il s'agit :

- du marché de Noël, les vendredis, samedis et dimanches du 10 au 19 décembre 2021 et également les 21, 22, 23 et 24 décembre 2021 au cours Clemenceau,
- de la soirée de lancement du samedi 27 novembre : animations artistiques et feu d'artifices,
- du village provençal,
- du marché des lumières du 3 au 5 décembre, place des Acacias,
- de toute autre opération répondant à l'esprit des fêtes de fin d'année et pouvant trouver sa place dans le programme des animations proposées.

Article 2

Dans le cadre de l'organisation de ces manifestations, le maire ou son représentant est autorisé à solliciter les partenariats et subventions les plus larges possibles.

Article 3

Le maire ou son représentant est autorisé à signer les conventions, les contrats et avenants éventuels, ainsi que tout document relatif à l'organisation de ces manifestations.

Article 4

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Le maire

---

Signé : Florian Bercault

Affiché le 2 juillet 2021  
Récépissé Préfecture le 2 juillet 2021  
Exécutoire le 2 juillet 2021

---

N° S505 - CRV - 9

CONSEIL MUNICIPAL DE LAVAL DU 28 JUIN 2021

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA MAISON DE L'EUROPE EN MAYENNE EN VUE DE LA MANIFESTATION "70 KM DE RANDONNÉE EN MAYENNE, 70 BOUGIES À SOUFFLER POUR L'EUROPE "

Rapporteur : Nadège Davoust

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Considérant que la Maison de l'Europe en Mayenne organise, le 10 juillet 2021, une manifestation intitulée "70 km de randonnée en Mayenne, 70 bougies à souffler pour l'Europe ", au titre de laquelle certaines animations sont prévues à Laval,

Que la ville de Laval a décidé de soutenir cette initiative de promotion de l'Europe par la mise à disposition de diverses aides en nature,

Qu'une convention doit être conclue avec la Maison de l'Europe en Mayenne pour préciser les modalités de ce soutien,

Sur proposition de la commission cultures et rayonnement de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Le partenariat avec la Maison de l'Europe en Mayenne en vue des animations prévues à Laval au titre de la manifestation "70 km de randonnée en Mayenne, 70 bougies à souffler pour l'Europe", organisée par l'association le 10 juillet 2021, est approuvé.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer la convention correspondante avec la Maison de l'Europe en Mayenne, ainsi que tout autre document nécessaire à la réalisation des animations prévues dans le cadre de cette manifestation.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Le maire

Signé : Florian Bercault



## CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La ville de Laval  
Hôtel de Ville - CS 71327 - 53013 LAVAL Cedex  
représentée par son maire, Florian BERCAULT,  
agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 28 juin 2021,  
Siret n° 215 301 300 000 12  
Code APE : 84.11Z  
ci-après dénommée "la ville de Laval",

d'une part,

Et

la Maison de l'Europe en Mayenne  
38 rue Noémie Hamard  
53000 LAVAL  
représentée par son président, Michel FERRON,  
Siret n° 412 661 498 00045  
code APE : 94.99Z  
ci-après dénommée "la Maison de l'Europe en Mayenne",

d'autre part,

### IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

#### Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat entre la ville de Laval et la Maison de l'Europe en Mayenne, en vue des animations prévues à Laval au titre de la manifestation intitulée « 70 km de randonnée en Mayenne, 70 bougies à souffler pour l'Europe », le 10 juillet 2021.

#### Article 2 : ORGANISATION ET PROGRAMMATION

La manifestation « 70 km de randonnée en Mayenne, 70 bougies à souffler pour l'Europe » est organisée par la Maison de l'Europe en Mayenne à son initiative et sous sa responsabilité.

La Maison de l'Europe en Mayenne prend en charge la programmation des concerts et animations qui se dérouleront dans le cadre de cette opération.

#### Article 3 : DROITS D'AUTEUR ET TAXE FISCALE

La Maison de l'Europe en Mayenne aura à sa charge les déclarations auprès des sociétés de perception des droits d'auteur et des droits voisins (SACD, ASTP, SACEM, CNV...) afférents aux contrats qu'elle aura programmés.

#### Article 4 : COMMUNICATION

La ville de Laval mettra à disposition l'emplacement de banderole situé rue de Paris du 6 au 12 juillet 2021 pour permettre de promouvoir la manifestation, pour un montant valorisé de 171 € TTC.



La banderole sera fournie par la Maison de l'Europe en Mayenne (dimensions : 6 m x 0,70 m avec des œillets de fixation autour tous les 50 cm).

La ville de Laval réalisera l'impression en quadrichromie à titre gracieux de 300 affiches A3 recto et de 3 000 programmes A4 recto-verso pliés en 3 (format fini 21 cm de large x 9,3 cm de haut), pour un montant total de 410,82 € TTC au maximum.

La ville de Laval réalisera l'impression en quadrichromie, à titre payant, de 3 000 programmes A4 recto-verso pliés en 3 (format fini 21 cm de large x 9,3 cm de haut), pour un montant total de 301,38 € TTC. Ce coût est à la charge de la Maison de l'Europe en Mayenne.

La création graphique sera assurée par la Maison de l'Europe en Mayenne.

Les maquettes de ces supports de communication seront fournies prêtes à l'impression par la Maison de l'Europe en Mayenne au format PDF haute définition (300 dpi).

Le logo de la ville de Laval (« Laval la ville ») devra être apposé sur tous les documents imprimés par l'imprimerie municipale.

### **Article 5 : LIEUX**

À l'occasion de la manifestation intitulée « 70 km de randonnée en Mayenne, 70 bougies à souffler pour l'Europe », la ville de Laval mettra la place du Jet d'eau et le Cours Clémenceau à disposition de la Maison de l'Europe en Mayenne du 7 au 13 juillet 2021 inclus (installation et enlèvement du matériel inclus).

### **Article 6 : MATÉRIEL**

La ville de Laval s'engage à fournir une aide logistique (prêt et livraison de matériel municipal) sur la base de la demande transmise par la Maison de l'Europe (courrier du 19 mai 2021) et dans la limite des moyens disponibles au pôle logistique.

Seront mis à disposition :

- 12 grilles d'exposition
- 50 chaises pvc
- 4 chalets simples
- 1 chalet double
- 1 stand 3 m x 3 m
- 1 podium 3 m x 6 m avec escalier
- 1 barnum 6 m x 8 m

pour un montant total valorisé de 1 429 € TTC.

La Maison de l'Europe en Mayenne se chargera de fournir tout autre matériel nécessaire à la mise en place et à l'organisation de l'événement.

La Maison de l'Europe en Mayenne s'engage à prendre soin du matériel qui lui est prêté, à ne pas effectuer de quelconques manipulations, modifications, réparations sans avis préalable de la ville de Laval.

### **Article 7 : SÉCURITÉ - SECOURS - INCENDIE**

La Maison de l'Europe en Mayenne sollicitera les autorités compétentes pour obtenir les autorisations nécessaires pour le bon déroulement de l'événement et l'application des consignes de sécurité relatives à la situation sanitaire.

La Maison de l'Europe en Mayenne prendra en charge la sécurité et les secours nécessaires à l'ensemble de la manifestation.

### **Article 8 : RESTAURATION - HÉBERGEMENT**

La Maison de l'Europe en Mayenne prendra en charge les repas et, s'il y a lieu, l'hébergement des artistes et des intervenants programmés avec lesquels elle aura signé des contrats.

**Article 9 : ASSURANCES**

La Maison de l'Europe en Mayenne et la ville de Laval attestent avoir souscrit une assurance en dommage aux biens et responsabilité civile s'agissant de leur matériel et de leur personnel. Elles sont également assurées pour tous les risques liés à l'accueil du public.

**Article 10 : RESPECT DE LA LÉGISLATION**

La Maison de l'Europe en Mayenne et la ville de Laval s'engagent à travailler dans le respect du droit des personnes, notamment à respecter la législation relative à la protection des œuvres de l'esprit, aux droits d'auteur et de la propriété intellectuelle et artistique.

Chaque partie déclare être régulièrement affiliée à tous les organismes sociaux existants et être en règle avec lesdits organismes.

En leur qualité d'employeur, elles s'engagent à effectuer pour le compte de leur personnel toutes les déclarations et versements exigibles aux organismes sociaux, de telle sorte que la responsabilité de chacun des cocontractants ne puisse en aucun cas et à quelque titre que ce soit être recherchée à ce sujet. Chaque partie garantit aux mêmes fins son cocontractant de la régularité d'affiliation aux organismes sociaux de tous travailleurs, d'un sous-traitant ou d'un prestataire de service qu'elle pourrait s'adjoindre à cette occasion.

**Article 11 : CLAUSE D'ANNULATION**

La présente convention se trouverait suspendue ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi et la jurisprudence française.

**Article 12 : DURÉE**

La présente convention est conclue et acceptée pour la durée de la manifestation, du 7 au 13 juillet 2021.

Fait à Laval, le

Pour la Maison de l'Europe,  
Le président,

Pour la ville de Laval,  
Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
La conseillère municipale  
déléguée à la Vie associative  
et aux relations internationales,

Michel FERRON

Nadège DAVOUST

N° S505 - VQC -1

**CONSEIL MUNICIPAL DE LAVAL DU 28 JUIN 2021**

DÉNOMINATION DU TERRAIN DE RUGBY SITUÉ AU STADE FRANCIS  
LE BASSER, AVENUE PIERRE DE COUBERTIN

Rapporteur : Rihaoui Chanfi

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Considérant que le Rugby Club Lavallois et la ville de Laval ont formulé le souhait que le terrain de rugby, situé au stade Francis Le Basser, avenue Pierre de Coubertin à Laval, porte le nom de Jean-Pierre Chancrogne, compte tenu du fait que celui-ci a été l'un des membres fondateurs du club dont il a été président de 1978 à 1986, puis de 1989 à 1998,

Qu'il a participé de façon importante au développement du rugby, notamment auprès des jeunes en créant une école de rugby,

Sur proposition de la commission vie quotidienne et citoyenne,

**DÉLIBÈRE****Article 1er**

Le terrain de rugby situé stade Francis Le Basser, avenue Pierre de Coubertin à Laval, est dénommé Jean-Pierre Chancrogne.

**Article 2**

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

**Article 3**

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Le maire

Florian Bercault

Affiché le 2 juillet 2021  
Récépissé Préfecture le 2 juillet 2021  
Exécutoire le 2 juillet 2021

**CONSEIL MUNICIPAL DE LAVAL DU 28 JUIN 2021****DÉNOMINATION DE VOIE ÎLOT SAINT-JULIEN**

Rapporteur : Marie-Laure Le Mée Clavreul

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Vu les articles L2321-2-20 du code général des collectivités territoriales sur les frais d'établissement, d'entretien et de renouvellement des plaques de rues,

Vu les articles R2512-6 à R2512-8 du code général des collectivités territoriales sur les dénominations de voies,

Vu le décret n° 94-1112 du 19 septembre 1994 imposant la notification par le maire des listes alphabétiques des voies publiques et privées aux services de l'État,

Considérant qu'une voie est à dénommer dans l'îlot Saint-Julien,

Sur proposition de la commission vie quotidienne et citoyenne,

**DÉLIBÈRE****Article 1er**

L'allée privée située à partir de la rue Sainte-Anne desservant l'îlot Saint-Julien est dénommée allée Marie-Françoise Collière.

**Article 2**

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

**Article 3**

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Le maire

Signé : Florian Bercault

Affiché le 2 juillet 2021  
Récépissé Préfecture le 2 juillet 2021  
Exécutoire le 2 juillet 2021

**CONSEIL MUNICIPAL DE LAVAL DU 28 JUIN 2021****CONVENTIONS DE PRESTATIONS DE SERVICE DES ACCUEILS DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT (ALSH) POUR LES TEMPS PÉRI ET EXTRA SCOLAIRES**

Rapporteur : Marie-Laure Le Mée Clavreul

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Considérant que des participations financières peuvent être versées sous forme de prestations de service pour le fonctionnement des accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) par divers organismes,

Qu'il convient, à cet effet, de signer des conventions entre la ville de Laval et ces partenaires,

Sur proposition de la commission vie quotidienne et citoyenne,

**DÉLIBÈRE****Article 1er**

Le maire ou son représentant est autorisé à signer les conventions de prestations de service des accueils de loisirs sans hébergement pour les temps péri et extra scolaires, ainsi que tout autre document relatif aux participations financières des différents organismes partenaires.

**Article 2**

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Le maire

Signé : Florian Bercault

Affiché le 2 juillet 2021  
Récépissé Préfecture le 2 juillet 2021  
Exécutoire le 2 juillet 2021

**CONSEIL MUNICIPAL DE LAVAL DU 28 JUIN 2021****CONVENTION D'ORGANISATION DES TEMPS PÉRISCOLAIRES DES ÉCOLES PRIVÉES**

Rapporteur : Marie-Laure Le Mée Clavreul

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Vu le code de l'éducation et notamment les articles L212-8 et L442-5,

Considérant que la ville de Laval souhaite que soit mis en place un service d'accueil périscolaire homogène sur l'ensemble de son territoire pour tous les enfants solarisé,

Que l'organisation des temps périscolaires relève, dans les écoles privées sous contrat d'association, d'une responsabilité partagée entre la ville et les OGEC (organisme de gestion des écoles catholiques),

Qu'il convient de formaliser ce partenariat par le biais d'une convention,

Sur proposition de la commission vie quotidienne et citoyenne,

**DÉLIBÈRE****Article 1er**

La convention d'organisation des temps périscolaires avec l'enseignement privé est approuvée.

**Article 2**

Le maire ou son représentant est autorisé à signer les conventions correspondantes avec les écoles privées.

**Article 3**

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Le maire

Signé : Florian Bercault

Affiché le 2 juillet 2021  
Récépissé Préfecture le 2 juillet 2021  
Exécutoire le 2 juillet 2021

## CONVENTION D'ORGANISATION DES TEMPS PÉRISCOLAIRES AVEC L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Entre

La ville de Laval, représentée par son Maire, agissant au vu d'une délibération en date du 28 juin 2021,

Et

Le président de l'OGEC (organisme de gestion des écoles catholiques) de l'école représenté par ,

Considérant que la ville de Laval souhaite que soit mis en place un service d'accueil périscolaire homogène sur l'ensemble de son territoire pour tous les enfants solarisé  
Considérant que l'organisation des temps périscolaires relève, dans les écoles privées sous contrat d'association d'une responsabilité partagée entre la Ville et les OGEC

Considérant qu'il y a lieu de formaliser ce partenariat.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

### **Article 1er : Responsabilité principale d'organisation et de gestion des temps périscolaires**

En période scolaire, l'organisation des temps périscolaires est mise en œuvre de la manière suivante :

- pour l'accueil du matin : par la ville (Providence, Saint Pierre, Haute Follis, Saint Jean-Baptiste de La Salle) ou par l'OGEC (Immaculée, Notre-Dame d'Avesnières, Saint Joseph, Cours Sainte Thérèse, Sainte Marie),
- pour la pause méridienne : par la ville (uniquement en élémentaire) ou par l'OGEC (uniquement Saint Jean-Baptiste de La salle),
- pour les temps d'activités du soir : par la ville.

### **Article 2 : Mise à disposition des locaux**

Lorsque la ville dispose de la responsabilité d'organisation d'un temps périscolaire, l'OGEC met à sa disposition, à titre gratuit des locaux

Ces biens (local ou terrain) sont exclusivement destinés à l'organisation des activités périscolaires, les locaux utilisés devront être remis en l'état.

### **Article 3 : Usage des biens**

La ville, lorsqu'elle agit en qualité d'organisatrice des temps périscolaires, intervient dans les locaux de l'OGEC.

Seuls les agents dûment missionnés par la ville de Laval pourront intervenir en qualité d'animateurs de ces temps périscolaires organisés pour les enfants scolarisés au sein de l'établissement concerné.

Les horaires des temps périscolaires (inscrits au Projet Éducatif Territorial) sont les suivants quand la ville intervient :

- accueil du matin : de 7h30 à 8h30
- pause méridienne : de 11h45 à 13h30
- temps d'activités du soir : de 15h30 à 18h
- accueil du soir : de 18h à 18h30.

L'usage des locaux peut être également envisagé à des fins de préparation de l'organisation des temps périscolaires, avec l'accord du chef d'établissement.

#### **Article 4 : Engagements des parties**

##### **1) Engagements de l'OGEC**

L'OGEC, en sa qualité de propriétaire, assure le gros entretien du bien ainsi que les réparations liées à l'usure normale des biens.

L'OGEC s'engage à laisser un libre accès aux lieux concernés aux agents habilités par la ville de Laval et à ne pas entraver leur activité.

##### **2) Engagements de la ville de Laval**

La ville s'engage :

À compenser financièrement les dépenses liées à l'utilisation des locaux de l'école pour ces temps périscolaires selon les modalités suivantes :

à la fin de chaque année civile le calcul sera fait de la fréquentation moyenne enfants des temps périscolaires de la première heure du soir. Ce nombre sera multiplié par le nombre de jours de fréquentation de ces temps (sur la base annuelle de 144) multiplié par un montant de 0,07 €.

#### **Article 5 : Responsabilité et assurances**

L'OGEC, en sa qualité de propriétaire des lieux atteste être assuré en cette qualité.

La ville de Laval atteste être assurée au titre de sa garantie responsabilité civile « organisateur » de façon à ce que la responsabilité de l'OGEC ne puisse être recherchée du fait de conséquences dommageables liées à l'utilisation du bien.

#### **Article 6 : Durée de la convention et résiliation**

La présente convention prend effet à compter de la signature. Elle est signée pour la période 2021-2023. Elle est renouvelée, chaque année civile, par tacite reconduction et pourra être dénoncée par chacune des parties trois mois avant l'échéance annuelle.

Cette convention annule et remplace toute autre convention relative à l'organisation partagée des temps périscolaires.

Fait à Laval en      exemplaires, le

L'OGEC

La ville de Laval



N° S505 - VQC - 5

**CONSEIL MUNICIPAL DE LAVAL DU 28 JUIN 2021**

PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE LAVAL ET LE CIDFF MAYENNE (CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES) POUR LA MISE EN PLACE D'ATELIERS NEGOTRAINING AVEC AUDENCIA

Rapporteur : Marie-Laure Le Mée Clavreul

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Considérant que la ville de Laval entend renforcer et soutenir toutes actions en faveur de la promotion à l'égalité femmes-hommes sur le territoire lavallois,

Que le CIDFF Mayenne (Centre d'information sur les droits des femmes et des familles) est un partenaire incontournable dans le développement de cette politique publique,

Que la présente action a vocation à renforcer le partenariat d'actions dans la conduite de la politique publique égalité femmes-hommes de la municipalité,

Sur proposition de la commission vie quotidienne et citoyenne,

**DÉLIBÈRE**

**Article 1er**

Le partenariat d'action entre la ville de Laval et le CIDFF Mayenne renforcé par la mise en œuvre du dispositif NEGOTRAINING avec Audencia est approuvé.

**Article 2**

Le soutien logistique et matériel de la ville de Laval à la mise en place des ateliers NEGOTRAINING, à raison de trois sessions sur l'année 2021 est approuvé.

**Article 3**

À ce titre, une convention annuelle en explicitera les modalités de mise en œuvre, avec reconduction possible pour un an sur demande expresse du CIDFF Mayenne, moyennant un mois avant l'échéance du terme initial, en communiquant le planning prévisionnel de l'année et les modalités d'organisation envisagées.

**Article 4**

Il pourra y être mis un terme, par l'une ou l'autre des parties à tout moment moyennant un préavis d'un mois notifié à l'autre partie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

**Article 5**

Le maire ou son représentant est autorisé à signer la convention de partenariat d'action pour la mise en place du dispositif NEGOTRAINING en lien avec le CIDFF Mayenne sur la ville de Laval.

Article 6

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Le maire

---

Signé : Florian Bercault

Affiché le 2 juillet 2021  
Récépissé Préfecture le 2 juillet 2021  
Exécutoire le 2 juillet 2021

---



## CONVENTION DE MISE EN PLACE DES ATELIERS NEGOTRAINING

### Entre

LE **CIDFF MAYENNE** (Centre d'Information sur les droits des femmes et des familles) association à caractère social et juridique, pris en la personne de son représentant légal en exercice, domicilié en cette qualité au 89 boulevard Brune, 53000 Laval Cedex 13,

Ci-après désigné « **LE CIDFF MAYENNE** ».

### Et

**La ville de Laval** sise place du 11 novembre 53000 Laval  
Représentée par son maire, Monsieur Florian Bercault,

**d'une part,**

**d'autre part,**

Désignés ensemble ci-après « **les parties** »

### PRÉAMBULE

Le CIDFF Mayenne (Centre d'Information sur les droits des femmes et des familles) est un relai essentiel de l'action des pouvoirs publics en matière d'accès aux droits pour les femmes, de lutte contre les discriminations sexistes et de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.

La ville de Laval souhaite, dans le cadre de la conduite de sa politique publique en faveur de la promotion de l'égalité femmes/hommes, lutter contre l'écart de salaires des femmes par rapport à leurs homologues masculins à emplois et compétences égales.

Dans ce cadre, le CIDFF Mayenne, partenaire de la ville dans le déploiement de cette politique publique, souhaite mettre en place un dispositif de valorisation de soi et d'intégration de leviers favorisant la négociation salariale. Ce dispositif appelé NEGOTRAINING, créé par le centre de formation AUDENCIA (44000 NANTES) à destination des femmes, se déclinera par la mise en place d'une formation gratuite de 3 heures, sur trois sessions, sur l'année 2021.

Pour ce faire, la ville de Laval souhaite soutenir ce partenariat et développer le dispositif NEGOTRAINING, porté par le CIDFF, en apportant une aide logistique et matériel pour faciliter la mise en œuvre et le bon fonctionnement de ces ateliers.

En conséquence de quoi, il a été convenu ce qui suit :

### **ARTICLE 1 – OBJET**

La présente convention fixe les conditions de mise en place des ateliers NEGOTRAINING sur la commune de Laval et affiche la volonté de la municipalité de promouvoir l'initiative citoyenne et associative de ce nouveau dispositif.

### **ARTICLE 2 – PORTAGE DE L'ACTION**

Le CIDFF Mayenne (Centre d'Information sur les droits des femmes et des familles) est le porteur du dispositif et personne morale juridiquement responsable pour la mise en œuvre des ateliers, gratuits, à destination des femmes. Les participantes aux ateliers contractualisent leurs inscriptions suivant les modalités définies en amont par le CIDFF et son partenaire AUDENCIA.

Ces modalités légales sont désignées d'un commun accord entre ces parties.

### **ARTICLE 3 – SOUTIEN DE LA VILLE DE LAVAL**

La ville de Laval apporte une aide logistique et matérielle gratuite, dans la mesure de ses possibilités, par :

- le prêt de locaux, pour chaque atelier, qui ne pourra excéder une journée par séance,
- l'impression de livrets à destination des participantes pour chacun des ateliers,
- une aide à la gestion des inscriptions, pour faciliter la mise en œuvre et le bon fonctionnement de ces ateliers.

Dans l'hypothèse où le contexte, notamment sanitaire, nécessiterait préalablement des mesures spécifiques de mise en œuvre et de déroulement, la ville de Laval en informera les participantes et le partenaire et conviendra avec eux des conditions, dates et horaires adaptés.

Le traitement des demandes et tout renseignement utile pourra être sollicité auprès du. de la chargé.e de mission égalité femmes hommes et lutte contre les discriminations de la ville de Laval.

### **ARTICLE 4 – ENGAGEMENT DU CIDFF MAYENNE**

Le CIDFF Mayenne s'engage à :

- communiquer sur le soutien apporté par la ville de Laval et à être juridiquement responsable de l'organisation de ces ateliers NEGOTRAINING,
- à communiquer bien en amont, dans un délai de 3 mois minimum, les dates de mise en place des ateliers, ainsi que la demande d'impression des livrets dans la limite précédemment définie.

**ARTICLE 5 – FRÉQUENCE ET DATES DES ATELIERS**

Les parties conviennent que les ateliers auront lieu trois fois par année civile.

La date et l'horaire sont fixés d'un commun accord entre les parties, sur proposition de la commune, en considération des contraintes d'exploitation des locaux municipaux.

**ARTICLE 6 – ENTRÉE EN VIGUEUR, DURÉE ET RÉSILIATION**

La présente convention entre en vigueur à la date de signature par les parties.

Son terme initial est fixé au 31 décembre 2021.

Elle peut être ensuite tacitement reconduite pour un an sur demande expresse du CIDFF Mayenne moyennant un mois avant l'échéance du terme initial en communiquant le planning prévisionnel de l'année et les modalités d'organisation envisagées.

Il peut être mis fin au dispositif, sur l'initiative de l'une ou l'autre des parties, moyennant un préavis de 1 mois notifié à l'autre partie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Fait à Laval, le \_\_\_\_\_, en deux exemplaires originaux.

Pour Le CIDFF Mayenne

Pour la ville de Laval  
Le Maire

Mme Laurence GALLACIER  
RAPHENON

M. Florian BERCAULT

N° S505 - VQC - 6

CONSEIL MUNICIPAL DE LAVAL DU 28 JUIN 2021

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE LAVAL ET LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE LA MAYENNE - FAL 53 COORDINATRICE DU COLLECTIF "UNISSEONS NOS DIFFÉRENCES"

Rapporteur : Sébastien Buron

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Considérant que la ville de Laval s'est engagée à développer une politique transversale de lutte contre toutes les formes de discriminations et à l'égalité femmes-hommes en favorisant la promotion d'une société plus inclusive et solidaire,

Que la Ligue de l'enseignement 53 et les membres du collectif « Unissons Nos Différences » sont des partenaires incontournables dans la conduite de cette politique publique,

Que la Ligue de l'enseignement 53 qui coordonne le collectif « Unissons Nos Différences » s'est engagée dans une démarche de pilotage et de communication de la programmation des semaines d'éducation contre les discriminations avec des actions éducatives et culturelles qui abordent la citoyenneté, la laïcité et la lutte contre les discriminations au mois de mars de chaque année,

Sur proposition de la commission vie quotidienne et citoyenne,

DÉLIBÈRE

Article 1er

La ville de Laval apporte son soutien matériel et financier pour accompagner les actions du collectif « Unissons Nos Différences » dans la programmation des semaines d'éducation contre les discriminations avec des actions éducatives et culturelles qui abordent la citoyenneté, la laïcité et la lutte contre les discriminations au mois de mars de chaque année.

Article 2

La convention correspondante est renouvelée chaque année par tacite reconduction pour une durée de cinq ans.

Article 3

Le maire ou son représentant est autorisé à signer ladite convention, ainsi que tout avenant ou tout document nécessaire à ce partenariat.

Article 4

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Camille Pétron en tant qu'élue intéressée au sein de la FAL 53 ne prend pas part au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

---

Le maire

Signé : Florian Bercault

Affiché le 2 juillet 2021  
Récépissé Préfecture le 2 juillet 2021  
Exécutoire le 2 juillet 2021

---

**CONVENTION DE PARTENARIAT  
« UNISSONS NOS DIFFERENCES »  
VILLE DE LAVAL/ FAL 53**

**Entre**

La ville de Laval, représentée par son maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 28 juin 2021

**Et**

La Ligue de l'enseignement de la Mayenne - FAL 53 qui coordonne le collectif « Unissons Nos Différences » 53, dont le siège social est situé au 31, allée du Vieux Saint-Louis - 53000 Laval, représentée par son président,

**Il a été convenu ce qui suit :****Préambule :**

Dès 2008, la ville de Laval s'était engagée aux côtés du collectif mayennais « Unissons Nos Différences » dans la genèse du projet et dans le soutien matériel et logistique de ses actions et manifestations. Ce collectif qui regroupe près d'une trentaine de partenaires (associations, structures socio-éducatives, institutions mayennaises...) a pour but de combattre toutes les formes de discriminations (de genre, orientation sexuelle, origine, handicap, culturelle) et est coordonné par la Ligue de l'enseignement de la Mayenne. Ainsi, chaque année au mois de mars, le collectif se mobilise, dans le cadre des semaines d'éducation contre le racisme et les discriminations, pour organiser et mener des actions éducatives et culturelles ainsi que des événements pour sensibiliser et lutter contre toutes les formes de discriminations sur le territoire de Laval et sur tout le département de la Mayenne.

La ville de Laval s'est engagée à développer une politique transversale de lutte contre toutes les formes de discriminations et à l'égalité femmes-hommes en favorisant la promotion d'une société plus inclusive et solidaire.

À ce titre, la Ligue de l'enseignement 53 et les membres du collectif « Unissons Nos Différences » sont des partenaires incontournables dans la conduite de cette politique publique.

Ainsi, la ville de Laval souhaite soutenir et accompagner les actions du collectif « Unissons Nos Différences ». Dans ce but, elle souhaite au travers d'un conventionnement, formaliser le partenariat avec la Ligue de l'enseignement 53.

La présente convention est conclue en application des dispositions combinées à l'article 10 de la loi n° 2000 - 321 du 12 avril 2000 et du décret 2001 - 495 du 6 juin 2001 pris pour application.

**Article 1 - Objet de la convention de partenariat**

La Ligue de l'enseignement 53, qui coordonne le collectif « Unissons Nos Différences », s'est engagée dans une démarche de pilotage et de communication de la programmation des semaines d'éducation contre les discriminations avec des actions qui aborderont



la citoyenneté, la laïcité et la lutte contre les discriminations au mois de mars de chaque année. Ses activités sont optimisées grâce au partenariat avec la ville de Laval.

La présente convention de partenariat a pour objectifs de marquer la volonté forte de la ville de Laval de lutter contre le racisme et toutes les formes de discriminations afin de favoriser la promotion d'une société plus inclusive et solidaire. À ce titre, la ville de la Laval a décidé d'apporter sa contribution à l'organisation d'actions menées dans le cadre des semaines d'éducation contre les discriminations.

## **Article 2 - Engagement de la ville de Laval**

La ville de Laval estime que cette action entre pleinement dans le cadre de sa politique de soutien aux actions de citoyenneté et de lutte contre les discriminations.

La ville de Laval s'engage à :

- mettre à disposition les équipements et matériels nécessaires à des activités ponctuelles,
- faire réaliser, par l'imprimerie municipale, tous les supports et autres documents de communication liés aux Semaines d'éducation contre les discriminations du mois de mars de chaque année,
- rencontrer régulièrement les responsables du collectif et être attentive à toute sollicitation de leur part en vue d'améliorer la réalisation de leurs objectifs.

## **Article 3 - Communication**

La ville de Laval assurera le relais de la communication de cet événement dans le cadre global de sa communication. Les photos, prises de vue, vidéos, prises de son, ne pourront faire l'objet d'exploitation autre que dans ce cadre pour la ville de Laval où seront destinés à l'archivage.

## **Article 4 - Nature et montant des aides**

La ville de Laval s'engage, dans la limite de ses moyens techniques et budgétaires disponibles, à soutenir l'action de l'association par un accompagnement matériel.

Il est à préciser que les demandes de prestations sont à formuler expressément par écrit auprès de la ville de Laval et bien en amont des événements, dans un délai de 3 mois minimum, afin de garantir au mieux la programmation des actions.

Ces prestations se matérialisent par :

- la réalisation de support de communication pour une valeur maximale de 1 500 € par an,
- le prêt de matériel pour la logistique des actions pour une valeur maximale de 5 000 € par an sous réserve de disponibilité.

Ces prestations feront l'objet d'une valorisation dans les comptes de l'association au titre des avantages en nature.

Le traitement des demandes et tout renseignement utile pourra être sollicité auprès du. de la chargé.e de mission égalité femmes-hommes et lutte contre les discriminations, rattaché à la direction générale adjointe éducation sport démocratie locale de la ville de Laval.

## **Article 5 - Obligations de l'association**

### **1 - 1 Obligations comptables**

L'association s'engage à justifier de l'utilisation des aides directes et indirectes apportées par la commune et tiendra sa comptabilité à la disposition de cette dernière.

### **1 - 2 Obligations morales et assurances**

La Ligue de l'enseignement 53 (collectif « Unissons Nos Différences ») s'engage à prendre soin du matériel qui lui est prêté, à ne pas effectuer de quelconques manipulations, modifications, réparations sans avis préalable de la ville de Laval.

La Ligue de l'enseignement 53 (collectif « Unissons Nos Différences ») veillera à être assurée en bonne et due forme pour les activités qu'elle organise et avoir souscrit une assurance en dommage aux biens et responsabilité civile s'agissant de son matériel et de son personnel.

## **Article 6 - Évaluation**

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la commune a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné dans l'article 1. Elle est effectuée par le biais de bilans annuels d'activités, ou à l'occasion de réunions de bilan.

## **Article 7 - Sanctions**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle, sans accord écrit de la commune, des conditions d'exécution de la convention par la Ligue de l'enseignement 53 (collectif « Unissons Nos Différences »), la commune peut suspendre ou diminuer le montant de ses aides.

## **Article 8 - Avenant**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux à l'article 1.

## **Article 9 - Durée de la convention**

D'une durée prévisionnelle de cinq ans, la présente convention est renouvelée chaque année par tacite reconduction sous réserve de la présentation, par la Ligue de l'enseignement 53 (collectif « Unissons Nos Différences »), des documents mentionnés dans l'article 4.

Cette convention prend effet à compter de sa signature par les parties et transmission au représentant de l'État chargé du contrôle de légalité.

**ARTICLE 10 - Résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Par ailleurs, la commune se réserve le droit de résilier cette convention à tout moment, moyennant un préavis de trois mois, pour tout motif tenant à l'ordre public.

Fait à Laval, le

Mairie de Laval  
Le maire

Florian BERCAULT

La Ligue de l'enseignement 53, pour le  
collectif « Unissons Nos Différences »,  
Le président,  
Michel ROSE

N° S505 - VQC -7

CONSEIL MUNICIPAL DE LAVAL DU 28 JUIN 2021

REMBOURSEMENT DE LA COTISATION DES ACTIVITÉS TECHNIQUES  
RÉALISÉES EN MAISON DE QUARTIER

Rapporteur : Camille Pétron

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Vu la délibération du conseil municipal du 28 juin 2010 fixant les tarifs des activités techniques dans les maisons de quartier,

Vu l'arrêté municipal n°63 / 18 du 7 juin 2018 de modification du règlement intérieur des activités techniques dans les maisons de quartier,

Considérant que la ville de Laval a pour objectif de favoriser l'épanouissement des personnes et les échanges de connaissances entre les générations par la mise en œuvre d'actions et de services dans différents domaines qui répondent aux besoins de nos concitoyens de toutes les conditions et de tous les âges,

Que des activités dites "techniques" sont organisées par les maisons de quartier,

Qu'au regard du contexte lié à la crise de la Covid-19, des activités ont dû être annulées et n'ont pu être menées à leurs terme,

Que dans ce cadre, il convient de procéder à un remboursement de la cotisation des activités techniques déjà réglées et qui n'ont pu avoir lieu, auprès des personnes concernées,

Sur proposition de la commission vie quotidienne et citoyenne,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Le remboursement de la cotisation des activités techniques proposées par les maisons de quartiers aux personnes qui n'ont pu bénéficier des activités prévues est approuvé.

Le montant maximal des remboursements est de 26 000 €.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document nécessaire à cet effet.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Le maire

---

Signé : Florian Bercault

Affiché le 2 juillet 2021  
Récépissé Préfecture le 2 juillet 2021  
Exécutoire le 2 juillet 2021

---

**CONSEIL MUNICIPAL DE LAVAL DU 25 JUIN 2021****CRÉATION DU CONSEIL DES JEUNES DE LAVAL**

Rapporteur : Lucie Chauvelier

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

Vu l'article 55 de la Loi n° 2017-86 relative à l'égalité et à la citoyenneté en date du 27 janvier 2017,

Vu l'article L1112-23 du code général des collectivités territoriales autorisant le conseil municipal à créer des conseils de jeunes pour émettre un avis sur les décisions portant sur la politique jeunesse,

Vu la Convention internationale des droits de l'enfant adopté par l'organisation des Nations Unies le 20 novembre 1989 sur le statut de l'Enfant dans notre société,

Considérant que le Conseil des jeunes de Laval est un outils de la politique jeunesse en faveur de l'apprentissage de la citoyenneté,

Que la volonté municipale est de privilégier l'expression des jeunes sur les sujets qui les concernent, de connaître leurs préoccupations et de prendre en compte leurs idées,

Que le Conseil des Jeunes de Laval est considéré comme le premier niveau du parcours de citoyen pour les jeunes lavallois et lavalloises,

Qu'il convient de préciser les modalités d'engagement et de fonctionnement des futurs membres du Conseil des jeunes de Laval par la mise en place d'un règlement intérieur,

Sur proposition de la commission vie quotidienne et citoyenne,

**DÉLIBÈRE****Article 1er**

La création d'un Conseil des jeunes à Laval et sa mise en application selon le règlement intérieur présenté sont approuvées.

**Article 2**

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette instance.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Le maire

---

Signé : Florian Bercault

Affiché le 2 juillet 2021  
Récépissé Préfecture le 2 juillet 2021  
Exécutoire le 2 juillet 2021

---

## CONSEIL DES JEUNES DE LAVAL VILLE DE LAVAL

### RÈGLEMENT INTÉRIEUR

#### Introduction

La ville de Laval s'engage dans l'accompagnement des jeunes et affirme son ambition de permettre à la jeunesse lavalloise de participer au développement, au rayonnement et au bien-être de Laval, de son territoire et de ses habitants. Le Conseil des Jeunes de Laval, instance de démocratie participative, a été créée par l'assemblée délibérante en date du 28 juin 2021 en ce sens.

À cet effet, l'article L1112-23 du code général des collectivités territoriales dispose :  
« Une collectivité territoriale ou un établissement public de coopération intercommunale peut créer un conseil de jeunes pour émettre un avis sur les décisions relevant notamment de la politique de jeunesse. Cette instance peut formuler des propositions d'actions ».

Le Conseil des Jeunes de Laval est un espace de co-construction, de réalisation de projets, de débats et d'échanges. C'est aussi un outil d'apprentissage à la citoyenneté et d'autonomisation des jeunes de Laval.

Ce règlement intérieur est soumis à l'approbation du conseil municipal, de même que toute modification ultérieure.

#### 1/ COMPOSITION - MANDAT

##### Article 1 : Composition

Le Conseil des Jeunes de Laval (CDJL) comporte 24 sièges. L'écart entre le nombre de femmes et le nombre d'hommes ne doit pas être supérieur à un. Les jeunes s'engagent de manière volontaire.

Pour adhérer, il faut respecter les conditions suivantes :

- avoir entre 15 et 20 ans,
- être domicilié à Laval ou y être scolarisé,
- être disponible lors du séminaire d'intégration du Conseil des Jeunes de Laval.

Les membres mineurs du Conseil des Jeunes de Laval doivent obligatoirement avoir une autorisation parentale signée par les responsables légaux du jeune. Sur cette autorisation parentale, figure une autorisation de cession de droit à l'image qui devra être signée, elle aussi, par les responsables légaux du jeune. Les membres du Conseil des Jeunes de Laval transmettront une fiche de renseignements.

##### Article 2 : Fonctionnement du CDJL

##### A/ Intégration des membres

La durée du mandat du conseiller jeune est de 1 an renouvelable une fois consécutive ou non. L'étude des candidatures est effectuée par un jury composé d'élus de tout bord siégeant au conseil municipal (5 de la majorité et 2 de l'opposition), de 4 techniciens membres du comité de pilotage et de 5 Lavallois ou Lavalloises désignés par tirage au sort. Si les 24 sièges ne sont pas occupés après l'installation du CDJL, il est possible de l'intégrer au cours du mandat.



Si un ou une candidate devient membre du CDJL après le séminaire d'intégration, un rendez-vous sera organisé avec l'animateur du CDJL avant son intégration afin d'expliquer son rôle et le fonctionnement du CDJL. Régulièrement, des moments de cohésion sont organisés afin de favoriser les nouvelles intégrations.

#### B/ Démission

Un conseiller ou une conseillère peut démissionner à tout moment durant le mandat. La démission s'effectue par écrit (mail ou courrier postal).

Un conseiller ou une conseillère qui atteint l'âge de 21 ans, peut continuer son engagement jusqu'à la fin du mandat en cours.

#### C/ Radiation

Si des difficultés sont rencontrées dans l'exercice du mandat d'un conseiller, ou en cas de nuisance au bon fonctionnement du CDJL, le comité technique peut, sur proposition de l'animateur, convoquer le conseiller et la conseillère. Si une amélioration du comportement ou de la situation n'est pas observée, un courrier d'avertissement sera envoyé ou une procédure de radiation pourra être initiée. L'élu(e) à la jeunesse est chargée de la validation de la radiation.

Si le conseiller ou la conseillère ne prévient pas de son absence à deux séances consécutives, il/elle sera relancé(e) par mail et/ou par téléphone. Sans réponse de sa part dans un délai d'un mois, le comité technique lui adressera un courrier de radiation.

Les radiations sont définitives et le conseiller ou la conseillère radié(e) ne pourra réintégrer le Conseil des Jeunes de Laval, même au moment du renouvellement.

#### Article 3 : Participation des conseillers et conseillères

Chaque conseiller ou conseillère s'engage à participer aux assemblées du CDJL, aux groupes de travail et aux projets qu'il/elle choisit d'intégrer et il/elle s'engage à prévenir en cas d'absence.

## **2/RÔLES ET COMPÉTENCES**

#### Article 4 : Rôle du Conseil des Jeunes de Laval

Le Conseil des Jeunes de Laval est un organe de consultation. Il peut émettre un avis ou faire des propositions au maire, à l'élu(e) à la jeunesse ou au conseil municipal, à leur demande ou spontanément.

Le Conseil des Jeunes de Laval est un espace dans lequel la jeunesse est en mouvement et élabore des projets d'intérêt général pour la ville.

Le Conseil des Jeunes de Laval a pour objectifs :

- de faire participer les jeunes aux décisions municipales les concernant,
- de pouvoir réaliser des projets d'intérêt général,
- de favoriser l'apprentissage de la citoyenneté en donnant la possibilité aux jeunes d'être des citoyens ou citoyennes en mouvement,
- de représenter la ville de Laval lors d'échanges avec d'autres conseils de jeunes aux niveaux du département, de la région, national et international.

#### Article 5 : Statut des conseillers et des conseillères

Les membres du CDJL sont considérés comme étant des collaborateurs bénévoles de la ville de Laval.

Les conseillers et les conseillères du CDJL ne peuvent pas représenter la ville dans d'autres instances ou organisations sans l'autorisation de la ville de Laval. Les membres du CDJL doivent observer un principe de neutralité (politique, philosophique ou religieuse) au sein du Conseil des Jeunes de Laval.

#### Article 6 : Contrat d'engagement des membres du Conseil des Jeunes

Pendant le séminaire d'intégration, un temps de travail sera dédié à la construction d'un socle commun de règles (charte) pour établir les engagements communs des membres du CDJL.

#### Article 7 : Formations

Les membres du CDJL pourront, en fonction des projets choisis et des thématiques abordées pendant leur mandat, bénéficier d'un accompagnement de professionnels afin de réaliser au mieux leurs actions.

#### Article 8 : Séminaire d'intégration

Le séminaire d'intégration est organisé en octobre/novembre. Il est obligatoire pour tous les membres du CDJL, ce séminaire étant indispensable pour apprendre à mieux se connaître, créer une vraie dynamique de groupe et comprendre au mieux « ce qu'est concrètement le conseil des jeunes ». Il est indispensable, durant ce séminaire, que les membres du CDJL comprennent le fonctionnement de la collectivité et qu'ils rencontrent quelques acteurs incontournables avec lesquels ils seront amenés à travailler (services communication, démocratie locale, finances, techniques...).

#### Article 9 : Certificat de citoyenneté

À la fin du mandat, un passeport citoyen valorisable dans le cadre de sa scolarité et de sa vie professionnelle sera délivré à chaque membre du CDJL. Ce document mentionnera le temps d'engagement en heures des jeunes durant leur mandat.

#### Article 10 : Représentation du Conseil des Jeunes dans d'autres instances

Certains membres du Conseil des Jeunes de Laval peuvent, pendant leur mandat, être sollicités pour représenter le Conseil des Jeunes de Laval dans d'autres structures ou instances.

Exemples :

- membre du Comité Jeunes de l'ANACEJ (Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes),
- membre de certains comités de la ville de Laval.

Si pendant le mandat du CDJL, les représentants ou représentantes démissionnent, ils devront également démissionner de leur siège dans ces autres structures ou instances. Ils seront automatiquement remplacés par un autre membre du CDJL.

### 3/FONCTIONNEMENT

#### Article 11 : Le comité de pilotage du CDJL

Un comité de pilotage assure le bon fonctionnement et l'évaluation du CDJL. Il est composé de :

- l'adjoint(e) en charge de la jeunesse,
- le ou la conseiller(ère) municipal(e) délégué(e) à la jeunesse,
- l' élu(e) en charge de la citoyenneté,
- le ou la directeur(trice) général(e) adjoint(e) éducation sport et démocratie locale,
- le ou la responsable du service jeunesse,
- le ou la responsable du pôle 16-25 ans,
- le ou la chargé(e) de mission citoyenneté,
- l'animateur(trice) du CIJ (centre information jeunesse),
- les référents des 3 commissions.

Il se réunit 3 fois par an, 1 mois avant chaque assemblée du CDJ.

Le comité de pilotage prend les décisions nécessaires au bon fonctionnement du CDJL et s'attache à examiner la suite des avis rendus et des projets menés avec les autres instances de démocratie participative.

Le comité de pilotage peut décider d'inviter d'autres élus selon leur délégation mais également des intervenants/professionnels permettant de mener à bien les projets/actions du CDJL.

#### Article 12 : Les assemblées du CDJ

Les assemblées du CDJL se tiennent 3 fois par an, elles ont pour objet de favoriser l'échange entre les membres du CDJL et faire un point sur l'avancement de leurs travaux, de débattre et aborder des sujets transversaux.

Lors des assemblées du CDJL, sont déterminés :

- les projets,
- les groupes de travail,
- les décisions collectives,
- les saisines des élus pour accompagner et porter les projets.

Le Conseil des Jeunes de Laval peut décider d'inviter les élus afin d'assurer un dialogue continu entre l'instance et la municipalité.

#### Article 13 : Les commissions

Les commissions sont créées, suivies ou dissoutes pendant les assemblées du CDJL.

Elles se rassemblent pour débattre d'un sujet ou réfléchir sur un projet défini pendant les assemblées.

Pendant la première réunion de la commission, les conseillers et conseillères désignent leur référent et définissent leur projet et/ou le cadre de leurs réflexions, validé ensuite en comité technique.

À l'issue du projet ou du traitement de la thématique abordée, les membres de la commission rédigent un rapport de projet mettant en évidence les constats, les problématiques, les questionnements rencontrés par les jeunes. Ce rapport sera ensuite transmis au comité de pilotage pour validation et communiqué au maire et au conseil municipal.

Une fois le projet terminé ou l'avis rendu, le groupe est dissous et un autre groupe peut être créé sur d'autres thèmes ou projets lors d'une assemblée du CDJL.

Le nombre de groupes de travail simultanés ne peut excéder 3. Chaque membre du CDJL ne peut participer à plus de 2 groupes de travail simultanément. Les groupes de travail ne sont pas publics.

#### Article 14 : La fonction de référent

Lors de la première réunion des commissions, les membres désignent un ou une référent/référente.

Les référents doivent être assidus aux réunions du CDJL et s'engagent à participer activement aux réunions de leur commission et à assurer une bonne entente entre chacun des membres. Les référents ont pour mission de représenter le groupe et en être le porte-parole, notamment en assemblée du CDJL et en comité technique.

Les référents s'engagent à participer aux réunions du comité de pilotage et aux assemblées du CDJL.

Les référents valident le compte-rendu de séance avant diffusion au groupe.

Les référents, en lien avec l'animateur, préparent l'ordre du jour et l'animation de la séance suivante. Les référents réalisent régulièrement des points d'étape sur le suivi du groupe avec l'animateur.

Les référents co-animent les réunions avec l'animateur.

---

#### Article 15 : Bilan d'activités

Une fois par an, le Conseil des Jeunes de Laval présente un bilan d'activités au conseil municipal. Le bilan est ensuite transmis aux partenaires de la ville et aux services.

#### Article 16 : Budget

Le Conseil des Jeunes de Laval est doté des moyens matériels nécessaires à son bon fonctionnement. Ces moyens font l'objet d'une inscription au budget de la commune.

---

**CONSEIL MUNICIPAL DE LAVAL DU 28 JUIN 2021****NOUVELLE CONVENTION CADRE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LA VILLE DE LAVAL, LE CCAS DE LAVAL, LAVAL AGGLOMÉRATION ET L'ASSOCIATION UNIS-CITÉ**

Rapporteur : Lucie Chauvelier

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Considérant que la ville de Laval, dans le cadre de sa politique en matière de jeunesse, souhaite favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en leur permettant de bénéficier d'une structure experte dans leur accompagnement et leur formation,

Que la ville de Laval souhaite favoriser et renforcer l'attractivité du territoire en accueillant 36 jeunes dont 20 nouveaux jeunes venant s'ajouter aux 16 habituellement accueillis, souhaitant s'investir pour l'intérêt général, sur une base de recrutement local,

Que la ville de Laval souhaite conforter la qualité du service public dans de nombreux domaines d'action de la collectivité et de ses partenaires directs,

Que l'association Unis-Cité propose l'accompagnement de jeunes en service civique au niveau national,

Qu'il est nécessaire d'adapter en conséquence la convention existante au regard du développement du nombre de jeunes accueillis et donc de proposer une nouvelle convention cadre d'objectifs et de moyens en ce sens,

Sur proposition de la commission vie quotidienne et citoyenne,

**DÉLIBÈRE****Article 1er**

Le conseil municipal approuve la nouvelle convention cadre d'objectifs et de moyens à compter du 1er septembre 2021 pour une durée de 3 ans.

**Article 2**

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Le maire

---

Signé : Florian Bercault

Affiché le 2 juillet 2021  
Récépissé Préfecture le 2 juillet 2021  
Exécutoire le 2 juillet 2021

---

**CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2021/2024**  
**entre UNIS-CITÉ**  
**et**  
**LA VILLE DE LAVAL**  
**et**  
**LAVAL AGGLOMÉRATION**  
**et**  
**LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LAVAL**

**Entre :**

La Ville de Laval, représentée par Céline Loiseau, Maire adjointe, en charge de la jeunesse et des sports, dûment habilitée aux fins des présentes par délibération du conseil municipal en date du \_\_\_\_\_, ci-après désignée par les termes « La Ville »,

**d'une part,**

**Et**

Laval Agglomération, représentée par Florian Bercault, Président, dûment habilitée aux fins des présentes par délibération du conseil communautaire en date du \_\_\_\_\_, ci-après désignée par les termes « l'Agglomération »,

**d'autre part,**

**Et**

Le Centre communal d'action sociale de Laval, représentée Marjorie François, vice-présidente, ci-après désignée par les termes « le CCAS »,

**d'autre part,**

**Et**

L'association Unis-Cité, association régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant son siège à Paris, 21 boulevard Ney, représentée par Jocelyn Leclerc, directeur territorial Pays de la Loire, ci-après désignée par les termes « Unis-Cité »

**d'autre part,**

**Il a été convenu ce qui suit :**

**PRÉAMBULE**

La ville de Laval met en œuvre des moyens humains, matériels et financiers pour favoriser l'engagement des jeunes en faveur de l'intérêt général à travers des projets et actions à finalités citoyennes et éducatives.

Laval Agglomération permet à chacun d'être mobile afin de repenser l'espace et les modes de déplacements sur l'ensemble du territoire et présente de réels atouts en matière environnementale avec une nature riche qui doit être préservée par des actions résolues dans divers domaines : déplacements, déchets, aménagement, énergie.

Le CCAS anime une action générale de prévention et de développement social dans la commune en liaison étroite avec les institutions publiques et privées, participe à l'instruction des demandes d'aide sociale et aux dispositifs d'insertion sociale et professionnelle.

L'association Unis-Cité a été créée en 1994. Elle œuvre en faveur du développement du service civique au niveau national. Implantée dans plus de 70 villes, elle emploie plus de 3 500 jeunes de 16 à 25 ans par an en service civique.

Forte d'une expérience significative en terme d'accompagnement des jeunes en service civique, l'association souhaite « qu'il devienne naturel que tous les jeunes, quel que soit leur parcours, consacrent une étape de leur vie à la solidarité et que cette période d'engagement au service de la collectivité leur permette de rencontrer des jeunes d'horizons totalement différents. »

Implanté depuis 2016 à Laval dans le cadre d'une collaboration avec la ville de Laval, puis avec Laval Agglomération et le CCAS, il est donc proposé de conforter l'implantation locale de l'association et de participer au développement des initiatives de service civique.

Pour ce faire, l'association Unis-cité bénéficie d'un agrément délivré par l'Agence du Service Civique, valable 3 ans. Cet agrément certifie le respect du cahier des charges tel que défini par l'arrêté du 2 juillet 2018.

Pour la ville de Laval, Laval Agglomération et le CCAS, l'intérêt d'un tel projet est multiple :

- favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, en leur permettant de bénéficier d'une structure experte dans leur accompagnement et leur formation,
- favoriser l'attractivité du territoire en accueillant des jeunes en quête d'une expérience, sur une base de recrutement national,
- conforter la qualité du service au public dans de nombreux domaines d'action de la collectivité et de ses partenaires directs : citoyenneté, sensibilisation au développement durable, éducation, action en faveur des seniors, actions d'ouverture culturelle, emploi...

La ville de Laval, Laval Agglomération et le CCAS reconnaissent cette contribution au dynamisme de ce territoire et à l'engagement des jeunes qu'elles entendent soutenir par le biais de cette convention.

Cette convergence des objectifs, qui s'inscrit dans la continuité depuis 2016, montre que les différentes parties contribuent à l'intérêt général, au bien-être de la population et participent à la construction et à l'émancipation des jeunes. Cela fonde la démarche qui consiste à bâtir un partenariat constructif et durable, dans le respect des valeurs, de l'objet, du fonctionnement et de l'indépendance de chacun.

## **TITRE I – LE PARTENARIAT**

### **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objectif de définir les conditions dans lesquelles la Ville, l'Agglomération, le CCAS et l'association Unis-Cité unissent leurs efforts, dans la perspective des objectifs définis en commun, ainsi que les conditions d'utilisation des moyens alloués par la Ville, l'Agglomération et le CCAS pour le fonctionnement des équipes Unis-Cité.

La présente convention a pour but de :

- définir les termes du partenariat entre la Ville, l'Agglomération, le CCAS et l'association Unis-Cité,
- définir les moyens financiers et matériels que la Ville, l'Agglomération et le CCAS apportent pour le fonctionnement des équipes Unis-Cité,

La convention est signée pour une durée de 3 ans et concerne les années 2021 (septembre à décembre), 2022, 2023 et 2024. Chaque année, la convention sera complétée par des avenants fixant les diverses participations de la Ville, l'Agglomération, le CCAS pour le fonctionnement des équipes Unis-Cité ou relatifs à de nouveaux projets.



## ARTICLE 2 – OBJECTIFS DE L'ASSOCIATION UNIS-CITÉ

Les missions exercées par Unis-Cité ont pour objectifs :

- **d'organiser et de promouvoir le service volontaire des jeunes** pour la solidarité, afin de contribuer à l'émergence d'une société d'individus responsables, solidaires et respectueux des différences ;
- qu'il devienne naturel que **tous les jeunes**, quels que soient leurs origines et leurs parcours, consacrent une étape de leur vie à la solidarité ;
- que cette période soit pour eux l'occasion **d'agir pour améliorer la vie dans la Cité et de rencontrer des jeunes d'horizons totalement différents** ;
- qu'elle leur permette de réfléchir, de s'enrichir, et influe durablement sur leurs pratiques en tant que citoyens.

## ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

**La ville de Laval** s'engage à mettre à la disposition de l'association des locaux servant de bureau au sein de bâtiments municipaux lui permettant d'exercer ses activités, ainsi que le matériel et mobilier lui permettant de mener à bien ses missions, comme détaillé dans l'article 6.

**Les différentes collectivités (Ville de Laval, Laval Agglomération et CCAS)** s'engagent à mettre à la disposition de l'association deux agents en charge de la coordination d'une équipe de jeunes en mission de service civique et qui assureront le lien avec les partenaires locaux et l'association, comme détaillé dans l'article 5.

**Laval Agglomération** s'engage à attribuer une subvention de projet à l'association Unis-Cité participant à la mise en œuvre de mission relevant de son champ de compétences comme détaillé dans l'article 4.

**L'association Unis-Cité** s'engage à accompagner, à assurer la formation et la rémunération des 36 jeunes en service civique, sur la base d'un recrutement local en donnant priorité aux jeunes étant basés sur le territoire lavallois, et tel que défini par le modèle type de contrat d'engagement prévu par l'Agence du Service Civique.

L'association Unis-Cité et les différentes collectivités conviennent d'engager à l'échelle de la Ville et de l'Agglomération, un travail de définition, de déploiement et de mise en œuvre de missions de service civique, en tenant compte des principes fondamentaux du service civique, des orientations de politiques publiques initiées par la Ville de Laval et en complémentarité avec celles développées par Laval Agglomération et le CCAS portant sur les thématiques suivantes :

- lutte contre les discriminations et accès aux droits,
- lutte contre le gaspillage alimentaire et la protection de l'environnement,
- promotion de la mobilité douce et durable,
- accompagnement des jeunes en situation de handicap,
- développement du lien intergénérationnel et lutte contre l'isolement des personnes âgées à domicile et/ou en EHPAD,
- promotion de la citoyenneté et de l'engagement des jeunes.

Ces thématiques pourront être amenées à évoluer en fonction des orientations de politiques publiques conduites par les collectivités, en lien avec l'association Unis-Cité.

## TITRE II – LES CONDITIONS DE FINANCEMENTS

### ARTICLE 4 – CONCOURS FINANCIER

Sous réserve du vote du budget communautaire et de la délibération du conseil communautaire, fixant la répartition de l'enveloppe, l'association Unis-Cité reçoit, chaque année, de Laval Agglomération, une subvention de projet dont le montant sera déterminé en fonction des actions menées. L'attribution de cette subvention s'inscrit dans la procédure d'instruction financière conduite

par Laval Agglomération sur la base du dossier de demande de subvention adressé par l'association Unis-Cité dans les délais impartis.

L'attribution des subventions de projet donne lieu à la signature d'avenants annuels à la présente convention. Des avenants complémentaires peuvent, le cas échéant, être signés pour le financement de projets spécifiques.

La subvention annuelle sera créditée au compte de l'association Unis-Cité lorsque les procédures décrites à l'article 9 de la présente convention seront respectées.

Au cas où le montant de la subvention annuelle serait revu à la baisse, l'association Unis-Cité adaptera son projet en conséquence.

Les subventions annuelles de projet seront versées en une seule fois en début d'année civile.

L'association Unis-Cité s'engage à respecter toutes les règles qui régissent la vie des associations et à gérer avec la rigueur nécessaire les financements publics attribués. Elle s'engage à garantir la destination des subventions publiques obtenues et à produire les pièces justifiant le bon emploi de ces fonds. Elle s'engage à se conformer à l'obligation de faire certifier ses comptes annuels par un commissaire aux comptes dès que le total des subventions publiques perçues sera supérieur ou égal à 153 000 €, y compris la mise à disposition de moyens évalués par la ville de Laval, l'Agglomération et le CCAS. La liste et la valeur des mises à dispositions sont évaluées dans un document annexé à la présente convention (annexe 1).

## **ARTICLE 5 – MISE À DISPOSITION DE PERSONNELS**

La Ville de Laval, Laval Agglomération et le CCAS mettent à disposition de l'association Unis-Cité les moyens en personnels suivants :

- deux agents à temps plein en charge de la coordination du projet et des équipes de jeunes en mission de service civique.

Cette mise à disposition de personnels par les différentes collectivités fait l'objet de conventions dont la durée sera fixée par des conventions spécifiques annexées à la présente convention d'objectifs et de moyens.

Les missions confiées à ces agents en charge de la coordination du projet et des équipes de jeunes font l'objet d'une fiche de poste fournie par l'association Unis-Cité.

Dans le fonctionnement courant entre l'association et les collectivités, afin de faciliter les échanges sur le suivi des jeunes en service civique, les agents ainsi mis à disposition seront placés sous la responsabilité fonctionnelle du responsable d'antenne Unis-Cité.

## **ARTICLE 6 – MISE À DISPOSITION DE LOCAUX, MATÉRIELS ET MOBILIERS**

La Ville de Laval met à disposition de l'association Unis-Cité un ensemble de locaux, de matériels et de mobiliers à titre gratuit, qu'elle utilise dans le cadre de ses activités :

- des locaux : une pièce servant de bureau individuel à chaque responsable d'équipes (soit au total deux pièces), avec un accès internet et téléphonie,
- du mobilier de bureau : un bureau, des chaises et tables avec armoires de rangement,
- du matériel informatique : imprimante laser, ordinateur portable avec logiciel Windows 7 et office 2013,

Les locaux sont mis à disposition par la direction démocratie locale en lien avec le service jeunesse dans un souci de permettre une proximité avec le public touché et avec les missions conduites telles que définies dans l'article 3.

La maintenance et l'entretien des locaux, du matériel et du mobilier listés ci-dessus sera assurée par la Ville de Laval.

L'association Unis-cité peut par ailleurs, comme toutes autres associations du territoire lavallois, procéder à des réservations de salles nécessaires à la conduite de ses activités, sous réserve de disponibilité, dans les différents locaux municipaux prévus à cet effet et ce, selon les procédures de réservation internes définies par les services municipaux concernés.

## **ARTICLE 7 – ASSURANCES**

L'association Unis-Cité est responsable vis-à-vis des tiers des accidents et dégâts causés du fait de son activité dans les locaux mis à disposition par la Ville de Laval ou dans les différents services de Laval Agglomération et du CCAS. À ce titre, l'association Unis-Cité doit souscrire une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile et peut également souscrire une assurance dommages, en vue de garantir ses propres biens.

La Ville de Laval, en tant que propriétaire, doit garantir les ouvrages dans le cadre de sa propre police d'assurances dommages. La Ville de Laval et son assureur renoncent aux recours qu'ils seraient en droit d'exercer contre l'association Unis-Cité et son assureur à la suite de tout sinistre atteignant les biens, meubles ou immeubles mis à disposition, en dehors du cas de malveillance. En conséquence, l'association Unis-Cité est dispensée de s'assurer contre les risques locatifs.

Réciproquement, l'association Unis-Cité et son assureur renoncent à tout recours contre la Ville de Laval, Laval Agglomération, le CCAS et l'assureur de celles-ci en cas de sinistre. Les polices souscrites par l'association Unis-Cité devront mentionner cette renonciation à recours.

Les compagnies d'assurances de la Ville de Laval, de Laval Agglomération, du CCAS et de l'association Unis-Cité auront communication des termes de la convention afin de prévoir leurs garanties en conséquence.

## **TITRE III – LES MODALITÉS DE LA RELATION ENTRE LES COLLECTIVITÉS ET UNIS-CITÉ**

### **ARTICLE 8 – PILOTAGE ET SUIVI DE LA CONVENTION**

Les missions de service civique proposées aux jeunes accueillis se dérouleront sur 8 mois, d'octobre à mai inclus. La durée et la période d'exécution de celles-ci pourront être modulées en fonction des besoins et orientations des différentes collectivités, en lien avec l'association Unis-Cité.

Un comité de pilotage et d'évaluation composé de représentants des différents signataires devra être mis en place. Il sera composé des représentants de la Ville, de l'Agglomération, du CCAS et de l'association Unis-Cité. Ce comité permettra de faire un point d'étape sur la mise en œuvre et le déroulement des missions confiées aux jeunes dans les différents services de la Ville, de l'Agglomération et du CCAS et de permettre la participation des différents partenaires à la réflexion globale et aux actions conduites. Il se réunira au moins trois fois par an au début, au milieu et à la fin de la mission, sur invitation de l'association Unis-Cité.

### **ARTICLE 9 – COMPTES-RENDUS ET ÉVALUATION DE L'ACTIVITÉ**

L'association Unis-Cité transmettra à la Ville de Laval, à l'Agglomération et au CCAS, au plus tard dans les trois mois suivant la fin de chaque mission de service civique, tout document permettant l'évaluation tant d'un point qualitatif que quantitatif des missions conduites au sein des différents services et partenaires mobilisés.

### **ARTICLE 10 – COMMUNICATION**

L'association Unis-Cité devra participer à la valorisation de l'image de la Ville de Laval, de l'Agglomération et du CCAS, notamment en faisant figurer le logo de la Ville de Laval, de l'Agglomération et du CCAS sur ses documents, rapports, invitations, tracts d'informations relatifs à l'activité de l'association Unis-Cité. Il devra également signaler, dans le cadre de manifestations publiques, l'intervention de la Ville de Laval, de l'Agglomération et du CCAS (sur les panneaux, programmes et calicots...).

Le cas échéant, les logos de la Ville de Laval, de l'Agglomération et du CCAS seront affichés sur le site internet de l'association Unis-Cité, en incluant un lien afin de permettre l'accès direct aux sites de ces collectivités.

La ville de Laval accorde à l'association Unis-Cité une aide à la communication par l'impression de différents supports édités par l'imprimerie municipale et une aide matérielle et humaine à l'organisation de manifestations dans la limite de 500€/an qui devront faire l'objet d'une valorisation reportée annuellement dans les comptes de l'association.

## **TITRE IV – DISPOSITIONS DIVERSES**

### **ARTICLE 11 – DURÉE**

Cette convention est signée pour 3 ans à savoir pour les années 2021 (septembre à décembre), 2022, 2023 et 2024. Elle prend effet à la date de signature et se termine au 31 août 2024.

Cette convention donnera lieu à négociation tous les 3 ans dans la perspective du renouvellement de l'agrément délivré par l'Agence du Service Civique à l'association Unis-Cité. En cas de non reconduction d'agrément par l'Agence du Service Civique en faveur de l'association Unis-Cité, les collectivités redéfiniront avec l'association Unis-Cité les conditions du partenariat.

### **ARTICLE 12 – RÉSILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une des obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuses.

### **ARTICLE 13 – LITIGE**

En cas de contestation sur l'interprétation ou l'application de la présente convention les parties s'engagent, préalablement à tout recours contentieux, à tenter de régler leur différend par voie de conciliation. Si, dans le délai d'un mois à compter de la réception par l'une des deux parties des motifs de la contestation, aucun accord n'est trouvé, les parties ont la faculté de saisir le tribunal territorialement compétent de l'objet de leur litige.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_  
(en deux exemplaires originaux)

L'association Unis-Cité  
représentée par son Directeur Territorial  
Jocelyn LECLERC

La Ville de Laval  
Pour le Maire  
Et par délégation  
L'adjointe en charge de la jeunesse  
et des sports  
Céline LOISEAU

Laval Agglomération  
le Président  
Florian BERCAULT

Le CCAS de Laval  
Pour son Président  
Et par délégation  
La vice-présidente du CCAS  
Marjorie FRANCOIS

## ANNEXE N°1

LISTE ET VALEURS DES MISES À DISPOSITION DE L'ASSOCIATION UNIS-CITÉ  
POUR L'ANNÉE

NATURE	CONTRIBUTEUR	MONTANT
Personnel		
Locaux		
Matériel		
Mobilier		
Autres		

N° S505 - VQC - 10

**CONSEIL MUNICIPAL DE LAVAL DU 28 JUIN 2021****REMPLACEMENT DES ÉCLAIRAGES DE CERTAINS GYMNASES PAR DES LED DANS LE CADRE DU PLAN DE RELANCE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MAYENNE**

Rapporteur : Céline Loiseau

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Vu la délibération n° D 2020-67 du 5 octobre 2020 du Conseil départemental de la Mayenne approuvant le plan de relance dénommé "Mayenne Relance",

Considérant l'enveloppe financière à destination des EPCI visant à soutenir les projets de rénovation énergétique du patrimoine intercommunal ou communal dédié à la pratique sportive,

Que la ville de Laval bénéficie d'une enveloppe d'un montant de 139 718 €,

Sur proposition de la commission vie quotidienne et citoyenne,

**DÉLIBÈRE****Article 1er**

Le conseil municipal approuve le plan de financement ci-après défini :

Sites concernés	Coût prévisionnel du projet HT	Montant CD53 sollicité (€)	Taux
Gymnase Gaston LESNARD	15 000,00 €	12 000,00 €	80 %
Gymnase PASCAL MESNARD	15 000,00 €	12 000,00 €	80 %
Gymnase HILARD (USL)	15 000,00 €	12 000,00 €	80 %
Gymnase MARCEL THEARD (USL)	15 000,00 €	12 000,00 €	80 %
Gymnase JULES RENARD	15 000,00 €	12 000,00 €	80 %
Gymnase ASPTT BONCHAMP	15 000,00 €	12 000,00 €	80 %
Tennis CROIX DES LANDES	30 000,00 €	24 000,00 €	80 %
Tennis SLO	30 000,00 €	24 000,00 €	80 %
CENTRE MULTIACTIVITÉS-SPORTS	25 000,00 €	20 000,00 €	80 %
<b>TOTAL</b>	<b>175 000,00 €</b>	<b>140 000,00 €</b>	<b>80 %</b>

**Article 2**

Le maire ou son représentant est autorisé à solliciter les financements correspondants à ces opérations.

**Article 3**

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

Article 4

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Le maire

---

Signé : Florian Bercault

Affiché le 2 juillet 2021  
Récépissé Préfecture le 2 juillet 2021  
Exécutoire le 2 juillet 2021

---

N° S505 - VQC - 11

CONSEIL MUNICIPAL DE LAVAL DU 28 JUIN 2021

PROGRAMMATION 2021 DU CONTRAT DE VILLE - VOLET  
COMPLÉMENTAIRE QUARTIERS D'ÉTÉ ET QUARTIERS SOLIDAIRES

Rapporteur : Patrice Morin

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Vu les décisions du comité interministériel des villes du 19 février 2013,

Vu la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine fixant les principes de la politique de la ville et les contrats de ville 2014-2020 du 21 février 2014,

Vu la circulaire du Premier ministre du 30 juillet 2014 relative à l'élaboration des contrats de ville de nouvelle génération et la circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville,

Vu l'appel à projet complémentaire "Quartiers d'été" transmis par la Préfecture de Mayenne dans le cadre du projet des "Vacances Apprenantes" pour 2021,

Considérant qu'un travail partenarial animé par l'agglomération, l'État et la ville de Laval a été réalisé sur la période de septembre 2014 à avril 2015,

Que la rédaction d'une convention-cadre énonçant les fondements du contrat, ses grands objectifs, ses conditions de mise en œuvre, a résulté de ces travaux et a fait l'objet d'une signature par l'ensemble des partenaires le 3 juillet 2015,

Que les orientations du contrat de ville sont prolongées jusqu'en 2022,

Que, dans ce cadre, toute attribution d'enveloppe complémentaire doit faire l'objet d'une validation suivant la même procédure,

Sur proposition de la commission vie quotidienne et citoyenne,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Les orientations prioritaires pour la programmation complémentaire 2021 du contrat de ville pour l'opération "Quartiers d'été" ; "quartiers solidaires" et les "colos apprenantes" sont approuvées.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à recouvrer les recettes pour les actions portées par la ville de Laval.

Article 3

Le maire ou son représentant est autorisé à signer la programmation complémentaire "Quartiers d'été - quartiers solidaires" pour l'exercice 2021, ainsi que tout document relatif à sa mise en œuvre.



Article 4

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Le maire

---

Signé : Florian Bercault

Affiché le 2 juillet 2021  
Récépissé Préfecture le 2 juillet 2021  
Exécutoire le 2 juillet 2021

---

PRE-PROGRAMMATION 2021 quartiers d'été et quartiers solidaires - CONTRAT DE VILLE LAVAL AGGLOMERATION

[illegible]

# DEUXIÈME PARTIE

---

DÉCISIONS

DU

MAIRE

# SOMMAIRE

## DEUXIÈME PARTIE : DÉCISIONS DU MAIRE

### SÉANCE DU 28 JUIN 2021 - N° 505

- N° 20 / 21	Avenant 1 à la convention de mise à disposition de locaux boulevard Buffon à Changé à la Société Rodel .....	555
- N° 21 / 21	Tarif des publications patrimoine, mises en vente aux boutiques du musée d'arts naïfs et d'arts singuliers, des bains douches, du bateau-lavoir Saint-Julien et de l'espace Alain Gerbault .....	557
- N° 22 / 21	Mise à disposition de locaux situés rue Haute Chiffolière au Comité d'animation du musée vivant de l'école publique .....	559
- N° 23 / 21	Création d'une régie de recettes musées et patrimoine .....	564
- N° 24 / 21	Création d'une régie de recettes vie citoyenne et vie des quartiers .....	568
- N° 25 / 21	Régie de recettes fourrières véhicules – modificatif .....	572
- N° 26 / 21	Tarif du catalogue de l'exposition "ISE-FORTUNA" mis en vente à la boutique du musée d'art naïf et d'arts singuliers .....	574
- N° 27 / 21	Tarifs des produits dérivés mis en vente à la boutique du musée d'art naïf et d'arts singuliers .....	575
- N° 28 / 21	Tarifs de 2 ouvrages mis en vente à la boutique du musée d'art naïf et d'arts singuliers .....	576
- N° 29 / 21	Tarif de la bande dessinée "Alain Gerbault" de JM. Ruffieux et E. Vibart - édition Mémoire d'Europe relative à la vie d'Alain Gerbault .....	577
- N° 30 / 21	Régie de recettes photocopies – avenant 1 .....	579
- N° 31 / 21	Mise à disposition de locaux sis 4 quai Jehan Fouquet à l'association "Place au vélo" .....	581
- N° 32 / 21	Dons de divers produits apicole de l'association "Abeilles mayennaises" .....	585
- N° 33 / 21	Suppression de la régie d'avances "dépenses exceptionnelles" .....	586
- N° 34 / 21	Don de Monsieur Cordonnier d'un fonds de documents .....	588



## DÉCISION MUNICIPALE

**N° 20 / 2021  
DU 1<sup>er</sup> AVRIL 2021**

### **AVENANT N° 1 À LA CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE LOCAUX BOULEVARD BUFFON À CHANGÉ À LA SOCIÉTÉ RODEL**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-22 et L2122-23,

Vu la délibération en date du 17 juillet 2020 par laquelle le conseil municipal a délégué au maire une partie de ses attributions, notamment de louage de choses,

Vu l'arrêté n° 9 / 2021 du 1<sup>er</sup> mars 2021 relatif à la délégation de signature octroyée à Fabrice Martinez, directeur général des services,

Vu la décision municipale n° 23 / 2016 du 31 mars 2016 relative à la mise à disposition du restaurant du foirail sis boulevard Buffon à Changé à la Sarl Rodel et la convention en date du 29 avril 2016,

Considérant que bien que des négociations aient été lancées pour transformer cette convention en un bail commercial, le projet n'a pas abouti à ce jour,

Que le terme de la convention est fixé au 31 mars 2021,

Qu'il convient, d'ici le terme des négociations, de proroger la convention actuelle d'une année,

### **DÉCIDONS**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

La ville de Laval proroge la convention en date du 29 avril 2016 par laquelle les locaux sis boulevard Buffon sont mis à la disposition de la Sarl Rodel.  
Le terme est fixé au 31 mars 2022.

#### **Article 2**

Le maire ou son représentant est autorisé à signer l'avenant correspondant.

#### **Article 3**

Il sera rendu compte au conseil municipal de la présente décision.

#### **Article 4**

Monsieur le directeur général des services de la ville est chargé de l'exécution de la présente décision.

Pour le maire et par délégation,  
Le directeur général des services,

Signé : Fabrice Martinez

**Avenant n°1**  
**à la convention d'occupation du 29 avril 2016**  
**du site de l'ancien foirail sis boulevard Buffon à Changé**

LES SOUSSIGNÉS :

- La Ville de Laval, dont le siège se situe à Laval (Mayenne) place du 11 novembre, représentée par Monsieur Antoine Caplan, en vertu de la décision municipale n° 20 / 2021 en date du 1<sup>er</sup> avril 2021,  
d'une part,

ET

La Sarl RODEL boulevard Louis Armand – 53940 St BERTHEVIN,  
Siret 384.679.163.000 20 – APE 553A, représentée par Monsieur DELETANG Gilbert,

Par convention en date du 29 avril 2016, la ville de Laval a mis à la disposition de la Sarl RODEL les locaux à usage de restaurant existant sur le site de l'ancien foirail; sis boulevard Buffon à Changé.

Cette convention venant à échéance au 31 mars 2021, dans l'attente de la rédaction d'une convention pérenne, les parties acceptent de la proroger jusqu'au 31 mars 2022 selon les mêmes termes.

Fait à Laval le

Sarl RODEL

La ville de Laval,  
Pour le maire,

Monsieur Gilbert DELETANG,

Antoine CAPLAN



**DÉCISION MUNICIPALE****N° 21 / 2021  
DU 21 AVRIL 2021**

**TARIF DES PUBLICATIONS PATRIMOINE, MISES EN VENTE AUX BOUTIQUES DU MUSÉE D'ARTS NAÏFS ET D'ARTS SINGULIERS, DES BAINS DOUCHES, DU BATEAU LAVOIR SAINT-JULIEN ET DE L'ESPACE ALAIN GERBAULT**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2122-22 et L2122-23,

Vu la convention Ville d'Art et d'Histoire signée par la ville de Laval en date du 4 juillet 2016,

Vu la délibération en date du 17 juillet 2020 par laquelle le conseil municipal a délégué au maire une partie de ses attributions notamment de fixer les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal,

Vu l'arrêté n° 9 / 2021 du 1er mars 2021 relatif à la délégation de signature octroyée à Fabrice Martinez, directeur général des services,

Considérant que la ville de Laval souhaite augmenter la gamme des produits proposés à la vente aux boutiques du musée d'art naïf et d'arts singuliers, des bains douches municipaux, du bateau lavoir Saint-Julien de l'Espace Alain Gerbault et souhaite mettre en vente deux nouvelles publications,

Qu'il importe de fixer le prix de vente de ces articles,

**DÉCIDONS****Article 1er**

La ville de Laval met en vente 250 exemplaires de la publication : "Lèche vitrine ! Mémoire(s) des commerces à Laval (1950-2000)" et 250 exemplaires de la publication "Mémoire(s) du Tour de France à Laval" au prix de vente de 5 € l'unité aux boutiques du musée d'art naïf et d'arts singuliers, des bains douches municipaux du bateau lavoir Saint-Julien et de l'Espace Alain Gerbault.

**Article 2**

50 exemplaires des publications "Lèche vitrine ! Mémoire(s) des commerces à Laval (1950-2000)" et 50 exemplaires "Mémoire(s) du Tour de France à Laval" seront réservés pour être remis à titre gracieux, notamment aux partenaires ou personnes ayant contribué aux publications.

**Article 3**

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

**Article 4**

Il sera rendu compte au conseil municipal de la présente décision.

Article 5

Monsieur le directeur général des services de la ville est chargé de l'exécution de la présente décision.

Pour le maire et par délégation,  
Le directeur général des services,

---

Signé : Fabrice Martinez

---



**DÉCISION MUNICIPALE****N° 22 / 2021  
DU 27 AVRIL 2021****MISE À DISPOSITION DE LOCAUX SITUÉS RUE HAUTE CHIFFOLIÈRE AU COMITÉ D'ANIMATION DU MUSÉE VIVANT DE L'ÉCOLE PUBLIQUE**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-22 et L2122-23,

Vu la délibération en date du 17 juillet 2020 par laquelle le conseil municipal a délégué au maire une partie de ses attributions notamment de décider de la conclusion et révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas 12 ans,

Vu l'arrêté n° 9 / 2021 du 1<sup>er</sup> mars 2021 relatif à la délégation de signature octroyée à Fabrice Martinez, directeur général des services,

Considérant que la ville de Laval souhaite soutenir les associations menant des actions à caractère culturel ou patrimonial et plus spécifiquement le musée vivant de l'école publique,

Que la convention du 2 mars 2020 conclue avec le Comité d'animation du musée vivant de l'école publique sera caduque au 30 juin 2021,

Que la ville de Laval souhaite signer une nouvelle convention strictement limitée à l'occupation des locaux,

**DÉCIDONS****Article 1er**

La mise à disposition des locaux situés rue Haute Chiffolière au Comité d'animation du musée vivant de l'école publique est approuvée.

**Article 2**

Cette mise à disposition est autorisée du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au 30 juin 2022 à titre gratuit.

**Article 3**

Le maire ou son représentant est autorisé à signer la convention correspondante avec le Comité d'animation du musée vivant de l'école publique, ainsi que tout document à cet effet.

**Article 4**

Il sera rendu compte au conseil municipal de la présente décision.

**Article 5**

Monsieur le directeur général des services de la ville est chargé de l'exécution de la présente décision.

Pour le maire et par délégation,  
Le directeur général des services,

Signé : Fabrice Martinez

**Convention de mise à disposition de biens****Entre les soussignés :**

Ville de Laval

Hôtel de Ville – CS 71327 – 53013 LAVAL Cedex

Représentée par Florian BERCAULT, en sa qualité de maire agissant en vertu d'une décision municipale n° 22 / 21 du 27 avril 2021,

Siret n°492 550 652

Code APE : 8411Z

ci-après dénommé la ville de Laval,

D'UNE PART,

Et

Dénomination sociale : Comité d'Animation du Musée Vivant de l'École Publique

dont le siège social est situé : 8 rue Haute Chiffolière 53000 Laval,

Siret n° 442 857 470 00011

Code APE : 7010Z

n° de téléphone : 02 43 53 87 10

mail : museeecoole-laval53@orange.fr

ci-après dénommée

D'AUTRE PART,

**IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :**

La présente convention a pour objet de définir les rapports contractuels entre la ville de Laval et le Comité d'Animation du Musée Vivant de l'École Publique, association loi 1901 dont l'objet est la gestion, l'animation et la promotion du Musée Vivant.

Dans ce cadre, l'association a défini les objectifs généraux suivants :

- collecter et passer convention pour le prêt ou le don de matériel scolaire et pédagogique, mobilier scolaire, tant auprès des personnes privées que des collectivités,
- entretenir et préserver ce patrimoine dans les locaux prêtés gracieusement par la ville de Laval,
- organiser toute manifestation destinée à le valoriser (expositions, accueil de touristes et des écoles, gestion de la bibliothèque ...),
- entretenir avec l'Office de Tourisme toute relation permettant de développer le tourisme local,
- participer activement aux manifestations locales,
- accueillir les écoles et assurer leur animation.

**Article 1er**

Désireuse de développer sa politique d'animation globale auprès de tous les publics et après avoir pris connaissance des objectifs généraux de l'association, la ville de Laval met à disposition du Comité d'Animation du Musée Vivant de l'École Publique les locaux nécessaires à leur fonctionnement.

## Article 2 - Les locaux

### 2 – 1 - Désignation des locaux

La ville de Laval met à disposition du Comité d'Animation du Musée Vivant de l'École Publique à titre gratuit dont la valeur locative annuelle est de 12 000 € et non exclusif les locaux de l'ancienne école Henri Chantrel, sis 8, impasse Haute-Chiffolière cadastrés CL 76.

Descriptif des biens :

#### Rez-de-chaussée

– Musée de l'École :	44,38 m <sup>2</sup>
– Salle de classe	47,13 m <sup>2</sup>
– Hall	07,88 m <sup>2</sup>
– Rangement 1	06,13 m <sup>2</sup>
– Placards	01,92 m <sup>2</sup>
– Rangement de matériel	16,35 m <sup>2</sup>
– Entrée	04,07 m <sup>2</sup>
– Atelier	07,85 m <sup>2</sup>
– WC	01,17 m <sup>2</sup>
– Bibliothèque	21,81 m <sup>2</sup>
– Salle	49,74 m <sup>2</sup>
– Ensemble RDC	208,43 m <sup>2</sup>

#### Étage

– Bureau	18,31 m <sup>2</sup>
– Rangement 2	01,41 m <sup>2</sup>
	19,72 m <sup>2</sup>

Les biens meubles situés dans les locaux sont la propriété du Comité d'Animation du Musée Vivant de l'École Publique.

### 2-2 - Maintenance, entretien et charges

La ville de Laval, en sa qualité de propriétaire, assurera le gros entretien du bâtiment et les réparations liées à l'usure normale des lieux.

Le Comité d'Animation du Musée Vivant de l'École Publique a la responsabilité de l'entretien des locaux. Dans ce cadre, l'agent mis à disposition du CLEP par la ville effectuera 2 heures de ménage sur son temps de travail dans les locaux du Musée Vivant de l'École Publique.

Les consommations d'eau, de gaz, d'électricité et de chauffage seront prises en charge par la ville de Laval.

Les abonnements et consommations téléphoniques sont à la charge du Comité d'Animation.

### 2-3 - Usage des locaux

Le Comité d'Animation prendra les locaux dans leur état actuel, déclarant avoir entière connaissance des avantages et des défauts des bâtiments.

Sauf accord préalable, les locaux ne pourront être utilisés à d'autres fins que celles précisées dans la présente convention.

La présente convention étant conclue intuitu personæ, le Comité d'animation ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit (ni échange, ni sous location).

L'association s'engage à prendre soin des locaux et à en assurer l'entretien dans des conditions d'hygiène et de salubrité. Toute dégradation des locaux provenant d'une négligence grave du comité d'animation ou d'un défaut d'entretien devra faire l'objet d'une remise en état aux frais du comité d'animation.

La surveillance des lieux est organisée par les personnes présentes sur ces lieux. Le responsable devra en particulier veiller au strict respect de toutes les prescriptions édictées en matière d'incendie.

Le comité d'animation devra laisser le propriétaire ou ses représentants pénétrer dans les lieux chaque fois que cela paraîtra utile.

Le comité d'animation s'engage à ne faire aucuns travaux, constructions, modifications sans avoir obtenu préalablement l'autorisation écrite de la ville.

Tous les travaux, améliorations, constructions, modifications qui seraient faits par le comité d'animation, même avec l'autorisation de la ville, resteront en fin de convention la propriété de cette dernière sans qu'elle soit tenue au versement de quelconque indemnité.

### **Article 3 - conditions particulières**

Pendant la durée de la convention et dans le but d'étendre le partenariat entre le Comité d'Animation du Musée Vivant de l'École Publique et la ville de Laval, le Comité d'Animation s'engage à :

#### **3-1 - Information sur les activités du Comité d'Animation du Musée Vivant de l'École Publique**

Le Comité d'Animation communiquera à la ville de Laval ses rapports d'activités une fois par an.

#### **3-2 - Information sur les comptes du Comité d'Animation du Musée Vivant de l'École Publique**

Conformément à l'article L 2313-1.5 du code général des collectivités territoriales, le Comité d'Animation communiquera à la ville de Laval ses comptes certifiés conformes après la clôture de chaque exercice budgétaire ainsi qu'un document prévisionnel pour l'exercice suivant.

#### **3-3 - Information sur le partenariat avec la ville**

Le Comité d'Animation s'engage à faire mention de l'aide apportée par la ville de Laval dans toutes les actions de communication qu'il mènera.

#### **3-4 - Mise en œuvre d'animations au plan local**

Le Comité d'Animation du Musée Vivant de l'École Publique participe avec ses moyens humains et techniques à l'animation des manifestations locales entrant dans le champ de ses compétences et que la ville pourrait être amenée à développer.

Il s'engage également à prêter gratuitement le matériel scolaire nécessaire à l'organisation d'expositions.

### **Article 4 - Assurances**

L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et cotisations de ces assurances de façon à ce que la ville ne puisse en aucun cas être inquiétée (incendie, explosion, vol, vandalisme, dégâts des eaux, bris de glace, meubles garnissant les lieux loués, ainsi que tous les risques locatifs et le recours des tiers).

Le Comité d'Animation est tenu de fournir annuellement à la ville une attestation d'assurance.

La ville de Laval et le Comité d'Animation s'engagent par ailleurs à fournir réciproquement une attestation de renonciation à recours.

**Article 5 - Durée de la convention et résiliation**

La présente convention prend effet à la date du 1<sup>er</sup> juillet 2021. Elle est conclue à titre précaire pour une durée de 1 an de date à date.

Il est expressément convenu qu'en cas d'inexécution d'une des clauses du présent engagement ou pour tout motif tenant à l'ordre public ou au fonctionnement du service public, et 2 mois après une mise en demeure d'exécuter, restée infructueuse, la présente convention sera résiliée immédiatement et de plein droit. La ville prendra toute mesure qu'elle juge utile pour libérer les lieux.

Fait à

En trois exemplaires,

Signatures des parties, précédées de la mention " lu et approuvé ".

La ville de Laval,

Le maire,

Pour le maire et par délégation,

L'Adjoint au maire

Délégué à la culture pour tous

La Présidente du Comité d'Animation,

Bruno FLÉCHARD

Francette HAINRY





**DÉCISION MUNICIPALE****N° 23 / 2021  
DU 3 MAI 2021****CRÉATION D'UNE RÉGIE DE RECETTES MUSÉES ET PATRIMOINE**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-22 et L2122-23 et les articles R1617-1 et suivants,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu le décret n° 2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif à la création des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération en date du 17 juillet 2020 par laquelle le conseil municipal a délégué au maire une partie de ses attributions, notamment en ce qui concerne la création des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux,

Vu la délibération en date du 16 novembre 2015 relative à l'harmonisation du régime indemnitaire entre la ville de Laval, le CCAS, le Théâtre et Laval Agglomération,

Vu la décision municipale n° 15 / 08 en date du 21 février 2008 instituant la régie de recettes musées et patrimoine,

Vu la décision municipale n° 15 / 14 en date du 14 mars 2014 modifiant l'article 4 de la décision municipale n° 15 / 08 du 21 février 2008 relatif aux produits encaissés par la régie et les sous-régies, par l'ajout de la recette de spectacles à la liste des produits qu'il est possible d'encaisser,

Vu la décision municipale n° 59 / 14 en date du 30 septembre 2014 modifiant l'article 3 de la décision municipale n° 15 / 08 du 21 février 2008 relatif aux lieux d'installation de la régie et des sous-régies, par la création d'une sous-régie à la salle polyvalente,

Vu la décision municipale n° 43 / 15 en date du 9 juin 2015 abrogeant la décision municipale n° 59 / 14 du 30 septembre 2014 et remplaçant l'article 3 de la décision municipale n° 15 / 08 du 21 février 2008 relatif aux lieux d'installation de la régie et des sous-régies, par l'élargissement des lieux d'installation des sous-régies,

Vu la décision municipale n° 76 / 15 en date du 3 novembre 2015 modifiant l'article 4 de la décision municipale n° 15 / 08 en date du 21 février 2008 relatif aux produits encaissés par la régie et les sous-régies, par l'ajout de la recette de produits dérivés des manifestations à caractère culturel à la liste des produits qu'il est possible d'encaisser,

Vu la décision municipale n° 39 / 16 en date du 23 mai 2016 modifiant les articles 3 et 4 de la décision municipale n° 15 / 08 en date du 21 février 2008 relatif aux

produits encaissés par la régie et les sous-régies, par l'ajout d'une sous régie à l'office de tourisme et la vente de pots de miel,

Vu la décision municipale n° 60 /17 en date du 5 juillet 2017 modifiant l'article 5 de la décision municipale n° 15 / 18 en date du 21 février 2008 élargissant les possibilités de paiement à la carte bancaire,

Vu l'arrêté n° 9 / 2021 du 1er mars 2021 relatif à la délégation de signature octroyée à Fabrice Martinez, directeur général des services,

Vu l'avis conforme du comptable public du Pays de Laval, comptable assignataire des opérations de la régie, en date du 28 avril 2021,

Considérant qu'il est nécessaire de réduire le nombre de sous-régies,

## DÉCIDONS

### Article 1er

Les décisions n° 15 / 08 en date du 21 février 2008, n° 15 / 14 en date du 14 mars 2014, n° 59 / 14 en date du 30 septembre 2014, n° 43 / 15 en date du 9 juin 2015, n° 76 / 15 en date du 3 novembre 2015, n° 39 / 16 en date du 23 mai 2016 et n° 60 / 17 en date du 5 juillet 2017 sont abrogées et remplacées par les dispositions qui suivent.

### Article 2

Il est institué auprès de la direction lecture publique et patrimoine, une régie de recettes dénommée "musées et patrimoine" composée de treize sous-régies.

### Article 3

Cette régie est installée au Vieux-Château, à Laval.

Les sous régies sont installées dans les lieux suivants :

- Musée du Vieux-Château,
- Espace associatif et culturel (ex-Scomann),
- Musée école de la Perrine,
- Musée des sciences,
- Orangerie,
- Espace Alain Gerbault,
- Maison du grand veneur,
- Musée vivant de l'école publique,
- Salle polyvalente,
- Bateau-lavoir,
- Maison Briand,
- Bains Douches,
- Office du tourisme.

### Article 4

La régie et les sous régies encaissent les produits liés aux activités suivantes :

- droits d'entrée aux expositions, selon les expositions,
- vente de catalogues, d'affiches, de livres, de cartes postales, de posters, journaux et tout autre produit dérivé lié aux expositions et manifestations à caractère culturel,
- vente des produits dérivés et de pots de miel dans le cadre d'un dépôt vente, et fixée au terme d'une convention passée à l'occasion de chaque opération de dépôt vente, entre la ville et le prestataire. Cette convention fixe les modalités précises d'intervention du régisseur,
- visites guidées, visites spectacles, visites virtuelles et conférences liées au patrimoine,

- ateliers et visites jeune public,
- spectacles.

#### Article 5

Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivant :

- chèques,
- espèces,
- carte bancaire,
- chèques d'accompagnement personnalisés,
- chèques loisirs CAF,
- tickets MSA,
- ANCV,
- pass culture,
- pass ambassadeur.

Les recettes liées aux droits d'entrée et à la vente des cartes postales, posters, catalogues, journaux et tous les produits dérivés, sont encaissées au moyen d'une caisse enregistreuse sous forme de tickets de caisse ou à défaut de tickets ou carnets à souche.

#### Article 6

Un compte de dépôt de fonds au Trésor (DFT) est ouvert au nom du régisseur afin de domicilier toutes les recettes encaissées.

#### Article 7

Le montant maximum de l'encaisse composée du dépôt de fonds au Trésor et du numéraire que le régisseur est autorisé à conserver s'élève à 1 800 €.

#### Article 8

Le montant maximum de numéraire que le régisseur est autorisé à conserver s'élève à 1 000 €.

#### Article 9

Un fonds de caisse d'un montant de 300 € est mis à la disposition du régisseur.

#### Article 10

Le montant maximum de l'encaisse que les mandataires sont autorisés à conserver s'élève à 800 €.

#### Article 11

Le régisseur est tenu de verser au comptable du trésor du Pays de Laval le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7 ou 8, et au minimum tous les mois.

#### Article 12

Le régisseur verse auprès du comptable du trésor du Pays de Laval la totalité des justificatifs des opérations de recettes, à chaque fin de mois et lors de sa sortie de fonction.

#### Article 13

Les mandataires versent auprès du régisseur la totalité des justificatifs des opérations de recettes, tous les 15 jours et au minimum une fois par mois.



**Article 14**

En raison du montant moyen mensuel d'encaissement, le régisseur est assujéti à un cautionnement qui sera fixé, après avis du comptable du trésor du Pays de Laval, dans l'arrêté de nomination selon la réglementation en vigueur.

**Article 15**

Le régisseur et le mandataire-suppléant percevront une indemnité de responsabilité fixée après avis du comptable public du Pays de Laval, selon la réglementation en vigueur. Compte tenu du nombre important d'opération d'encaissement, des heures d'ouvertures de la régie, l'indemnité allouée au régisseur titulaire sera majorée de 100 %, conformément à l'arrêté ministériel du 14 juin 1985.

**Article 16**

Le régisseur et le mandataire-suppléant, ainsi que les mandataires, seront désignés par le maire sur avis conforme du comptable assignataire.

**Article 17**

Il sera rendu compte au conseil municipal de la présente décision.

**Article 18**

Monsieur le directeur général des services de la ville et Madame la comptable publique du Pays de Laval sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Pour le maire et par délégation,  
Le directeur général des services,

Signé : Fabrice Martinez

**DÉCISION MUNICIPALE****N° 24 / 2021  
DU 3 MAI 2021****CRÉATION D'UNE RÉGIE DE RECETTES VIE CITOYENNE ET VIE DES QUARTIERS**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-22 et L2122-23, et les articles R1617-1 et suivants,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu le décret n° 2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif à la création des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération en date du 17 juillet 2020 par laquelle le conseil municipal a délégué au maire une partie de ses attributions, notamment en ce qui concerne la création des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux,

Vu la délibération en date du 16 novembre 2015 relative à l'harmonisation du régime indemnitaire entre la ville de Laval, le CCAS, le Théâtre et Laval Agglomération,

Vu la décision municipale n° 01 / 14 du 9 janvier 2014 créant la régie de recettes vie citoyenne et vie des quartiers,

Vu la décision municipale n° 87 / 15 du 4 décembre 2015 modifiant l'article 4 de la décision n° 01 / 14,

Vu la décision municipale n° 43 / 16 du 1<sup>er</sup> juin 2016 modifiant l'article 4 de la décision n° 01 / 14,

Vu la décision municipale n° 78 / 16 du 3 octobre modifiant les articles 4, 5 et 11 de la décision n° 01 / 14,

Vu la décision municipale n° 62 / 18 du 30 août 2018 modifiant l'article 4 de la décision n° 01 / 14,

Vu l'avis conforme du comptable public du Pays de Laval, comptable assignataire des opérations de la régie, en date du 29 avril 2021,

Vu l'arrêté n° 9 / 2021 du 1<sup>er</sup> mars 2021 relatif à la délégation de signature octroyée à Fabrice Martinez, directeur général des services,

Considérant qu'il est nécessaire de créer de nouvelles sous-régies, d'ajouter de nouveaux objets et moyens de paiement,

## DÉCIDE

## Article 1er

Les décisions n°s 01 / 14, 87 / 15, 43 / 16, 78 / 16 et 62 / 18 sont abrogées et remplacées par les dispositions qui suivent.

## Article 2

Il est institué auprès du service « régies », une régie de recettes dénommée « vie citoyenne et vie des quartiers » composée de quinze sous-régies.

## Article 3

Cette régie est installée au service « régies », centre administratif municipal, place du Onze novembre.

Les sous régies sont installées dans les lieux suivants :

- maison de quartier Laval Nord,
- maison de services publics de Saint-Nicolas,
- maison de quartier du Pavement,
- maison de quartier d'Avesnières,
- maison de quartier du Bourny,
- maison de quartier d'Hilard,
- maison de quartier des Fourches,
- maison de quartier de Grenoux,
- Palindrome,
- service des sports,
- service jeunesse,
- pôle Ados Laval Nord,
- pôle Ados des Fourches,
- pôle Ados Saint-Nicolas,
- pôle Ados de Grenoux.

## Article 4

La régie et les sous régies encaissent les produits liés aux activités suivantes :

- camps, sorties, séjours,
- activités techniques,
- carte famille,
- photocopies,
- Laval la plage,
- SSIAP (service de sécurité et d'assistances aux personnes),
- location de salles.

## Article 5

Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivant :

- espèces,
- chèques,
- chèques loisirs CAF,
- tickets MSA,
- chèques vacances ANCV et coupons sport ANCV,
- chèques d'accompagnement personnalisé,
- chéquier jeunes 3<sup>ème</sup>,
- e.pass jeunes,
- paiement par prélèvement,
- carte bancaire,

Les recettes sont encaissées au moyen d'un système monétique. Elles seront justifiées par la production d'états informatiques permettant d'individualiser les encaissements ressortissant de ce système, ventilés par mode d'encaissement.

#### Article 6

Un compte de dépôt de fonds au Trésor (DFT) est ouvert au nom du régisseur afin de domicilier toutes les recettes encaissées.

#### Article 7

Le montant maximum de l'encaisse composée du dépôt de fonds au Trésor et du numéraire que le régisseur est autorisé à conserver s'élève à 10 000 €.

#### Article 8

Le montant maximum de numéraire que le régisseur est autorisé à conserver s'élève à 2 000 €.

#### Article 9

Le montant maximum de l'encaisse que les mandataires sous-régisseurs sont autorisés à conserver est fixé à 3 000 €.

#### Article 10

Le régisseur est tenu de verser au comptable du trésor du Pays de Laval le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7 ou 8, et au minimum tous les quinze jours.

#### Article 11

Les mandataires sous-régisseurs sont tenus de verser au régisseur le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 9, et au minimum tous les mois.

#### Article 12

Le régisseur verse auprès du comptable du trésor du Pays de Laval la totalité des justificatifs des opérations de recettes, à chaque fin de mois et lors de sa sortie de fonction.

#### Article 13

Les mandataires sous-régisseurs versent auprès du régisseur la totalité des justificatifs des opérations de recettes à chaque fin de mois et lors de sa sortie de fonction.

#### Article 14

En raison du montant moyen mensuel d'encaissement, le régisseur est assujéti à un cautionnement qui sera fixé, après avis du comptable du trésor du Pays de Laval, dans l'arrêté de nomination selon la réglementation en vigueur.

#### Article 15

Le régisseur et le mandataire-suppléant percevront une indemnité de responsabilité fixée après avis du comptable public du Pays de Laval, selon la réglementation en vigueur.

#### Article 16

Le régisseur et le mandataire-suppléant, ainsi que les mandataires, seront désignés par le maire sur avis conforme du comptable assignataire.

#### Article 17

Il sera rendu compte au conseil municipal de la présente décision.

Article 18

Monsieur le directeur général des services de la ville et Madame la comptable publique du Pays de Laval sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Pour le maire et par délégation,  
Le directeur général des services,

Signé : Fabrice Martinez

**DÉCISION MUNICIPALE****N° 25 / 2021  
DU 20 MAI 2021****RÉGIE DE RECETTES FOURRIÈRES VÉHICULES - MODIFICATIF**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-22 et L2122-23 et les articles R1617-1 et suivants,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu le décret n° 2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif à la création des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération en date du 16 novembre 2015 relative à l'harmonisation du régime indemnitaire entre la ville de Laval, le CCAS, le Théâtre et Laval Agglomération,

Vu la délibération en date du 17 juillet 2020 par laquelle le conseil municipal a délégué au maire une partie de ses attributions, notamment en ce qui concerne la création des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux,

Vu la décision municipale n° 12 / 2021 du 15 février 2021 créant la régie de recettes fourrière véhicules,

Vu l'avis conforme du comptable public du Pays de Laval, comptable assignataire des opérations de la régie, en date du 7 mai 2021,

Considérant qu'il est nécessaire d'élargir les moyens de paiement au paiement en ligne par carte bancaire,

**DÉCIDE****Article 1er**

L'article 4 de la décision municipale n° 12 / 2021 est remplacé par les dispositions suivantes :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivant :

- espèces,
- chèques,
- carte bancaire,
- paiement en ligne à distance par téléphone et par carte bancaire.

Elles seront perçues contre remise à l'utilisateur de factures numérotées chronologiquement issues d'un logiciel de facturation.

**Article 2**

L'article 7 de la décision municipale n° 12 / 2021 est remplacé par les dispositions suivantes :

Le montant maximum de l'encaisse composée du dépôt de fonds au Trésor et du numéraire que le régisseur est autorisé à conserver s'élève à 10 000 €.

**Article 3**

Monsieur le directeur général des services de la ville et Madame la comptable public du Pays de Laval sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Pour le maire et par délégation,  
en l'absence du directeur général  
des services,  
La directrice générale adjointe  
sécurité et prestation administrative,

Signé : Aurélie Royer

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

053-215301300-20210520-DEC-25-2021-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/05/2021



**DÉCISION MUNICIPALE****N° 26 / 2021  
DU 25 MAI 2021****TARIF DU CATALOGUE DE L'EXPOSITION "ISE - FORTUNA" MIS EN VENTE À  
LA BOUTIQUE DU MUSÉE D'ART NAÏF ET D'ARTS SINGULIERS**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-22 et L2122-23,

Vu la délibération en date du 17 juillet 2020 par laquelle le conseil municipal a délégué au maire une partie de ses attributions notamment de fixer les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal,

Vu l'arrêté n° 23 / 2021 en date du 10 mai 2021 portant délégation de signature à Fabrice Martinez, directeur général des services,

Considérant que la ville de Laval souhaite mettre en vente le catalogue de l'exposition "ISE – Fortuna" présentée du 3 juillet au 7 novembre 2021 au musée d'art naïf et d'arts singuliers,

Qu'il importe de fixer le prix de cet ouvrage destiné à la vente,

**DÉCIDONS****Article 1er**

Le catalogue de l'exposition "ISE – Fortuna" sera mis en vente à la boutique du musée d'art naïf et d'arts singuliers au prix de 25 €.

**Article 2**

Le catalogue "ISE – Fortuna" sera imprimé à 150 exemplaires, 100 seront proposés à la vente et 50 exemplaires seront réservés pour être remis, à titre gracieux, à l'artiste, aux auteurs et autres musées.

Lorsque le stock du catalogue sera épuisé, des tirages supplémentaires pourront être réalisés.

**Article 3**

Il sera rendu compte au conseil municipal de la présente décision.

**Article 4**

Monsieur le directeur général des services de la ville est chargé de l'exécution de la présente décision.

Pour le maire et par délégation,  
Le directeur général des services,

Signé : Fabrice Martinez



**DÉCISION MUNICIPALE****N° 27 / 2021  
DU 25 MAI 2021****TARIF DES PRODUITS DÉRIVÉS MIS EN VENTE À LA BOUTIQUE DU MUSÉE  
D'ART NAÏF ET D'ARTS SINGULIERS**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-22 et L2122-23,

Vu la délibération en date du 17 juillet 2020 par laquelle le conseil municipal a délégué au maire une partie de ses attributions notamment de fixer les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal,

Vu l'arrêté n° 23 / 2021 en date du 10 mai 2021 portant délégation de signature à Fabrice Martinez, directeur général des services,

Considérant que la ville de Laval souhaite mettre en vente des produits dérivés destinés à la boutique du musée d'art naïf et d'arts singuliers,

Qu'il importe de fixer le prix de ces produits dérivés destinés à la vente,

**DÉCIDONS****Article 1er**

La ville de Laval met en vente à la boutique du musée d'art naïf et d'arts singuliers les produits dérivés ci-dessous, au tarif suivant :

Dénomination des produits	Prix de vente TTC
Jeu de loto	12 €
Étole	30 €

**Article 2**

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

**Article 3**

Il sera rendu compte au conseil municipal de la présente décision.

**Article 4**

Monsieur le directeur général des services de la ville est chargé de l'exécution de la présente décision.

Pour le maire et par délégation,  
Le directeur général des services,

Signé : Fabrice Martinez

**DÉCISION MUNICIPALE****N° 28 / 2021  
DU 25 MAI 2021****TARIFS DE 2 OUVRAGES MIS EN VENTE À LA BOUTIQUE DU MUSÉE D'ART  
NAÏF ET D'ARTS SINGULIERS**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-22 et L2122-23,

Vu la délibération en date du 17 juillet 2020 par laquelle le conseil municipal a délégué au maire une partie de ses attributions notamment de fixer les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal,

Vu l'arrêté n° 23 / 2021 en date du 10 mai 2021 portant délégation de signature à Fabrice Martinez, directeur général des services,

Considérant que la ville de Laval souhaite mettre en vente 2 ouvrages destinés à la boutique du musée d'art naïf et d'arts singuliers,

Qu'il importe de fixer le prix de ces ouvrages destinés à la vente,

**DÉCIDONS****Article 1er**

La ville de Laval met en vente à la boutique musée d'art naïf et d'arts singuliers les ouvrages ci-dessous, aux tarifs suivants :

- Fontaine-Daniel, des jardins ouvriers aux jardins partagés au prix de 23 € TTC,
- Sainte-Suzanne, les moulins au fil de l'Erve au prix de 17,50 €.

**Article 2**

Il sera rendu compte au conseil municipal de la présente décision.

**Article 3**

Monsieur le directeur général des services de la ville est chargé de l'exécution de la présente décision.

Pour le maire et par délégation,  
Le directeur général des services,

Signé : Fabrice Martinez

**DÉCISION MUNICIPALE****N° 29 / 2021  
DU 25 MAI 2021**

**TARIF DE LA BANDE DESSINÉE « ALAIN GERBAULT » DE J - M RUFFIEUX ET E VIBART ÉDITION MÉMOIRE D'EUROPE RELATIVE À LA VIE D'ALAIN GERBAULT**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-22 et L2122-23.

Vu la convention Ville d'Art et d'Histoire signée par la ville de Laval en date du 4 juillet 2016

Vu la délibération en date du 17 juillet 2020 par laquelle le conseil municipal a délégué au maire une partie de ses attributions notamment de fixer les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal,

Vu l'arrêté n° 23 / 2021 en date du 10 mai 2021 portant délégation de signature à Fabrice Martinez, directeur général des services,

Vu la décision municipale du n° 31 / 2004 du 18 mai 2004 fixant le tarif de la bande dessinée « Alain Gerbault »,

Considérant que cette bande dessinée dont le stock est important (1450 exemplaires) ne se vend pas au regard de son prix actuel (8 €), il est proposé d'adopter une réduction tarifaire, ceci afin de diminuer le stock,

Qu'il importe de diminuer le prix de vente de cet article destiné à la vente,

**DÉCIDONS****Article 1er**

La décision municipale n° 31 / 2004 du 18 mai 2004 est abrogée.

**Article 2**

À compter du 26 juin 2021, la ville de Laval réduit le prix de vente de la bande dessinée « Alain Gerbault » à la boutique de l'Espace Alain Gerbault au prix de 5 € l'unité.

**Article 3**

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

**Article 4**

Il sera rendu compte au conseil municipal de la présente décision.

Article 5

Monsieur le directeur général des services de la ville est chargé de l'exécution de la présente décision.

Pour le maire et par délégation,  
Le directeur général des services,

---

Signé : Fabrice Martinez

---

**DÉCISION MUNICIPALE****N° 30 / 2021  
DU 25 MAI 2021****RÉGIE DE RECETTES PHOTOCOPIE – AVENANT N°1**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-22 et L2122-23, et les articles R1617-1 et suivants,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu le décret n° 2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif à la création des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu la délibération en date du 16 novembre 2015 relative à l'harmonisation du régime indemnitaire entre la ville de Laval, le CCAS, le Théâtre et Laval Agglomération,

Vu la délibération en date du 17 juillet 2020 par laquelle le conseil municipal a délégué au maire une partie de ses attributions, notamment en ce qui concerne la création des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu l'arrêté n° 23 / 2021 en date du 10 mai 2021 portant délégation de signature à Fabrice Martinez, directeur général des services,

Vu la décision municipale n° 86 / 2016 en date du 17 novembre 2016 instituant la régie de recettes photocopie,

Vu l'avis conforme du comptable public du Pays de Laval, comptable assignataire des opérations de la régie, en date du 11 mai 2021,

Considérant que la création d'une nouvelle régie est nécessaire à l'espace associatif Noël Meslier, quartier Ferrié,

**DÉCIDONS****Article 1er**

L'article 3 de la décision municipale n° 86 / 2016 est complété par l'alinéa suivant :

- maison des associations, quartier Ferrié.

**Article 2**

L'article 5 de la décision municipale n° 86 / 2016 est remplacé par les dispositions suivantes :

Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants:

- espèces,
- chèque.

Les recettes sont encaissées au moyen :

- d'un rapport d'état (compteur photocopieuse) au centre administratif municipal,
- d'une quittance (journal à souche de recettes P1 RZ -1.11) dans la sous régie archives,
- de tickets de caisse dans les sous régies bibliothèque et médiathèque,
- d'un système monétique dans la sous régie maison des associations.

#### Article 3

L'article 7 de la décision municipale n° 86 / 2016 est remplacé par les dispositions suivantes :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 700 euros.

#### Article 4

Les autres dispositions de la décision municipale n° 86 / 2016 demeurent inchangées.

#### Article 5

Il sera rendu compte au conseil municipal de la présente décision.

#### Article 6

Monsieur le directeur général des services de la ville et Madame la comptable public du Pays de Laval sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Pour le maire et par délégation,  
Le directeur général des services,

Signé : Fabrice Martinez



**DÉCISION MUNICIPALE****N° 31 / 2021  
DU 25 MAI 2021****MISE À DISPOSITION LOCAUX SIS 4 QUAI JEHAN FOUQUET À  
L'ASSOCIATION PLACE AU VÉLO**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-22 et L2122-23,

Vu la délibération en date du 17 juillet 2020 par laquelle le conseil municipal a délégué au maire une partie de ses attributions, notamment de louage de choses,

Vu l'arrêté n° 23 / 2021 en date du 10 mai 2021 portant délégation de signature à Fabrice Martinez, directeur général des services,

Considérant que la ville de Laval est propriétaire de divers biens sur l'îlot dit Val de Mayenne sur lequel il est prévu une opération d'urbanisme qui conduira à démolir les bâtiments situés le long du quai Jehan Fouquet,

Que cette opération est en cours de réflexion et ne pourra entrer dans sa phase opérationnelle avant deux années,

Considérant la demande de l'association Place au vélo afin qu'un local lui soit mis à disposition afin de promouvoir la place des vélos dans la cité,

Que l'association s'engageant à libérer les locaux à la première demande de la ville lors du lancement de l'opération, il a été décidé d'accéder à leur demande, à titre provisoire,

Qu'il convient d'établir une convention réglementant les modalités de mise à disposition,

**DÉCIDONS****Article 1er**

La ville de Laval met à disposition de l'association Place au Vélo des locaux, dépendant d'un bien cadastré CI 425, sis au 4, quai Jehan Fouquet, à titre gratuit.

**Article 2**

Cette mise à disposition est conclue jusqu'au 31 décembre 2021 ; toute prorogation fera l'objet d'une nouvelle convention.

**Article 3**

Le maire est autorisé à signer la convention à cet effet.

**Article 4**

Il sera rendu compte au conseil municipal de la présente décision.

Article 5

Monsieur le directeur général des services de la ville est chargé de l'exécution de la présente décision.

Pour le maire et par délégation,  
Le directeur général des services,

Signé : Fabrice Martinez



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

053-200083392-20210525-DM-31-2021-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/06/2021



**Convention d'occupation**  
**du 4, quai Jehan Fouquet à Laval**

**ENTRE LES SOUSSIGNÉS :**

La Ville de Laval, dont le siège se situe à Laval, place du 11 novembre, représentée par Monsieur le Maire, en vertu d'une décision municipale en date du. ,

d'une part,

**ET**

L'association Place au vélo, ayant son siège 64, rue Prosper Mérimée à Laval, représentée par Monsieur Philippe Mottier son président,

d'autre part,

**IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT :**

La ville de Laval est propriétaire de divers biens sur l'îlot dit Val de Mayenne sur lequel il est prévu une opération d'urbanisme qui conduira à démolir les bâtiments situés le long du quai Jehan Fouquet.

Cette opération est en cours d'élaboration et entrera dans sa phase opérationnelle prochainement.

Dans cette attente, l'association Place au vélo a demandé à ce qu'un local lui soit mis à disposition afin de promouvoir la place des vélos dans la cité.

L'association s'engageant à libérer les locaux à la première demande de la ville lors du lancement de la phase opérationnelle, il a été décidé de les mettre, à titre provisoire, à sa disposition selon les termes de la présente convention.

**CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

**Article 1 : Désignation du bien**

Au 4, quai Jehan Fouquet, sur la parcelle CI 425:

- un local d'activité de 100 m<sup>2</sup> environ, avec diverses petites dépendances,

**Article 2 : Destination des lieux**

Les locaux mis à la disposition sont exclusivement destinés aux activités autour de la mobilité : autoréparation des cycles, formation, sensibilisation et promotion de l'activité vélo.

Aucune activité commerciale n'y est autorisée.

**Article 3 : Travaux**

Des travaux ont été réalisés par la ville de Laval pour que le local soit dans un état satisfaisant pour les activités à venir.

L'occupant pourra faire dans les locaux mis à sa disposition par la présente convention des travaux de simple entretien.

#### **Article 4 : Assurances**

L'occupant s'engage à souscrire une police d'assurance contre le vol, l'incendie, les dégâts des eaux, couvrant sa responsabilité civile ainsi que celle des personnes placées sous sa responsabilité. Il transmettra une attestation d'assurance.

#### **Article 5 : Date d'effet - Durée**

La présente convention prend effet à compter de ce jour jusqu'au 31 décembre 2021. Toute éventuelle prorogation fera l'objet d'une nouvelle convention. La ville de Laval informera l'association de sa décision au cours du mois de décembre.

#### **Article 6 : Libération des lieux**

L'association s'engage à libérer les lieux au terme de la convention. Elle autorise la ville à le faire, aux frais de l'association, en cas de carence.

La ville de Laval ne s'engage en aucune façon à la mise à disposition d'un autre local.

#### **Article 7 : Redevance d'occupation**

En raison de la situation provisoire, la présente mise à disposition se fait à titre gratuit.

#### **Article 8 : Charges**

L'ensemble des fluides, des abonnements et des éventuelles taxes est à la charge de l'occupant.

#### **Article 9 Résiliation**

A défaut de respect des modalités de la présente convention, la ville de Laval, après une mise en demeure, pourra la dénoncer.

Fait en 2 exemplaires à LAVAL, le 19 Mai 2021

La ville de Laval,

Place au vélo,

Le maire

Florian Bercaut



*(Signature)*

Le président

Philippe Mottier

**DÉCISION MUNICIPALE****N° 32 / 2021  
DU 1<sup>er</sup> JUIN 2021****DONS DE DIVERS PRODUITS APICOLES DE L'ASSOCIATION "ABEILLES MAYENNAISES"**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-22 et L2122-23,

Vu la délibération en date du 17 juillet 2020 par laquelle le conseil municipal a délégué au maire une partie de ses attributions notamment d'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions, ni de charges,

Vu l'arrêté n° 23 / 2021 en date du 10 mai 2021 portant délégation de signature à Fabrice Martinez, directeur général des services,

Considérant que l'association "Abeilles Mayennaises" propose des dons de divers produits apicoles, notamment des pots de miel,

Que ces dons ne sont grevés ni de conditions, ni de charges,

**DÉCIDONS****Article 1er**

La ville de Laval accepte les dons de l'association "Abeilles Mayennaises" de divers produits apicoles.

**Article 2**

Ces produits seront offerts par la ville aux mariés.

**Article 3**

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

**Article 4**

Il sera rendu compte au conseil municipal de la présente décision.

**Article 5**

Monsieur le directeur général des services de la ville est chargé de l'exécution de la présente décision.

Pour le maire et par délégation,  
Le directeur général des services,

Signé : Fabrice Martinez



## DÉCISION MUNICIPALE

N° 33 / 2021  
DU 8 JUIN 2021

### SUPPRESSION DE LA RÉGIE D'AVANCES "DÉPENSES EXCEPTIONNELLES"

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-22 et L2122-23 et les articles R1617-1 et suivants,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu le décret n° 2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif à la création des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération en date du 16 novembre 2015 relative à l'harmonisation du régime indemnitaire entre la ville de Laval, le CCAS, le Théâtre et Laval Agglomération,

Vu la délibération en date du 17 juillet 2020 par laquelle le conseil municipal a délégué au maire une partie de ses attributions notamment celles de créer, modifier ou supprimer des régies nécessaires au fonctionnement des services municipaux,

Vu l'arrêté n° 23 / 2021 en date du 10 mai 2021 portant délégation de signature à Fabrice Martinez, directeur général des services,

Vu la décision municipale n° 55 / 13 du 16 août 2013 relative à la création de la régie d'avances "Dépenses exceptionnelles",

Vu l'avis conforme du comptable public du Pays de Laval, comptable assignataire des opérations de la régie, en date du 7 juin 2021,

Considérant qu'il convient de supprimer cette régie de recettes,

### DÉCIDONS

#### Article 1er

La régie d'avances "Dépenses exceptionnelles" est supprimée à compter du 30 juin 2021.

#### Article 2

La décision municipale n° 55 / 13 du 16 août 2013 est abrogée.

Article 3

Il sera rendu compte au conseil municipal de la présente décision.

Article 4

Monsieur le directeur général des services de la ville et Madame le comptable public du Pays de Laval sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

---

Pour le maire et par délégation,  
Le directeur général des services,

Signé : Fabrice Martinez

**DÉCISION MUNICIPALE****N° 34 / 2021  
DU 10 JUIN 2021****DON DE MONSIEUR CORDONNIER D'UN FONDS DE DOCUMENTS**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-22 et L2122-23,

Vu la délibération en date du 17 juillet 2020 par laquelle le conseil municipal a délégué au maire une partie de ses attributions notamment d'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions, ni de charges,

Vu l'arrêté n° 23 / 2021 en date du 10 mai 2021 portant délégation de signature à Fabrice Martinez, directeur général des services,

Considérant que Monsieur Cordonnier propose le don, à la ville de Laval, d'un fonds de documents ayant trait à René-Marie Beauvais et Hippolyte Beauvais,

Que ce don n'est ni grevé de condition, ni de charges,

**DÉCIDONS****Article 1er**

La ville de Laval accepte le don de Monsieur Cordonnier d'un fonds de documents ayant trait à René-Marie Beauvais et Hippolyte Beauvais.

**Article 2**

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

**Article 3**

Il sera rendu compte au conseil municipal de la présente décision.

**Article 4**

Monsieur le directeur général des services de la ville est chargé de l'exécution de la présente décision.

Pour le maire et par délégation,  
Le directeur général des services,

Signé : Fabrice Martinez

# TROISIÈME PARTIE

---

ARRÊTÉS

DU

MAIRE



# SOMMAIRE

## TROISIÈME PARTIE : ARRÊTÉS DU MAIRE

- N° ERP 2021-050	Autorisation de travaux d'aménagement intérieur – sécurité – accessibilité – Cellule commerciale .....	589
- N° ERP 2021-051	Autorisation de travaux d'aménagement intérieur – sécurité – accessibilité – Lycée Ambroise Paré .....	595
- N° ERP 2021-052	Autorisation de travaux d'aménagement intérieur – sécurité – Palais de justice .....	599
- N° ERP 2021-053	Autorisation de travaux d'aménagement intérieur – sécurité – Urma Mayenne – site Volney 1 .....	602
- N° ERP 2021-054	Autorisation de travaux d'aménagement intérieur – sécurité – Urma Mayenne – site Volney 2 .....	607
- N° ERP 2021-055	Autorisation de travaux d'aménagement intérieur – sécurité – accessibilité – Hôtel d'entreprises innovantes "La Licorne" .....	611
- N° ERP 2021-056	Autorisation de travaux d'aménagement intérieur – sécurité – Collège Emmanuel de Martonne .....	618
- N° ERP 2021-057	Autorisation de travaux d'aménagement intérieur – sécurité – Établissement Français du Sang – Centre Pays de Loire .....	623
- N° ERP 2021-058	Autorisation de poursuite d'activité – sécurité – Piscine Saint-Nicolas .....	626
- N° ERP 2021-059	Autorisation de travaux d'aménagement intérieur – sécurité – accessibilité – IUT Institut Universitaire de Technologie .....	630
- N° ERP 2021-060	Autorisation de poursuite d'activité – sécurité – Association Revivre .....	634
- N° ERP 2021-061	Visite de sécurité – avis défavorable – Grand Hôtel de Paris Best Western .....	639
- N° ERP 2021-062	Demande de dérogations au règlement de sécurité – Espace Mayenne .....	643
- N° ERP 2021-064	Autorisation de poursuite d'activité – sécurité – Foyer-restaurant Louis Rault .....	649
- N° ERP 2021-065	Visite de sécurité – avis défavorable – Complexe sportif Cap Form et salle de sport Urban Fitness .....	654
- N° ERP 2021-066	Autorisation d'ouverture – sécurité – Magasin Factory Outlet .....	658
- N° DP2021-066	Autorisation individuelle d'occupation du domaine public Sarl Sanjo Chalet – place du jet d'eau .....	662
- N° DRP 2021-033	Centre de vaccination salle polyvalente – interdiction de stationner .....	665
- N° DRP 2021-044	Stationnement du médiabus de la bibliothèque municipale – saison 2021-2022 .....	667
- N° SUI 2021-312	Arrêté provisoire de modification de la circulation et du stationnement rue du Gué d'Orger (sécurisation suite à péril) .....	669
- N° SUI 2021-341	Arrêté provisoire de modification de la circulation et du stationnement quai Sadi Carnot (construction d'un pavillon) .....	671
- N° SUI 2021-342	Arrêté provisoire de modification du stationnement quai Paul Boudet – angle rue Sainte-Anne (construction d'un immeuble) .....	673
- N° SUI 2021-345	Arrêté provisoire de modification du stationnement rue du Lycée (travaux sur façade) .....	675
- N° SUI 2021-361	Arrêté provisoire de modification de la circulation et du stationnement rue de Clermont (travaux d'aménagements extérieurs) .....	677
- N° SUI 2021-370	Arrêté provisoire de modification du stationnement rue Auguste Beuneux (construction d'un immeuble) .....	679
- N° SUI 2021-377	Règlementation du stationnement hors marquage au sol – modificatif .....	682



- N° SUI 2021-378	Création de zones de rencontre – modificatif .....	685
- N° SUI 2021-379	Emplacement de stationnement réservés aux personnes handicapées – modificatif .....	689
- N° SUI 2021-380	Mise en place d'un panneau stop chemin des Merceries .....	703
- N° SUI 2021-381	Stationnement réservé pour borne de recharge pour véhicules électriques – modificatif .....	704
- N° SUI 2021-396	Mise en place d'une zone de stationnement interdit place Henri Chanteux .....	707
- N° SUI 2021-405	Mise en place de panneaux "stop" rue Alexandre Ribot .....	708
- N° SUI 2021-437	Emplacements de stationnement réservés aux personnes handicapées – modificatif .....	709
- N° SUI 2021-439	Arrêté provisoire de modification du stationnement rue du Hameau (déménagement) .....	723
- N° SUI 2021-444	Arrêté provisoire de modification de la circulation rue de la Filature (travaux d'assainissement et d'électricité) .....	725
- N° SUI 2021-452	Arrêté provisoire de modification du stationnement rue Saint-Jean (travaux d'aménagement intérieur de maison) .....	728
- N° SUI 2021-473	Règlementation de la circulation et du stationnement rue Pauline et Daniel Oehlert – Extension de terrasses de cafés .....	730
- N° 8	Célébration du mariage de M. GRASSE et Mme TREVILLOT – Délégation temporaire à une conseillère municipale .....	732
- N° 9	Célébration du mariage de M. KOHLER et Mme ZOCCHETTO – Délégation temporaire à une conseillère municipale .....	733
- N° 10	Célébration du mariage de M. CHANTELOUP et Mme HILLÉREAU – Délégation temporaire à un conseiller municipal .....	734
- N° 11	Célébration du mariage de M. YAMANI et Mme BESNIER – Délégation temporaire à un conseiller municipal .....	735
- N° 12	Célébration du mariage de M. CHARTIER et Mme YI – Délégation temporaire à un conseiller municipal .....	736
- N° 23 / 2021	Délégation de signature - Fabrice MARTINEZ - Directeur général des services .....	737
- N° 24 / 2021	Conseil départemental d'accès au droit (CDAD) - Désignation d'un représentant du maire .....	741
- N° 25 / 2021	Délégation de signature Sébastien GARREAU – responsable de l'atelier garage .....	743
- N° 26 / 2021	Délégation de signature – Stéphane Hiland – Responsable du service patrimoine et médiation .....	745
- N° 27 / 2021	Délégation de signature - Céline DOURDAIN - directrice adjointe des finances .....	747
- N° 28 / 2021	Règlement du concours "Les commerçants fêtent le Tour" .....	749
- N° 29 / 2021	Délégation de signature Stéphane BOURSIN – responsable de la police municipale .....	752
- N° 30 / 2021	Délégation de fonctions de Georges HOYAUX – tranquillité publique, prévention, médiation, sécurité, crises sanitaires .....	754
- N° 31 / 2021	Délégation temporaire de fonctions Marie-Laure LE MÉE CLAVREUL - adjointe au maire (du 2 au 8 août 2021) - Bruno BERTIER - adjoint au maire .....	756
- N° 32 / 2021	Délégation de signature - Sophie GRIMM - Directrice de la communication .....	759
- N° 33 / 2021	Règlement de la régie de recettes "Petite enfance, scolaires, péri et extra-scolaires" .....	761

**ARRÊTÉ MUNICIPAL****ERP 2021 / 050****DU 4 MAI 2021****AUTORISATION DE TRAVAUX ET D'AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR  
SECURITÉ  
ACCESSIBILITÉ****CELLULE COMMERCIALE**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles L 111-7, L 111-8 à L 111-8-4, L 151-1 à L 152-10 et R 111-19 à R 111-19-3,

Titre II - Sécurité et Protection contre l'Incendie, articles L 131-2, R 123-1 à R 123-55,

Titre V - Contrôle et dispositions pénales, articles R 152-4 et R 152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu la loi n° 75-534 en date du 30 juin 1975,

Vu la loi n° 2005-102 en date du 11 février 2005, pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

Vu les décrets n° 2006 - 555 en date du 17 mai 2006, n° 2007 - 1327 en date du 11 septembre 2007, n° 2014 - 1326 en date du 5 novembre 2014 et n° 2017 - 431 en date du 28 mars 2017, relatifs à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation modifiant le code de la construction et de l'habitation, et portant sur diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme.

Vu les arrêtés ministériels du 22 mars 2007, du 9 mai 2007, du 11 septembre 2007, du 8 décembre 2014 et du 20 avril 2017, fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-8 et R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements existants recevant du public et des installations existantes ouvertes au public,

Vu notre arrêté n° 172/2020 en date du 14 septembre 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Georges HOYAUX, conseiller municipal délégué à la tranquillité publique : prévention, médiation, sécurité et crises sanitaires,

Vu les arrêtés des 25 juin 1980 et 22 juin 1990 modifiés relatifs à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu l'instruction technique n° 248 relative au système d'alarme,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-1471 du 20 décembre 2002 portant application du règlement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours de la Mayenne (articles 123 à 125),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-681 du 17 novembre 2014 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) de la Mayenne.

Vu la demande de travaux déposée par Monsieur Jordan LOUVEAU, pour l'aménagement d'une cellule commerciale, située 19 Grande Rue à Laval,

Vu le procès-verbal de la Commission d'Arrondissement de la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité, en date du 2 mars 2021,

Vu le procès-verbal de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, en date du 23 mars 2021,

Vu l'arrêté municipal d'autorisation de travaux n° ERP2021-046 en date du 12 avril 2021,

## ARRÊTONS

### **Article 1er**

#### **Nature des travaux**

Le cheminement extérieur et le stationnement automobile sont situés sur le domaine public.

L'accès comporte une marche en pente de 0 à 5 cm de hauteur. De fait, la réalisation d'un chanfrein permettra de rendre accessible cet établissement. La porte d'entrée est de 0,90 m de largeur.

Le propriétaire prévoit la rénovation complète du local, électricité, plomberie, chauffage, vitrine, isolation intérieure. La porte existante est de 0,80 m de largeur.

Un sanitaire sera également réalisé, prescription pour qu'il soit Pmr.

### **Article 2**

Le demandeur est autorisé à procéder à la réalisation des travaux présentés dans sa demande. Il est tenu de mettre en place les dispositions contenues dans le dossier présenté et instruit par la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval et la Commission d'Arrondissement de la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité.

Cellule Commerciale  
19 rue Grande Rue à LAVAL.

- Établissement classé dans les E.R.P. du 2<sup>ème</sup> groupe du type "M" en catégorie 5 dont l'effectif est de 10 personnes.

**L'exploitant attestera la réalisation de l'ensemble des prescriptions avant l'ouverture de l'établissement et transmettra, tous documents utiles.**

### Article 3

Les **prescriptions de sécurité à réaliser**, conformément à l'avis de la la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, seront effectuées ainsi qu'il est précisé ci-dessous :

#### CONSTRUCTION

- S'assurer que l'établissement soit isolé des tiers par des parois et planchers coupe-feu de degré 1 heure (article PE 6).

#### LOCAUX A RISQUES PARTICULIERS

- Isoler la réserve des autres locaux en respectant les dispositions de l'article PE 9 (locaux à risques particuliers), à savoir :

- . parois verticales et plancher haut coupe-feu de degré 1 heure,
- . bloc-porte coupe-feu de degré ½ heure avec ferme-porte.

#### DEGAGEMENTS

- Veiller à ce que les dégagements respectent les dispositions suivantes :

- . En présence du public, toutes les portes devront s'ouvrir de l'intérieur par simple poussée ou par la manœuvre facile d'un seul dispositif (article PE 11).

#### ELECTRICITE-ECLAIRAGE

- Réaliser les installations électriques conformément aux dispositions des règlements en vigueur, les câbles ou conducteurs doivent être de la catégorie C2 (article PE 24).

#### MOYENS DE SECOURS

- Doter l'établissement d'un appareil extincteur portatifs et les accrocher à un élément fixe (article PE 26).

- Instruire le personnel spécialement désigné à la conduite à tenir en cas d'incendie et à la manœuvre des moyens de secours (article PE 27).

- Afficher bien en évidence, dans l'ensemble de l'établissement, des consignes de sécurité conformes à la norme NF X 08-070 indiquant la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie en y mentionnant notamment (article PE 27) :

- . le n° d'appel des sapeurs-pompiers (tél. 18),
- . l'adresse du centre de secours de 1<sup>er</sup> appel,
- . les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre,
- . les dispositions à prendre pour favoriser l'évacuation des personnes en situation de handicap ou leur évacuation différée.

- Assurer la liaison avec les sapeurs-pompiers au moyen d'un téléphone urbain ou mobile. Les technologies VoIP (fibre optique ou xDSL) sont acceptables sous réserve de la continuité de service téléphonique en cas de coupure électrique (article PE 27).

#### **Article 4**

Les **prescriptions d'accessibilité à réaliser**, conformément à l'avis de la Commission d'Arrondissement de la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité , seront effectuées ainsi qu'il est précisé ci-dessous :

**Dans le cadre des travaux, les dispositions réglementaires de l'arrêté du 8 décembre 2014 devront être respectées.**

**Dispositions relatives aux sanitaires article 12 de l'arrêté du 8 décembre 2014.**

#### *I. - Usages attendus :*

Chaque niveau accessible, lorsque des sanitaires y sont prévus pour le public, comporte au moins un cabinet d'aisances adapté pour les personnes handicapées circulant en fauteuil roulant et comportant un lavabo accessible. Cette disposition ne s'applique pas aux hôtels ne proposant que le service de restauration du petit déjeuner.

Les cabinets d'aisances adaptés sont installés, de préférence, au même emplacement que les autres cabinets d'aisances lorsque ceux-ci sont regroupés. Si cette disposition ne peut être respectée, les cabinets d'aisance adaptés séparés des cabinets d'aisance non accessibles sont signalés.

Lorsqu'il existe des cabinets d'aisances séparés pour chaque sexe, l'aménagement d'un cabinet d'aisances accessible n'est pas exigé pour chaque sexe. Dans ce cas, tout cabinet adapté pour les personnes handicapées pouvant être utilisé par des personnes de chaque sexe est accessible directement depuis les circulations communes et signalé par des pictogrammes rappelant la possibilité de leur utilisation par des personnes des deux sexes, handicapées ou non.

Les lavabos ou un lavabo au moins par groupe de lavabos sont accessibles aux personnes handicapées ainsi que les divers aménagements tels que notamment miroir, distributeur de savon, sèche-mains, patères.

#### *II. - Caractéristiques minimales :*

Pour satisfaire aux exigences du I, les sanitaires ouverts au public répondent aux dispositions suivantes :

##### 1° Caractéristiques dimensionnelles :

Un cabinet d'aisances adapté pour les personnes handicapées présente les caractéristiques suivantes :

- comporter, en dehors du débattement de porte, un espace d'usage accessible à une personne en fauteuil roulant tel que défini à l'annexe 2, situé latéralement par rapport à la cuvette ;
- comporter un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour dont les caractéristiques dimensionnelles sont définies à l'annexe 2, situé à l'intérieur du cabinet ou, à défaut, à l'extérieur.

Dans le cas où cet espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour est situé à l'extérieur du cabinet d'aisances adapté pour les personnes handicapées, il est situé devant la porte ou, à défaut, à proximité de celle-ci. Un espace de manœuvre de porte est nécessaire devant celle-ci.

## 2° Atteinte et usage :

Un cabinet d'aisances adapté pour les personnes handicapées présente les caractéristiques suivantes :

- il comporte un dispositif permettant de refermer la porte derrière soi une fois entré ;
  - il comporte un lave-mains accessible dont le plan supérieur est situé à une hauteur maximale de 0,85 m ;
  - la surface d'assise de la cuvette est située à une hauteur comprise entre 0,45 m et 0,50 m du sol, abattant inclus, à l'exception des sanitaires destinés spécifiquement à l'usage d'enfants ;
  - une barre d'appui latérale est prévue à côté de la cuvette, permettant le transfert d'une personne en fauteuil roulant et apportant une aide au relevage. La barre est située à une hauteur comprise entre 0,70 m et 0,80 m. Sa fixation ainsi que le support permettent à un adulte de prendre appui de tout son poids.
- Un lavabo accessible présente un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant. Le choix de l'équipement ainsi que le choix et le positionnement de la robinetterie permettent un usage complet du lavabo en position assis.
- Lorsque des urinoirs sont disposés en batterie, ils sont positionnés à des hauteurs différentes.

Dans le cadre des travaux, le sanitaire est réalisé accessible aux personnes à mobilité réduite conformément aux dispositions de l'article 12 ci-dessus barre de fermeture sur la porte à 1,00 m de hauteur côté charnière, miroir grande hauteur, poubelle sans pédale, éclairage par détection automatique, mitigeur ou détection automatique de l'eau sur le lavabo, signalétique sur la porte, interrupteurs contrastés.

**Le demandeur est autorisé à réaliser les travaux en prenant en considération les dispositions de l'arrêté du 8 décembre 2014 dont la prescription liée à la réalisation d'un sanitaire accessible aux personnes à mobilité réduite.**

### **Article 5**

Le demandeur élabore et met à la disposition du public à l'accueil un registre public d'accessibilité conformément aux dispositions du décret n° 2017-431 du 28 mars 2017

<http://www.mayenne.gouv.fr/Politiques-publiques/Habitat-logement-accessibilite-solidarite-et-cohesion-sociale/Accessibilite/Le-Registre-d-accessibilite>

### **Article 6**

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à :

Madame Jordan LOUVEAU

17 rue Grande Rue  
53000 LAVAL

### **Article 7**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé. Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif de Nantes peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 8**

Monsieur le directeur général des services de la Ville, monsieur le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
Le conseiller municipal délégué  
à la tranquillité publique,

Signé : Georges HOYAUX

Notifié le :

Récépissé Préfecture le :

Exécutoire le :

**ARRÊTÉ MUNICIPAL****ERP 2021 / 051****DU 4 MAI 2021****AUTORISATION DE TRAVAUX ET D'AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR  
SECURITÉ  
ACCESSIBILITÉ****LYCEE AMBROISE PARE**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles L 111-7, L 111-8 à L 111-8-4, L 151-1 à L 152-10 et R 111-19 à R 111-19-3,

Titre II - Sécurité et Protection contre l'Incendie, articles L 131-2, R 123-1 à R 123-55,

Titre V - Contrôle et dispositions pénales, articles R 152-4 et R 152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu la loi n° 75-534 en date du 30 juin 1975,

Vu la loi n° 2005-102 en date du 11 février 2005, pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

Vu les décrets n° 2006 - 555 en date du 17 mai 2006, n° 2007 - 1327 en date du 11 septembre 2007, n° 2014 - 1326 en date du 5 novembre 2014 et n° 2017 - 431 en date du 28 mars 2017, relatifs à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation modifiant le code de la construction et de l'habitation, et portant sur diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme.

Vu les arrêtés ministériels du 22 mars 2007, du 9 mai 2007, du 11 septembre 2007, du 8 décembre 2014 et du 20 avril 2017, fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-8 et R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements existants recevant du public et des installations existantes ouvertes au public,

Vu notre arrêté n° 172/2020 en date du 14 septembre 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Georges HOYAUX, conseiller municipal délégué à la tranquillité publique : prévention, médiation, sécurité et crises sanitaires,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu l'arrêté du 4 juin 1982 modifié portant approbation de dispositions modifiant et complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,



Vu l'instruction technique n° 246 relative au désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 247 relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 248 relative au système d'alarme,

Vu l'instruction technique n° 249 relative aux façades,

Vu l'arrêté du 2 février 1993 relatif au système de sécurité incendie,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-1471 du 20 décembre 2002 portant application du règlement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours de la Mayenne (articles 123 à 125),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-681 du 17 novembre 2014 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) de la Mayenne.

Vu la demande de travaux déposée par Madame Christèle MORENCAIS, le 8 mars 2021, pour la rénovation des blocs de douches au 2<sup>ème</sup> étage de l'internat du bâtiment C au lycée Ambroise Paré, situé 17 rue du Lycée à Laval,

Vu le procès-verbal de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, en date du 13 avril 2021,

Vu le procès-verbal de la Commission d'Arrondissement de la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité, en date du 13 avril 2021,

## ARRÊTONS

### Article 1er

#### Nature des travaux

Au sein du lycée Ambroise Paré à Laval, l'opération présente la requalification des douches non adaptées existantes au 2<sup>ème</sup> étage de l'internat du bâtiment C. Les travaux prévus sont :

- Remplacer des receveurs de douches sur socle avec carrelage par un concept en Pvc de plain-pied,
- Renforcer le degré coupe-feu du plancher dégradé par les infiltrations d'eau,
- Remplacer les sols Pvc des parties communes (hors Wc et douche Pmr) et réfection des peintures murales ;

Le cheminement extérieur et le stationnement automobile ne sont pas modifiés par ces travaux.

La douche Pmr existante n'est pas requalifiée dans le cadre du projet.

### Article 2

Le demandeur est autorisé à procéder à la réalisation des travaux présentés dans sa demande. Il est tenu de mettre en place les dispositions contenues dans le dossier présenté et instruit par la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval et la Commission d'Arrondissement de la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité.

Lycée Ambroise Paré-Bâtiment C  
17 rue du Lycée à LAVAL.

- Le bâtiment C est classé dans les E.R.P. du 1<sup>er</sup> groupe de type "R" en catégorie 2.

### **Article 3**

**Les prescriptions de sécurité à réaliser**, conformément à l'avis de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, seront effectuées ainsi qu'il est précisé ci-dessous :

- Veiller à ce que le flochage projeté en sous-face du plancher restitue un degré coupe-feu 1 heure (article CO 12).

- Fournir au secrétariat de la commission de sécurité le rapport de vérifications réglementaires après travaux (article GE 8).

### **Article 4**

**Les prescriptions d'accessibilité à réaliser** conformément à l'avis de la Commission d'Arrondissement de la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité de Laval seront effectuées, ainsi qu'il est précisé ci-dessous :

#### **Dispositions réglementaires des articles de l'arrêté du 8 décembre 2014.**

#### **Dispositions relatives aux portes, portiques et sas article 10 .**

Caractéristiques minimales :

les portes et sas répondent aux dispositions suivantes :

#### **Sécurité d'usage :**

Les portes ou leur encadrement ainsi que leur dispositif de manœuvre présentent un contraste visuel par rapport à leur environnement.

Les portes comportant une partie vitrée importante doivent être repérables ouvertes comme fermées à l'aide d'éléments visuels contrastés par rapport à l'environnement immédiat et visibles de part et d'autre de la paroi vitrée.

**Rappel** : les portes sont réalisées conformément aux dispositions de l'article 10 ci-dessus soit une couleur différente entre les portes ou leur encadrement par rapport aux murs. La résistance est de 50 N et les parties vitrées reçoivent la vitrophanie réglementaire posée à 1,10 m et 1,60 m de hauteur.

**Le demandeur est autorisé à réaliser les travaux en prenant en considération la prescription relative à la sécurité d'usage des portes.**

**Le demandeur transmet l'attestation d'accessibilité en fin de travaux.**

### **Article 5**

Le demandeur modifie et met à la disposition du public à l'accueil un registre public d'accessibilité conformément aux dispositions du décret n° 2017-431 du 28 mars 2017

<http://www.mayenne.gouv.fr/Politiques-publiques/Habitat-logement-accessibilite-solidarite-et-cohesion-sociale/Accessibilite/Le-Registre-d-accessibilite>

**Article 6**

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à :

Madame Christèle MORANCAIS  
Présidente du Conseil Régional  
Région Pays de la Loire

1 rue de la Loire  
44966 NANTES Cedex 09

Et

Madame Barbara VILLANUEVA  
Directrice du Patrimoine Immobilier  
Région Pays de la Loire

1 rue de la Loire  
44966 NANTES Cedex 09

Et

Monsieur Michel PENEAU  
Proviseur du lycée Ambroise Paré

17 rue du Lycée  
53000 LAVAL

**Article 7**

Le présent arrêté sera notifié aux intéressés. Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif de Nantes peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 8**

Monsieur le directeur général des services de la Ville, monsieur le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
Le conseiller municipal délégué  
à la tranquillité publique,

Signé : Georges HOYAUX

Notifié le :

Récépissé Préfecture le :

Exécutoire le :

**ARRÊTÉ MUNICIPAL****ERP 2021 / 052  
DU 5 MAI 2021****AUTORISATION DE TRAVAUX ET D'AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR  
SECURITÉ****PALAIS DE JUSTICE**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles L 111-7, L 111-8 à L 111-8-4, L 151-1 à L 152-10 et R 111-19 à R 111-19-3,

Titre II - Sécurité et Protection contre l'Incendie, articles L 131-2, R 123-1 à R 123-55,

Titre V - Contrôle et dispositions pénales, articles R 152-4 et R 152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu notre arrêté n° 172/2020 en date du 14 septembre 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Georges HOYAUX, conseiller municipal délégué à la tranquillité publique : prévention, médiation, sécurité et crises sanitaires,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu les arrêtés du 21 avril 1983 et du 5 février 2007 modifiés portant approbation de dispositions modifiant et complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu l'instruction technique n° 246 relative au désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 247 relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 248 relative au système d'alarme,

Vu l'instruction technique n° 249 relative aux façades,

Vu l'arrêté du 2 février 1993 relatif au système de sécurité incendie,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-1471 du 20 décembre 2002 portant application du règlement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours de la Mayenne (articles 123 à 125),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-681 du 17 novembre 2014 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) de la Mayenne.

Vu la demande de travaux déposée par Madame Estelle GENET, le 22 mars 2021, pour la modification d'une double porte au Palais de Justice, situé 13 place Saint-Tugal à Laval,

Vu le procès-verbal de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, en date du 13 avril 2021,

## ARRÊTONS

### Article 1er

Le demandeur est autorisé à procéder à la réalisation des travaux présentés dans sa demande. Il est tenu de mettre en place les dispositions contenues dans le dossier présenté et instruit par la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval.

Palais de Justice  
13 place Saint-Tugal à LAVAL.

- Établissement classé dans les E.R.P. du 1<sup>er</sup> groupe de type "W" avec des activités secondaires de type "L" en catégorie 3.

### Article 2

Les **prescriptions de sécurité à réaliser**, conformément à l'avis de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, seront effectuées ainsi qu'il est précisé ci-dessous :

- Equiper les blocs-portes résistant au feu et possédant deux vantaux d'un selecteur de fermeture (article CO 44).

### Article 3

Le demandeur élabore et met à la disposition du public à l'accueil un registre public d'accessibilité conformément aux dispositions du décret n° 2017-431 du 28 mars 2017

<http://www.mayenne.gouv.fr/Politiques-publiques/Habitat-logement-accessibilite-solidarite-et-cohesion-sociale/Accessibilite/Le-Registre-d-accessibilite>

### Article 4

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à :

Monsieur le Président  
du tribunal de Grande Instance

Palais de Justice  
53000 LAVAL

Et

Madame Estelle GENET  
Magistrat délégué à l'équipement

Rue Waldeck Rousseau  
49043 ANGERS

Et

Madame Emilie BOURENE

Rue Waldeck Rousseau  
49043 ANGERS

---

**Article 5**


Le présent arrêté sera notifié aux intéressés. Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif de Nantes peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 6**

Monsieur le directeur général des services de la Ville, monsieur le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

---

Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
Le conseiller municipal délégué  
à la tranquillité publique,



Signé : Georges HOYAUX

Notifié le :

Récépissé Préfecture le :

Exécutoire le :

---

**ARRÊTÉ MUNICIPAL****ERP 2021 / 053  
DU 5 MAI 2021****AUTORISATION DE POURSUITE D'ACTIVITÉ  
SECURITÉ****URMA MAYENNE - SITE VOLNEY 1**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles L 111-7, L 111-8 à L 111-8-4, L 151-1 à L 152-10 et R 111-19 à R 111-19-3,

Titre II - Sécurité et Protection contre l'Incendie, articles L 131-2, R 123-1 à R 123-55,

Titre V - Contrôle et dispositions pénales, articles R 152-4 et R 152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu le décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public,

Vu notre arrêté n° 172/2020 en date du 14 septembre 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Georges HOYAUX, conseiller municipal délégué à la tranquillité publique : prévention, médiation, sécurité et crises sanitaires,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu l'arrêté modifié portant approbation de dispositions modifiant et complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu l'instruction technique n° 246 relative au désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 247 relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 248 relative au système d'alarme,

Vu l'instruction technique n° 249 relative aux façades,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-1471 du 20 décembre 2002 portant application du règlement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours de la Mayenne (articles 123 à 125),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-681 du 17 novembre 2014 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) de la Mayenne.

Vu le procès-verbal de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, en date du 1<sup>er</sup> avril 2021, dressé après la visite de ladite Commission,

## ARRÊTONS

### Article 1er

Est autorisée la poursuite d'activité de l'établissement ci-dessous :

Université Régionale des Métiers et de l'Artisanat 53 - site Volney 1  
30 boulevard Volney à LAVAL.

- Établissement classé dans les E.R.P. du 1<sup>er</sup> groupe du type "R" en catégorie 3.

### Observation

Les membres de la commission de sécurité ont constaté la réalisation de toutes les prescriptions énoncées dans le précédent procès-verbal de la commission de sécurité en date du 24 avril 2018.

L'établissement fait l'objet de travaux conformément au P.C. n° 53130 17 K 1109. Les travaux de réhabilitation concernent tous les bâtiments et se font en plusieurs phases. Cette avancée progressive a pour but de maintenir l'accueil et la formation des élèves. La date d'achèvement des travaux est prévue au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2022.

L'établissement fera l'objet d'une visite de sécurité après travaux. C'est pourquoi, au vu de cette échéance lointaine, la visite périodique a été maintenue afin de s'assurer de la réalisation des vérifications annuelles concernant les installations techniques et équipements de sécurité et de visiter les locaux existants qui ne sont pas encore concernés par les travaux. A l'issue de la visite et conformément à l'article GN 13, les membres de la commission rappellent à l'exploitant la responsabilité qui lui incombe de garantir la sécurité du public pendant la phase travaux.

### Article 2

Les **prescriptions à réaliser**, conformément à l'avis de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, seront à effectuer, dans un délai de **2 mois** à compter de la notification du présent arrêté, ainsi qu'il est précisé ci-dessous :

- Fournir au secrétariat de la commission de sécurité de l'arrondissement de LAVAL une déclaration d'effectifs (article R 2).
- Doter les portes coupe-feu des locaux à risques particuliers d'un ferme-porte (article CO 28).
- Poursuivre et finaliser le plan de formation du personnel prévu en 2021 (article R 33).
- S'assurer de la vacuité des dégagements des salles de classe (article CO 37).
- Veiller à ce que les travaux effectués et ceux restant à réaliser en présence du public ne fassent pas courir un danger quelconque à ce dernier ou puissent apporter une gêne à son évacuation (article GN 13).
- **Au terme du délai fixé ci-dessus, l'exploitant attestera sur l'honneur de la réalisation de l'ensemble des prescriptions et transmettra au service des Etablissements Recevant du Public de la Ville de Laval, tous documents utiles.**



### Article 3

Les **prescriptions permanentes** à respecter, conformément à l'avis de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, sont précisées ci-dessous :

- Maintenir les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap (article R 123-4).

- Faire vérifier les installations techniques par des techniciens qualifiés ou organismes de contrôle agréés suivant les périodicités énoncées ci-dessous :

. Désenfumage :

Tous les ans par un technicien compétent (article DF 10).

. Chauffage :

Tous les ans (article CH 58).

. Installations de gaz :

Tous les ans (article GZ 30).

. Installations électriques :

Tous les ans (article EL 19).

. Eclairage de sécurité :

Le fonctionnement doit être vérifié chaque jour lorsque l'établissement est ouvert au public et l'ensemble de l'installation doit faire l'objet d'un entretien régulier et périodique (articles EC 14 et EC 15).

. Ascenseurs :

Tous les 5 ans par un organisme ou une personne agréée (article AS 9).

. Exercices d'évacuation : (article R 33)

Ils doivent avoir lieu au moins trimestriellement.

Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité.

Le premier exercice doit obligatoirement se dérouler au cours du premier mois de l'année scolaire.

Lorsque l'établissement comporte des locaux réservés au sommeil, des exercices de nuit doivent également être organisés.

. Installations des appareils de cuisson et de remise en température (articles GC 21 et 22) :

#### Entretien :

- Les appareils de cuisson et de remise en température doivent être entretenus régulièrement et maintenus en bon état de fonctionnement.

- Une fois par an, il doit être procédé au ramonage des conduits d'évacuation et à la vérification de leur vacuité.

- Pendant la période de fonctionnement, le circuit d'extraction d'air vicié, de buées et de graisses doit être nettoyé complètement, y compris les ventilateurs, au moins une fois par an.

- Les dispositifs de récupération de chaleur disposés dans le circuit d'extraction doivent faire l'objet du même entretien.

- Les filtres doivent être nettoyés aussi souvent que nécessaire et en tout cas au minimum une fois par semaine.

### Vérifications techniques :

Les installations d'appareils de cuisson ou de remise en température doivent être vérifiées soit par des organismes agréés par le ministère de l'intérieur soit par des techniciens compétents.

Ces vérifications sont faites une fois par an et ont pour objet de s'assurer :

- de l'état de l'entretien et de maintenance des installations et appareils.
- des conditions de ventilation des locaux contenant des appareils de cuisson ou de remise en température.
- des conditions d'évacuation de l'air vicié, des buées et des graisses, fonctionnement de l'installation d'extraction des fumées.
- de la signalisation des dispositifs de sécurité.
- de la manœuvre des dispositifs d'arrêt d'urgence.

. Moyens de secours (extincteurs-alarme) :

Tous les ans (article MS 73).

- Maintenir déverrouillées et libres de tout encombrement les issues de secours.
- Tenir à jour le registre de sécurité.

#### Article 4

Le demandeur élabore et met à la disposition du public à l'accueil un registre public d'accessibilité conformément aux dispositions du décret n° 2017-431 du 28 mars 2017.

<http://www.mayenne.gouv.fr/Politiques-publiques/Habitat-logement-accessibilite-solidarite-et-cohesion-sociale/Accessibilite/Le-Registre-d-accessibilite>

#### Article 5

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à :

Monsieur Sébastien MARSAT

Directeur de l'Université Régionale des Métiers et de l'Artisanat 53

30 boulevard Volney  
53000 LAVAL


#### Article 6

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé. Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif de Nantes peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 7**

Monsieur le directeur général des services de la Ville, monsieur le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
Le conseiller municipal délégué  
à la tranquillité publique,



Signé : Georges HOYAUX

Notifié le :

Récépissé Préfecture le :

Exécutoire le :

**ARRÊTÉ MUNICIPAL****ERP 2021 / 054  
DU 5 MAI 2021****AUTORISATION DE POURSUITE D'ACTIVITÉ  
SECURITÉ****URMA MAYENNE - SITE VOLNEY 2**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles L 111-7, L 111-8 à L 111-8-4, L 151-1 à L 152-10 et R 111-19 à R 111-19-3,

Titre II - Sécurité et Protection contre l'Incendie, articles L 131-2, R 123-1 à R 123-55,

Titre V - Contrôle et dispositions pénales, articles R 152-4 et R 152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu le décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public,

Vu notre arrêté n° 172/2020 en date du 14 septembre 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Georges HOYAUX, conseiller municipal délégué à la tranquillité publique : prévention, médiation, sécurité et crises sanitaires,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu l'arrêté du 4 juin 1982 modifié portant approbation de dispositions modifiant et complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu l'instruction technique n° 246 relative au désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 247 relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 248 relative au système d'alarme,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-1471 du 20 décembre 2002 portant application du règlement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours de la Mayenne (articles 123 à 125),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-681 du 17 novembre 2014 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) de la Mayenne.

Vu le procès-verbal de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, en date du 6 avril 2021, dressé après la visite de ladite Commission,

## ARRÊTONS

### Article 1er

Est autorisée la poursuite d'activité de l'établissement ci-dessous :

Université Régionale des Métiers et de l'Artisanat 53 - site Volney 2  
84 boulevard Volney à LAVAL.

- Établissement classé dans les E.R.P. du 1<sup>er</sup> groupe du type "R" en catégorie 4 dont l'effectif est de 220 personnes.

### Article 2

Les **prescriptions à réaliser**, conformément à l'avis de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, seront à effectuer, dans un délai de **2 mois** à compter de la notification du présent arrêté, ainsi qu'il est précisé ci-dessous :

- Souscrire un contrat de vérification quinquennale de l'ascenseur auprès d'un organisme agréé (article AS 9).

- Fournir au secrétariat de la commission de sécurité le rapport de vérification réglementaire en exploitation de l'ascenseur qui sera rédigé par l'organisme agréé (article R 123-44).

- S'assurer que du personnel spécialement désigné soit formé à l'utilisation des extincteurs (article R 33).

- Consigner sur le registre de sécurité les exercices d'évacuation (article R 33).

- **Au terme du délai fixé ci-dessus, l'exploitant attestera sur l'honneur de la réalisation de l'ensemble des prescriptions et transmettra au service des Etablissements Recevant du Public de la Ville de Laval, tous documents utiles.**

### Article 3

Les **prescriptions permanentes** à respecter, conformément à l'avis de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, sont précisées ci-dessous :

- Maintenir les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap (article R 123-48).

- Faire vérifier les installations techniques par des techniciens qualifiés ou organismes de contrôle agréés, suivant les périodicités énoncées ci-dessous :

. Désenfumage:

Tous les ans par un technicien compétent (article DF 10).

. Chauffage :

Tous les ans (article CH 58).

. Installations gaz :

Tous les ans (article GZ 30).

. Installations électriques :  
Tous les ans (article EL 19).

. Éclairage de sécurité :  
Le fonctionnement doit être vérifié chaque jour lorsque l'établissement est ouvert au public et l'ensemble de l'installation doit faire l'objet d'un entretien régulier et périodique (articles EC 14 et EC 15).

. Ascenseurs :  
Tous les 5 ans par un organisme ou une personne agréée (article AS 9).

. Exercices d'évacuation : (article R 33)  
Ils doivent avoir lieu au moins trimestriellement.  
Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité.  
Le premier exercice doit obligatoirement se dérouler au cours du premier mois de l'année scolaire.  
Lorsque l'établissement comporte des locaux réservés au sommeil, des exercices de nuit doivent également être organisés.

. Portes automatiques :  
Contrat d'entretien (article CO 48).

. Moyens de secours (extincteurs-alarme) :  
Tous les ans (article MS 73).

- Maintenir déverrouillées et libres de tout encombrement les issues de secours.
- Tenir à jour le registre de sécurité.

#### **Article 4**

Le demandeur élabore et met à la disposition du public à l'accueil un registre public d'accessibilité conformément aux dispositions du décret n° 2017-431 du 28 mars 2017.

<http://www.mayenne.gouv.fr/Politiques-publiques/Habitat-logement-accessibilite-solidarite-et-cohesion-sociale/Accessibilite/Le-Registre-d-accessibilite>

#### **Article 5**

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à :

Monsieur Sébastien MARSAT  
Directeur de l'Université Régionale des Métiers et de l'Artisanat 53

84 boulevard Volney  
53000 LAVAL

#### **Article 6**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé. Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif de Nantes peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 7**

Monsieur le directeur général des services de la Ville, monsieur le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

---



Le maire,  
pour le maire et par délégation,  
le conseiller municipal délégué  
à la tranquillité publique,

Signé : Georges HOYAUX

---

Notifié le :

Récépissé Préfecture le :

Exécutoire le :

**ARRÊTÉ MUNICIPAL**

**ERP 2021 / 055  
DU 7 MAI 2021**

**AUTORISATION DE TRAVAUX ET D'AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR  
SECURITÉ  
ACCESSIBILITÉ**

**HÔTEL D'ENTREPRISES INNOVANTES "LA LICORNE"**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles L 111-7, L 111-8 à L 111-8-4, L 151-1 à L 152-10 et R 111-19 à R 111-19-3,

Titre II - Sécurité et Protection contre l'Incendie, articles L 131-2, R 123-1 à R 123-55,

Titre V - Contrôle et dispositions pénales, articles R 152-4 et R 152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu la loi n° 75-534 en date du 30 juin 1975,

Vu la loi n° 2005-102 en date du 11 février 2005, pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

Vu les décrets n° 2006 - 555 en date du 17 mai 2006, n° 2007 - 1327 en date du 11 septembre 2007, n° 2014 - 1326 en date du 5 novembre 2014 et n° 2017 - 431 en date du 28 mars 2017, relatifs à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation modifiant le code de la construction et de l'habitation, et portant sur diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme.

Vu les arrêtés ministériels du 22 mars 2007, du 9 mai 2007, du 11 septembre 2007, du 8 décembre 2014 et du 20 avril 2017, fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-8 et R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements existants recevant du public et des installations existantes ouvertes au public,

Vu notre arrêté n° 172/2020 en date du 14 septembre 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Georges HOYAUX, conseiller municipal délégué à la tranquillité publique : prévention, médiation, sécurité et crises sanitaires,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu les arrêtés des 4 juin 1982, 21 avril 1983 et 10 décembre 2004 modifiés portant approbation de dispositions modifiant et complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,



Vu l'instruction technique n° 246 relative au désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 247 relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 248 relative au système d'alarme,

Vu l'instruction technique n° 249 relative aux façades,j tg

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-1471 du 20 décembre 2002 portant application du règlement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours de la Mayenne (articles 123 à 125),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-681 du 17 novembre 2014 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) de la Mayenne.

Vu la demande de travaux déposée par Monsieur Jean-Marc BESNIER, le 29 mars 2021, pour l'aménagement d'un Hôtel d'Entreprises Innovantes "LA LICORNE", situé 106 avenue Pierre de Coubertin à Laval,

Vu le procès-verbal de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, en date du 13 avril 2021,

Vu le procès-verbal de la Commission d'Arrondissement de la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité, en date du 4 mai 2021,

## ARRÊTONS

### Article 1er

#### Nature des travaux

Le cheminement extérieur a été réalisé conforme dans le cadre de la construction du bâtiment.

Le stationnement automobile est situé sur le domaine public avec des places Pmr.

L'accès est sans ressaut avec Sas comprenant des portes à deux vantaux d'une largeur conforme. L'accueil est sonorisé et dispose d'une boucle à induction magnétique.

La circulation intérieure horizontale est de 1,40 m de largeur avec espaces d'usage et de retournement conformes sur tous les niveaux. Au R +3, une rampe fixe permet l'accès à la cafétéria d'une pente de 5 % et la terrasse extérieure au R + 3 devient accessible depuis la cafétéria pour toutes et tous.

La circulation intérieure verticale est assurée par des escaliers dont la sécurité d'usage sera posée et par un ascenseur conforme à la norme NF EN 81-70.

Chaque niveau comporte un bloc sanitaire avec trois WC dont deux accessibles aux personnes à mobilité réduite femmes et homme.

Les revêtements des sols, murs et plafonds, l'éclairage, respectent les dispositions réglementaires.

## Article 2

Le demandeur est autorisé à procéder à la réalisation des travaux présentés dans sa demande. Il est tenu de mettre en place les dispositions contenues dans le dossier présenté et instruit par la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval et la Commission d'Arrondissement de la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité.

Hôtel d'Entreprises Innovantes "LA LICORNE"  
106 avenue Pierre de Coubertin à LAVAL.

- Établissement classé dans les E.R.P. du 1<sup>er</sup> groupe de type "R" avec des activités secondaires de types "U, W" en catégorie 4 dont l'effectif est de 200 personnes.

## Article 3

Les **prescriptions de sécurité à réaliser**, conformément à l'avis de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, seront effectuées ainsi qu'il est précisé ci-dessous :

### AMENAGEMENTS

- Réaliser les aménagements en respectant les dispositions définies ci-après :

Revêtements muraux tendus et éléments de décoration en relief dans les locaux ou dégagements	C-s3, d0 ou en catégorie M2	Article AM 9
Tentures - Rideaux - Voilages	catégorie M2	Articles AM 11 et AM 12
Gros mobilier - Agencement Principal et tout aménagement mobilier	catégorie M3	Article M 15

Classement de réaction au feu des matériaux de construction suivant l'annexe 2 de l'arrêté du 21 novembre 2002 :

- . M0 : incombustibles
- . M1 : non inflammables
- . M2 : difficilement inflammables
- . M3 : moyennement inflammables
- . M4 : facilement inflammables

### MOYENS DE SECOURS

- Entraîner des employés spécialement désignés à la conduite à tenir en cas d'incendie ou d'accident et à la manœuvre des moyens de secours (MS 46, MS 51 et MS 72).

- Apposer à chaque entrée de bâtiment sous forme de pancarte inaltérable, conformément à la norme NF X 08-070, un plan de l'établissement représentant les niveaux de l'établissement et indiquant l'emplacement (article MS 41) :

- . des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers,
- . des dispositifs et commandes de sécurité,
- . des organes de coupure des fluides,
- . des organes de coupure des sources d'énergie,
- . des moyens d'extinction fixes et d'alarme,
- . les espaces d'attente sécurisés.

- Afficher bien en évidence, dans l'ensemble de l'établissement, des consignes de sécurité conformes à la norme NF X 08-070 indiquant la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie en y mentionnant notamment (article MS 47) :

- . les modalités d'alerte des sapeurs-pompiers,
- . les dispositions à prendre pour assurer la sécurité du public et du personnel,
- . la mise en œuvre des moyens de secours de l'établissement,
- . l'accueil et le guidage des sapeurs-pompiers,
- . les dispositions à prendre pour favoriser l'évacuation des personnes en situation de handicap ou leur évacuation différée si celle-ci est rendue nécessaire.

- Rédiger des consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap (article MS 47).

- Ouvrir et tenir à jour un registre de sécurité (article R 123-51 du code de la construction et de l'habitation).

- ~~Réaliser une fois par trimestre des exercices d'évacuation et consigner le déroulement et le temps d'évacuation sur le registre de sécurité (article R 33 et circulaire n° 84-319 du 3 septembre 1984).~~

- A la fin des travaux, le président de la commission de sécurité devra être saisi par le maire de la commune concernée afin que ladite commission puisse contrôler la réalisation des mesures de prévention contre les risques d'incendie et de panique prescrites (articles R 123-14 et R 123-45 du code de la construction et de l'habitation).

- **Au moins 8 jours ouvrés** avant la visite après travaux, les documents énoncés ci-après devront être parvenus au secrétariat de la commission de sécurité (décret du 8 mars 1995) :

- . L'attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la mission "L" Solidité conformément aux textes en vigueur.

- . Le rapport de vérifications réglementaires après travaux (article GE 8).

- . Le rapport de vérifications effectuées par le(s) technicien(s) compétent(s) (article GE 10).

NOTA : En l'absence de ces documents, la commission de sécurité compétente ne pourra se prononcer.

#### Article 4

Les **prescriptions d'accessibilité à réaliser** conformément à l'avis de la Commission d'Arrondissement de la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité seront effectuées, ainsi qu'il est précisé ci-dessous :

#### Dispositions réglementaires des articles de l'arrêté du 8 décembre 2014.

### **Dispositions relatives aux portes, portiques et sas article 10.**

#### *Caractéristiques minimales :*

Les portes et sas répondent aux dispositions suivantes :

#### **Sécurité d'usage :**

Les portes ou leur encadrement ainsi que leur dispositif de manœuvre présentent un contraste visuel par rapport à leur environnement.

Les portes comportant une partie vitrée importante doivent être repérables ouvertes comme fermées à l'aide d'éléments visuels contrastés par rapport à l'environnement immédiat et visibles de part et d'autre de la paroi vitrée.

**Les portes sont réalisées avec la sécurité d'usage conformément aux dispositions de l'article 10 ci-dessus soit une couleur différente entre les portes ou leur encadrement par rapport aux murs et cloisons et une résistance des portes de 50 N maximum.**

### **Dispositions relatives aux sanitaires article 12.**

#### *I. - Usages attendus :*

Chaque niveau accessible, lorsque des sanitaires y sont prévus pour le public, comporte au moins un cabinet d'aisances adapté pour les personnes handicapées circulant en fauteuil roulant et comportant un lavabo accessible.

Les cabinets d'aisances adaptés sont installés au même emplacement que les autres cabinets d'aisances lorsque ceux-ci sont regroupés.

#### *II. - Caractéristiques minimales :*

Pour satisfaire aux exigences du I, les sanitaires ouverts au public répondent aux dispositions suivantes :

##### **1° Caractéristiques dimensionnelles :**

Un cabinet d'aisances adapté pour les personnes handicapées présente les caractéristiques suivantes :

- il comporte, en dehors du débattement de porte, un espace d'usage accessible à une personne en fauteuil roulant tel que défini à l'annexe 2, situé latéralement par rapport à la cuvette. Cet espace d'usage peut être situé à droite ou à gauche du cabinet d'aisance pour permettre le transfert à gauche ou à droite d'une personne handicapée sur la cuvette ;
- il comporte un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour dont les caractéristiques dimensionnelles sont définies à l'annexe 2, situé à l'intérieur du cabinet ou, à défaut, en extérieur devant la porte.

##### **2° Atteinte et usage :**

Un cabinet d'aisances adapté pour les personnes handicapées présente les caractéristiques suivantes :

- il comporte un dispositif permettant de refermer la porte derrière soi une fois entré ;
- il comporte un lave-mains dont le plan supérieur est situé à une hauteur maximale de 0,85 m équipé d'une robinetterie dont la commande ou la cellule de déclenchement est située à plus de 0,40 m de tout angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant ;

- la surface d'assise de la cuvette est située à une hauteur comprise entre 0,45 m et 0,50 m du sol, abattant inclus, à l'exception des sanitaires destinés spécifiquement à l'usage d'enfants ;

- une barre d'appui latérale est prévue à côté de la cuvette, permettant le transfert d'une personne en fauteuil roulant et apportant une aide au relevage. La barre est située à une hauteur comprise entre 0,70 m et 0,80 m. Sa fixation ainsi que le support permettent à un adulte de prendre appui de tout son poids ;

- la distance entre l'axe de la cuvette et la barre d'appui est comprise entre 0,40 m et 0,45 m.

Un lavabo accessible présente un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant. Le choix de l'équipement ainsi que le choix et le positionnement de la robinetterie permettent un usage complet du lavabo en position assis en veillant notamment à la facilité de leur préhension.

**Les sanitaires Pmr sont vérifiés pour être conformes aux dispositions de l'article 12 précité avec notamment un miroir de grande hauteur sur chaque lavabo, une poubelle sans pédale, une patère posée à une hauteur entre 0,90 m et 1,30 m de hauteur, une barre de fermeture à 1,00 m de hauteur côté charnières.**

**Rappel : l'installation d'un lavabo conforme est obligatoire dans chaque Wc Pmr et non uniquement en extérieur.**

#### **Article 5**

Le demandeur élabore et met à la disposition du public à l'accueil un registre public d'accessibilité conformément aux dispositions du décret n° 2017-431 du 28 mars 2017

<http://www.mayenne.gouv.fr/Politiques-publiques/Habitat-logement-accessibilite-solidarite-et-cohesion-sociale/Accessibilite/Le-Registre-d-accessibilite>

#### **Article 6**

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à :

Jean-Marc BESNIER

17 rue Franche Comté  
53000 LAVAL

#### **Article 7**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé. Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif de Nantes peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 8**

Monsieur le directeur général des services de la Ville, monsieur le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
Le conseiller municipal délégué  
à la tranquillité publique,

Signé : Georges HOYAUX

Notifié le :

Récépissé Préfecture le :

Exécutoire le :

**ARRÊTÉ MUNICIPAL**

**ERP 2021 / 056  
DU 7 MAI 2021**

**AUTORISATION DE POURSUITE D'ACTIVITÉ  
SECURITÉ**

**COLLEGE EMMANUEL DE MARTONNE**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles L 111-7, L 111-8 à L 111-8-4, L 151-1 à L 152-10 et R 111-19 à R 111-19-3,

Titre II - Sécurité et Protection contre l'Incendie, articles L 131-2, R 123-1 à R 123-55,

Titre V - Contrôle et dispositions pénales, articles R 152-4 et R 152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu le décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public,

Vu notre arrêté n° 172/2020 en date du 14 septembre 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Georges HOYAUX, conseiller municipal délégué à la tranquillité publique : prévention, médiation, sécurité et crises sanitaires,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu les arrêtés des 4 juin 1982 et 10 décembre 2004 modifiés portant approbation de dispositions modifiant et complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu l'instruction technique n° 246 relative au désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 247 relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 248 relative au système d'alarme,

Vu l'arrêté du 2 février 1993 relatif au système de sécurité incendie,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-1471 du 20 décembre 2002 portant application du règlement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours de la Mayenne (articles 123 à 125),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-681 du 17 novembre 2014 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) de la Mayenne.

Vu le procès-verbal de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, en date du 6 avril 2021, dressé après la visite de ladite Commission,

## ARRÊTONS

### Article 1er

Est autorisée la poursuite d'activité de l'établissement ci-dessous :  
Collège Emmanuel de Martonne  
46 rue de la Fuye à LAVAL.

Le bâtiment "salles de classe" est classé dans les E.R.P. du 1<sup>er</sup> groupe du type "R" en catégorie 3.

Le bâtiment "SEM" est classé dans les E.R.P. du 1<sup>er</sup> groupe du type "R" avec des activités secondaires du type "U" en catégorie 4.

Le bâtiment et l'atelier SEGPA sont classés dans les E.R.P. du 2<sup>ème</sup> groupe du type "R" en catégorie 5.

Conformément à l'article GE 4 § 2 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié, la périodicité des visites de sécurité pour l'ensemble de l'établissement scolaire est celle retenue pour un établissement (bâtiment "salle de classe"), de type "R" en catégorie 3.

### Effectif :

Bâtiment SEGPA : 70 personnes  
Atelier SEGPA : 18 personnes  
Collège : 650 personnes  
Bâtiment SEM : 210 personnes :  
    . RDC (Bâtiment d'enseignement et d'éducation motrice) 56 personnes  
    . 1<sup>er</sup> étage (classes du collège) 154 personnes.

### Article 2

Les **prescriptions à réaliser**, conformément à l'avis de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, seront à effectuer, dans un délai de **2 mois** à compter de la notification du présent arrêté, ainsi qu'il est précisé ci-dessous :

- Débarasser le local situé sous l'escalier du bâtiment "classes" de tous matériaux et objets stockés dans ce volume (article CO 53).
- Veiller à laisser en permanence libres et dégagées les circulations et issues de secours (article CO 37).
- Limiter le stockage de matériaux combustibles dans le local annexe n° 18 ou isoler ce volume selon les conditions des locaux à risques (article CO 28).
- **Au terme du délai fixé ci-dessus, l'exploitant attestera sur l'honneur de la réalisation de l'ensemble des prescriptions et transmettra au service des Etablissements Recevant du Public de la Ville de Laval, tous documents utiles.**



### Article 3

Les **prescriptions permanentes** à respecter, conformément à l'avis de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, sont précisées ci-dessous :

- Maintenir les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap (article R 123-4).

- Faire vérifier les installations techniques par des techniciens qualifiés ou organismes de contrôle agréés suivant les périodicités énoncées ci-dessous :

. Désenfumage :

Tous les ans par un technicien compétent (article DF 10).

. Chauffage :

Tous les ans (article CH 58).

. Installations de gaz :

Tous les ans (article GZ 30).

. Installations électriques :

Tous les ans (article EL 19).

. Eclairage de sécurité :

Le fonctionnement doit être vérifié chaque jour lorsque l'établissement est ouvert au public et l'ensemble de l'installation doit faire l'objet d'un entretien régulier et périodique (articles EC 14 et EC 15).

. Ascenseurs :

Tous les 5 ans par un organisme ou une personne agréée (article AS 9).

. Exercices d'évacuation : (article R 33)

Ils doivent avoir lieu au moins trimestriellement.

Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité.

Le premier exercice doit obligatoirement se dérouler au cours du premier mois de l'année scolaire (article R 33).

Lorsque l'établissement comporte des locaux réservés au sommeil, des exercices de nuit doivent également être organisés.

. Formations et exercices d'évacuation simulée (articles U 47) :

Tout le personnel de l'établissement doit être mis en garde contre les dangers que présente un incendie dans un hôpital, être formé à l'exécution de consignes très précises en vue de limiter l'action du feu et d'assurer le transfert horizontal ou l'évacuation et doivent être entraînés à la manoeuvre des moyens d'extinction.

Des exercices d'évacuation simulée doivent être organisés périodiquement afin de maintenir le niveau de connaissance du personnel conformément à l'article U 41.

. S.S.I. - CAT. B (article MS 73) :

Tous les 3 ans par un organisme agréé.

Tous les ans par un technicien compétent habilité.

. Installations des appareils de cuisson et de remise en température (articles GC 21 et 22) :

Entretien :

- Les appareils de cuisson et de remise en température doivent être entretenus régulièrement et maintenus en bon état de fonctionnement.
- Une fois par an, il doit être procédé au ramonage des conduits d'évacuation et à la vérification de leur vacuité.
- Pendant la période de fonctionnement, le circuit d'extraction d'air vicié, de buées et de graisses doit être nettoyé complètement, y compris les ventilateurs, au moins une fois par an.
- Les dispositifs de récupération de chaleur disposés dans le circuit d'extraction doivent faire l'objet du même entretien.
- Les filtres doivent être nettoyés aussi souvent que nécessaire et en tout cas au minimum une fois par semaine.

Vérifications techniques :

Les installations d'appareils de cuisson ou de remise en température doivent être vérifiées soit par des organismes agréés par le ministère de l'intérieur soit par des techniciens compétents.

Ces vérifications sont faites une fois par an et ont pour objet de s'assurer :

- de l'état de l'entretien et de maintenance des installations et appareils.
- des conditions de ventilation des locaux contenant des appareils de cuisson ou de remise en température.
- des conditions d'évacuation de l'air vicié, des buées et des graisses, fonctionnement de l'installation d'extraction des fumées.
- de la signalisation des dispositifs de sécurité.
- de la manœuvre des dispositifs d'arrêt d'urgence.

. Moyens de secours (extincteurs-alarme) :

Tous les ans (article MS 73).

- Maintenir déverrouillées et libres de tout encombrement les issues de secours.
- Tenir à jour le registre de sécurité.

**Article 4**

Le demandeur élabore et met à la disposition du public à l'accueil un registre public d'accessibilité conformément aux dispositions du décret n° 2017-431 du 28 mars 2017.

<http://www.mayenne.gouv.fr/Politiques-publiques/Habitat-logement-accessibilite-solidarite-et-cohesion-sociale/Accessibilite/Le-Registre-d-accessibilite>

**Article 5**

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à :

Monsieur Yves LEMAILE  
Principal du Collège Emmanuel de Martonne

46 rue de la Fuye  
53000 LAVAL

Et

Monsieur Gérald JOULIN  
Technicien Bâtiment Chargé d'Opération  
Conseil Départemental de la Mayenne

86 rue du Pressoir Salé  
53000 LAVAL

**Article 6**

Le présent arrêté sera notifié aux intéressés. Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif de Nantes peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 7**

Monsieur le directeur général des services de la Ville, monsieur le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le maire,  
pour le maire et par délégation,  
Le conseiller municipal délégué  
à la tranquillité publique,

Signé : Georges HOYAUX

Notifié le :

Récépissé Préfecture le :

Exécutoire le :

**ARRÊTÉ MUNICIPAL**

**ERP 2021 / 057  
DU 7 MAI 2021**

**AUTORISATION DE TRAVAUX ET D'AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR  
SECURITÉ**

**ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG - CENTRE PAYS DE LOIRE**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles L 111-7, L 111-8 à L 111-8-4, L 151-1 à L 152-10 et R 111-19 à R 111-19-3,

Titre II - Sécurité et Protection contre l'Incendie, articles L 131-2, R 123-1 à R 123-55,

Titre V - Contrôle et dispositions pénales, articles R 152-4 et R 152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu le décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public,

Vu notre arrêté n° 172/2020 en date du 14 septembre 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Georges HOYAUX, conseiller municipal délégué à la tranquillité publique : prévention, médiation, sécurité et crises sanitaires,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu l'arrêté du 10 décembre 2004 modifié portant approbation de dispositions modifiant et complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu l'instruction technique n° 246 relative au désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 247 relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 248 relative au système d'alarme,

Vu l'instruction technique n° 249 relative aux façades,

Vu l'arrêté du 2 février 1993 relatif au système de sécurité incendie,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-1471 du 20 décembre 2002 portant application du règlement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours de la Mayenne (articles 123 à 125),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-681 du 17 novembre 2014 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) de la Mayenne.

Vu la demande de travaux déposée par Monsieur Frédéric BIGEY, le 22 mars 2021, pour la modification du guichet d'accueil dans l'Etablissement Français du Sang - Centre Pays de Loire, situé 33 rue du Haut Rocher à Laval,

Vu le procès-verbal de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de LAVAL, en date du 13 avril 2021,

## ARRÊTONS

### Article 1er

Le demandeur est autorisé à procéder à la réalisation des travaux présentés dans sa demande. Il est tenu de mettre en place les dispositions contenues dans le dossier présenté et instruit par la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de LAVAL.

Etablissement Français du Sang - Centre Pays de Loire  
Centre Hospitalier 33 rue du Haut Rocher à LAVAL.

- Établissement classé dans les E.R.P. du 1<sup>er</sup> groupe du type "U" en catégorie 1.

### Article 2

Les **prescriptions de sécurité à réaliser**, conformément à l'avis de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de LAVAL, seront effectuées ainsi qu'il est précisé ci-dessous :

- Transmettre au secrétariat de la commission de sécurité le rapport de vérifications réglementaires après travaux (article GE 8).

### Article 3

Le demandeur élabore et met à la disposition du public à l'accueil un registre public d'accessibilité conformément aux dispositions du décret n° 2017-431 du 28 mars 2017

<http://www.mayenne.gouv.fr/Politiques-publiques/Habitat-logement-accessibilite-solidarite-et-cohesion-sociale/Accessibilite/Le-Registre-d-accessibilite>

### Article 4

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à :

Monsieur Frédéric BIGEY

50 avenue Marcel Dassault  
37206 Tours Cedex 03

Et

Madame Pascale GASCHARD  
Directrice Adjointe de l'Etablissement Français du Sang

33 rue du Haut Rocher  
53000 LAVAL

Et

Monsieur Jérôme PETIT  
Responsable des Travaux

50 Avenue Marcel Dassault BP 40661  
37206 TOURS CEDEX 3

Et

Monsieur PORS  
Directeur du Centre Hospitalier de Laval

33 rue du Haut Rocher  
53000 LAVAL

Et

Monsieur BERNY  
Responsable Sécurité du Centre Hospitalier de Laval

33 rue du Haut-Rocher  
53000 LAVAL

#### Article 5

Le présent arrêté sera notifié aux intéressés. Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif de Nantes peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### Article 6

Monsieur le directeur général des services de la Ville, monsieur le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
Le conseiller municipal délégué  
à la tranquillité publique,

Signé : Georges HOYAUX

Notifié le :

Récépissé Préfecture le :

Exécutoire le :

**ARRÊTÉ MUNICIPAL****ERP 2021 / 058  
DU 10 MAI 2021****AUTORISATION DE POURSUITE D'ACTIVITÉ  
SECURITÉ****PISCINE SAINT-NICOLAS**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles L 111-7, L 111-8 à L 111-8-4, L 151-1 à L 152-10 et R 111-19 à R 111-19-3,

Titre II - Sécurité et Protection contre l'Incendie, articles L 131-2, R 123-1 à R 123-55,

Titre V - Contrôle et dispositions pénales, articles R 152-4 et R 152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu le décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public,

Vu notre arrêté n° 172/2020 en date du 14 septembre 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Georges HOYAUX, conseiller municipal délégué à la tranquillité publique : prévention, médiation, sécurité et crises sanitaires,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu les arrêtés des 4 juin 1982 et 6 janvier 1983 modifiés portant approbation de dispositions modifiant et complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu l'instruction technique n° 246 relative au désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 247 relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 248 relative au système d'alarme,

Vu l'arrêté du 2 février 1993 relatif au système de sécurité incendie,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-1471 du 20 décembre 2002 portant application du règlement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours de la Mayenne (articles 123 à 125),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-681 du 17 novembre 2014 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) de la Mayenne.

Vu le procès-verbal de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, en date du 13 avril 2021, dressé après la visite de ladite Commission le 2 avril 2021,

## ARRÊTONS

### Article 1er

Est autorisée la poursuite d'activité de l'établissement ci-dessous :

Piscine Saint-Nicolas  
137 boulevard Jourdan à LAVAL.

- Établissement classé dans les E.R.P. du 1<sup>er</sup> groupe du type "X" avec des activités secondaires du type "PA" en catégorie 3 dont l'effectif est de 700 personnes.

### Article 2

Les **prescriptions à réaliser**, conformément à l'avis de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, seront à effectuer, dans un délai de **2 mois** à compter de la notification du présent arrêté, ainsi qu'il est précisé ci-dessous :

- Remédier aux observations mentionnées dans le rapport du bureau de contrôle relatif aux installations de désenfumage (articles R 123-10).

- Remédier à l'observation mentionnée dans le rapport du bureau de contrôle relatif aux installations de l'ascenseur (article R 123-10).

- Veiller à ce que l'éclairage de sécurité soit visible et lisible de jour comme de nuit (article EC 6).

- Procéder au bouchage des trémies existantes dans le local électrique afin de restituer le degré coupe-feu initial (article EL 10).

- Remettre les ferme- portes installés sur les blocs-portes des locaux à risques (article CO 28).

- Afficher bien en évidence et d'une façon apparente :

a) sur supports fixes et inaltérables, des consignes de sécurité conforme à la norme NF X 08-070 indiquant (article MS 47) ;

- les modalités d'alerte des sapeurs-pompiers ;

- les dispositions à prendre pour assurer la sécurité du public et du personnel ;

- la mise en œuvre des moyens de secours de l'établissement ;

- l'accueil et le guidage des sapeurs-pompiers.

- des plans d'évacuation qui seront situés à proximité immédiate des sorties ou des escaliers et ce à chaque niveau.

b) conformément à l'article GE 5, près de l'entrée principale de l'établissement, l'avis relatif au contrôle de la sécurité.

- **Au terme du délai fixé ci-dessus, l'exploitant attestera sur l'honneur de la réalisation de l'ensemble des prescriptions et transmettra au service des Etablissements Recevant du Public de la Ville de Laval, tous documents utiles.**



### Article 3

Les **prescriptions permanentes** à respecter, conformément à l'avis de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, sont précisées ci-dessous :

- Maintenir les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap (article R 123-4).

- Faire vérifier les installations techniques par des techniciens qualifiés ou organismes de contrôle agréés, suivant les périodicités énoncées ci-dessous :

. Désenfumage :

Tous les ans par un technicien compétent (article DF 10)

. Installations électriques :

Tous les ans (article EL 19)

. Éclairage de sécurité :

Le fonctionnement doit être vérifié chaque jour lorsque l'établissement est ouvert au public et l'ensemble de l'installation doit faire l'objet d'un entretien régulier et périodique (articles EC 14 et EC 15).

. Ascenseurs :

Tous les 5 ans par un organisme ou une personne agréée (article AS9).

. Portes automatiques :

Contrat d'entretien (article CO 48).

. S. S. I. - CAT. B : (article MS 73)

Tous les 3 ans par un organisme agréé.

Tous les ans par un technicien compétent habilité.

. Moyens de secours (extincteurs-alarme) :

Tous les ans (MS 73).

- Tenir à jour le registre de sécurité.

- Maintenir déverrouillées et libres de tout encombrement les issues de secours.

### Article 4

Le demandeur élabore et met à la disposition du public à l'accueil un registre public d'accessibilité conformément aux dispositions du décret n° 2017-431 du 28 mars 2017.

<http://www.mayenne.gouv.fr/Politiques-publiques/Habitat-logement-accessibilite-solidarite-et-cohesion-sociale/Accessibilite/Le-Registre-d-accessibilite>

### Article 5

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à :

Monsieur Thierry PRAT  
Responsable de la piscine Saint-Nicolas

137 boulevard Jourdan  
53000 LAVAL

**Article 6**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé. Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif de Nantes peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

---

**Article 7**

Monsieur le directeur général des services de la Ville, monsieur le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Signé : Georges HOYAUX

Notifié le :

Récépissé Préfecture le :

Exécutoire le :

---

**ARRÊTÉ MUNICIPAL**

**ERP 2021 / 059  
DU 10 MAI 2021**

**AUTORISATION DE TRAVAUX ET D'AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR  
SECURITÉ  
ACCESSIBILITÉ**

**I.U.T. INSTITUT UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles L 111-7, L 111-8 à L 111-8-4, L 151-1 à L 152-10 et R 111-19 à R 111-19-3,

Titre II - Sécurité et Protection contre l'Incendie, articles L 131-2, R 123-1 à R 123-55,

Titre V - Contrôle et dispositions pénales, articles R 152-4 et R 152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu la loi n° 75-534 en date du 30 juin 1975,

Vu la loi n° 2005-102 en date du 11 février 2005, pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

Vu les décrets n° 2006 - 555 en date du 17 mai 2006, n° 2007 - 1327 en date du 11 septembre 2007, n° 2014 - 1326 en date du 5 novembre 2014 et n° 2017 - 431 en date du 28 mars 2017, relatifs à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation modifiant le code de la construction et de l'habitation, et portant sur diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme.

Vu les arrêtés ministériels du 22 mars 2007, du 9 mai 2007, du 11 septembre 2007, du 8 décembre 2014 et du 20 avril 2017, fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-8 et R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements existants recevant du public et des installations existantes ouvertes au public,

Vu notre arrêté n° 172/2020 en date du 14 septembre 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Georges HOYAUX, conseiller municipal délégué à la tranquillité publique : prévention, médiation, sécurité et crises sanitaires,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu l'arrêté du 4 juin 1982 modifié portant approbation de dispositions modifiant et complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu l'instruction technique n° 246 relative au désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 247 relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 248 relative au système d'alarme,

Vu l'instruction technique n° 249 relative aux façades,

Vu l'instruction technique n° 263 relative à la construction et au désenfumage des volumes libres intérieurs,

Vu l'arrêté du 2 février 1993 relatif au système de sécurité incendie,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-1471 du 20 décembre 2002 portant application du règlement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours de la Mayenne (articles 123 à 125),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-681 du 17 novembre 2014 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) de la Mayenne.

Vu la demande de travaux déposée par Monsieur Rachid EL GUERJOUA, le 22 mars 2021, pour :

- la création d'une dalle béton en extérieur pour placer un garage en métal de 19,70 m<sup>2</sup>, destiné à du stockage.
  - la création d'une cloison amovible dans l'ex-salle des professeurs située au rez-de-chaussée du bâtiment "technologie de commercialisation" pour créer des espaces "salle de réunion et repos/restauration".
  - la création d'une cloison dans une salle d'enseignement du rez-de-chaussée du bâtiment "génie biologique" afin de créer un local animalerie.
- à l'Institut Universitaire de Technologie, situé 52 rue des Docteurs Calmette et Guérin à Laval,

Vu le procès-verbal de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, en date du 13 avril 2021,

Vu le procès-verbal de la Commission d'Arrondissement de la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité, en date du 4 mai 2021,

## ARRÊTONS

### Article 1

Le demandeur est autorisé à procéder à la réalisation des travaux présentés dans sa demande. Il est tenu de mettre en place les dispositions contenues dans le dossier présenté et instruit par la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval et la Commission d'Arrondissement de la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité.

I.U.T. Institut Universitaire de Technologie  
52 rue des Docteurs Calmette et Guérin à LAVAL.

Le bâtiment "technologie de commercialisation" est classé dans les E.R.P. du 1<sup>er</sup> groupe du type "R" en catégorie 4.

Le bâtiment "génie biologique" est classé dans les E.R.P. du 2<sup>ème</sup> groupe du type "R" en catégorie 5.

## Article 2

Les **prescriptions de sécurité à réaliser**, conformément à l'avis de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, seront effectuées ainsi qu'il est précisé ci-dessous :

- Apposer à chaque entrée de bâtiment sous forme de pancarte inaltérable, conformément à la norme NF X 08-070, un plan de l'établissement **modifié** représentant les niveaux de l'établissement et indiquant l'emplacement (article MS 41) :

- . des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers,
- . des dispositifs et commandes de sécurité,
- . des organes de coupure des fluides,
- . des organes de coupure des sources d'énergie,
- . des moyens d'extinction fixes et d'alarme,
- . les espaces d'attente sécurisés.

- Transmettre au secrétariat de la commission de sécurité le rapport de vérifications réglementaires après travaux (article GE 8).

## Article 3

Les **prescriptions d'accessibilité à réaliser** conformément à l'avis de la Commission d'Arrondissement de la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité, seront effectuées, ainsi qu'il est précisé ci-dessous :

### Dispositions réglementaires des articles de l'arrêté du 8 décembre 2014.

## Article 4

Le demandeur modifie et met à la disposition du public à l'accueil un registre public d'accessibilité conformément aux dispositions du décret n° 2017-431 du 28 mars 2017

<http://www.mayenne.gouv.fr/Politiques-publiques/Habitat-logement-accessibilite-solidarite-et-cohesion-sociale/Accessibilite/Le-Registre-d-accessibilite>

## Article 5

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à :

Monsieur Rachid EL GUERJOUA

Avenue Olivier Messiaen  
72085 LE MANS CEDEX 09

Et

Monsieur Sébastien CHOPLAIN  
Directeur des Affaires Techniques et Immobilières

Avenue Olivier Messiaen  
72085 LE MANS CEDEX 09

Et

Monsieur Laurent POISSON  
Directeur de l'Institut Universitaire de Technologie

52 rue des Docteurs Calmette et Guérin  
53000 LAVAL

## Article 6

Le présent arrêté sera notifié aux intéressés. Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif de Nantes peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## Article 7

Monsieur le directeur général des services de la Ville, monsieur le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
Le conseiller municipal délégué  
à la tranquillité publique,

Signé : Georges HOYAUX

Notifié le :

Récépissé Préfecture le :

Exécutoire le :

**ARRÊTÉ MUNICIPAL****ERP 2021 / 060  
DU 10 MAI 2021****AUTORISATION DE POURSUITE D'ACTIVITÉ  
SECURITÉ****ASSOCIATION REVIVRE**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles L 111-7, L 111-8 à L 111-8-4, L 151-1 à L 152-10 et R 111-19 à R 111-19-3,

Titre II - Sécurité et Protection contre l'Incendie, articles L 131-2, R 123-1 à R 123-55,

Titre V - Contrôle et dispositions pénales, articles R 152-4 et R 152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu le décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public,

Vu notre arrêté n° 172/2020 en date du 14 septembre 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Georges HOYAUX, conseiller municipal délégué à la tranquillité publique : prévention, médiation, sécurité et crises sanitaires,

Vu les arrêtés des 25 juin 1980 et 22 juin 1990 modifiés relatifs à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu l'instruction technique n° 246 relative au désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 247 relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 248 relative au système d'alarme,

Vu l'instruction technique n° 249 relative aux façades,

Vu l'instruction technique n° 263 relative à la construction et au désenfumage des volumes libres intérieurs,

Vu l'arrêté du 2 février 1993 relatif au système de sécurité incendie,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-1471 du 20 décembre 2002 portant application du règlement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours de la Mayenne (articles 123 à 125),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-681 du 17 novembre 2014 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) de la Mayenne.

Vu le procès-verbal de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, en date du 2 avril 2021, dressé après la visite de ladite Commission,

## ARRÊTONS

### Article 1er

Est autorisée la poursuite d'activité de l'établissement ci-dessous :

Association "Revivre"

149 avenue Pierre de Coubertin à LAVAL.

- Établissement classé dans les E.R.P. du 2<sup>ème</sup> groupe du types "O, W" en catégorie 5 dont l'effectif est de :

Bâtiment foyer 35 personnes.

Bâtiment administratif 20 personnes.

Bâtiment CHRS-Urgence 12 personnes.

### Article 2

Les **prescriptions à réaliser**, conformément à l'avis de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, seront à effectuer, dans un délai de **2 mois** à compter de la notification du présent arrêté, ainsi qu'il est précisé ci-dessous :

- Assurer l'audibilité de l'alarme à l'ensemble de l'établissement (article PE 27).
- Remédier aux observations mentionnées dans le rapport du bureau de contrôle relatif aux installations électriques (articles R 123-10).
- Remettre les ferme-portes sur les blocs-portes des locaux à risques (article PE 9).
- Interdire l'emploi de cales destinées à maintenir ouverts les blocs-portes munis de ferme-porte (article PE 9).
- Interdire l'emploi de fiches multiples (article PE 24).
- Entraîner des employés spécialement désignés à la conduite à tenir en cas d'incendie ou d'accident et à la manœuvre des moyens de secours (article PE 27).
- Organiser des exercices pratiques ayant pour objet d'instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie au moins une fois par semestre (article PO 7).
- Limiter le stockage dans les locaux de tous matériaux et matières combustibles ou les isoler conformément à l'article CO 28, à savoir :
  - . murs et Planchers hauts coupe-feu de degré 1 h,
  - . Blocs-portes coupe-feu de degré 1/2 h équipés d'un ferme-porte.
- Afficher dans les chambres et en plusieurs langues les consignes de sécurité incendie (article PE 33).
- S'assurer de la conformité de réaction au feu du mobilier et des sièges mis en place dans l'établissement (article PE 13).



- Adresser à M. le président de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de LAVAL par M. le maire LAVAL un dossier d'autorisation de travaux afin de régulariser les travaux relatifs à l'aménagement du bâtiment atelier (article R 123-22 du code de la construction et de l'habitation).

- Au terme du délai fixé ci-dessus, l'exploitant attestera sur l'honneur de la réalisation de l'ensemble des prescriptions et transmettra au service des Etablissements Recevant du Public de la Ville de Laval, tous documents utiles.

### **Article 3**

Les **prescriptions permanentes** à respecter, conformément à l'avis de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, sont précisées ci-dessous :

- Maintenir les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap (article R 123-4).

- Faire vérifier les installations techniques par des techniciens qualifiés ou organismes de contrôle agréés suivant les périodicités énoncées ci-dessous :

. Désenfumage :

Tous les deux ans (article PO 1).

. Chauffage :

Tous les deux ans (article PO 1).

. Installations de gaz :

Tous les deux ans (article PO 1).

. Installations électriques :

Tous les ans (article PE 4).

. Eclairage de sécurité :

Le fonctionnement doit être vérifié chaque jour lorsque l'établissement est ouvert au public et l'ensemble de l'installation doit faire l'objet d'un entretien régulier et périodique (article PE 4).

. S.S.I. - CAT. A (articles PE 4 et PO 1) :

Souscrire un contrat annuel d'entretien des systèmes de détection automatique.

### Entretien :

- Les appareils de cuisson et de remise en température doivent être entretenus régulièrement et maintenus en bon état de fonctionnement.

- Une fois par an, il doit être procédé au ramonage des conduits d'évacuation et à la vérification de leur vacuité.

- Pendant la période de fonctionnement, le circuit d'extraction d'air vicié, de buées et de graisses doit être nettoyé complètement, y compris les ventilateurs, au moins une fois par an.

- Les dispositifs de récupération de chaleur disposés dans le circuit d'extraction doivent faire l'objet du même entretien.

- Les filtres doivent être nettoyés aussi souvent que nécessaire et en tout cas au minimum une fois par semaine.

### Vérifications techniques :

Les installations d'appareils de cuisson ou de remise en température doivent être vérifiées soit par des organismes agréés par le ministère de l'intérieur soit par des techniciens compétents.

Ces vérifications sont faites une fois par an et ont pour objet de s'assurer :

- de l'état de l'entretien et de maintenance des installations et appareils.
- des conditions de ventilation des locaux contenant des appareils de cuisson ou de remise en température.
- des conditions d'évacuation de l'air vicié, des buées et des graisses, fonctionnement de l'installation d'extraction des fumées.
- de la signalisation des dispositifs de sécurité.
- de la manœuvre des dispositifs d'arrêt d'urgence.

. Moyens de secours (extincteurs-alarme) :  
Tous les ans (article PE 4).

- Maintenir déverrouillées et libres de tout encombrement les issues de secours.
- Tenir à jour le registre de sécurité.

#### **Article 4**

Le demandeur élabore et met à la disposition du public à l'accueil un registre public d'accessibilité conformément aux dispositions du décret n° 2017-431 du 28 mars 2017.

<http://www.mayenne.gouv.fr/Politiques-publiques/Habitat-logement-accessibilite-solidarite-et-cohesion-sociale/Accessibilite/Le-Registre-d-accessibilite>

#### **Article 5**

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à :

Madame Véronique LECONTE  
Présidente de l'association Revivre

149 avenue Pierre de Coubertin  
53000 LAVAL

Et

Monsieur ROSSIGNOL  
Directeur de l'association Revivre

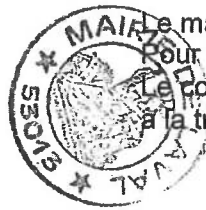
149 avenue Pierre de Coubertin  
53000 LAVAL

#### **Article 6**

Le présent arrêté sera notifié aux intéressés. Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif de Nantes peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 7**

Monsieur le directeur général des services de la Ville, monsieur le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
Le conseiller municipal délégué  
à la tranquillité publique,

Signé : Georges HOYAUX

Notifié le :

Récépissé Préfecture le :

Exécutoire le :

**ARRÊTÉ MUNICIPAL**

**ERP 2021 / 061  
DU 10 MAI 2021**

**VISITE DE SECURITÉ  
AVIS DEFAVORABLE**

**GRAND HOTEL DE PARIS BEST WESTERN**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles L 111-7, L 111-8 à L 111-8-4, L 151-1 à L 152-10 et R 111-19 à R 111-19-3,

Titre II - Sécurité et Protection contre l'Incendie, articles L 131-2, R 123-1 à R 123-55,

Titre V -Contrôle et dispositions pénales, articles R 152-4 et R 152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu le décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public,

Vu notre arrêté n° 172/2020 en date du 14 septembre 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Georges HOYAUX, conseiller municipal délégué à la tranquillité publique : prévention, médiation, sécurité et crises sanitaires,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu les arrêtés du 21 juin 1982 et du 25 octobre 2011 modifiés portant approbation de dispositions modifiant et complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu l'instruction technique n° 246 relative au désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 247 relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 248 relative au système d'alarme,

Vu l'instruction technique n° 249 relative aux façades,

Vu l'arrêté du 2 février 1993 relatif au système de sécurité incendie,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-1471 du 20 décembre 2002 portant application du règlement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours de la Mayenne (articles 123 à 125),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-681 du 17 novembre 2014 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) de la Mayenne.

Vu le procès-verbal de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, en date du 24 novembre 2020, dressé après la visite de ladite commission le 16 novembre 2020,

Vu l'arrêté ERP 2020-126 en date du 1<sup>er</sup> décembre 2020 prononçant un avis défavorable à la poursuite des activités,

Vu l'arrêté ERP 2021-002 en date du 5 janvier 2021 prononçant un avis défavorable à la poursuite des activités,

Vu le courrier de Monsieur Jean Yves TREHEN Gérant de l'hôtel "Grand Hôtel de Paris Best Western", reçu le 6 avril 2021 demandant un délai supplémentaire pour la réalisation complète des prescriptions,

Vu l'arrêté ERP2021-047 en date du 13 avril 2021 prononçant l'avis défavorable,

Vu la demande de levée de l'avis défavorable envoyée au Président de la Commission de Sécurité de L'arrondissement de Laval,

Considérant qu'au vu de l'avis défavorable à la poursuite des activités émis par la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, dans l'établissement Grand Hôtel de Paris Best Western 22 rue de la Paix,

Que, dans l'attente de la réalisation des travaux par l'exploitant, la poursuite des activités doit néanmoins être préservée,

## ARRÊTONS

### Article 1<sup>er</sup>

En application de l'article R 123-52 du Code de la Construction et de l'Habitation, l'exploitant dispose d'un délai mentionné à article 2 à compter de la notification du présent arrêté, pour réaliser les travaux dans l'établissement ci-dessous :

Grand Hôtel de Paris Best Western  
22 rue de la Paix à Laval.

Établissement classé dans les E.R.P. du 1<sup>er</sup> groupe de type "O" avec des activités secondaires du type "N" en catégorie 4 dont l'effectif est de 113 personnes.

A défaut de la réalisation de ces prescriptions dans le délai prévu, il sera fait application de l'article R 123-52 du code de la construction et de l'habitation.

### Article 2

Les **prescriptions à réaliser**, conformément à l'avis de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval seont à effectuer dans un délai de **3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, ainsi qu'il est précisé ci-dessous :

- Lever les observations mentionnées dans le rapport (RVRAT) du bureau de contrôle (article R 123-10).
- Remédier aux observations mentionnées dans le rapport du bureau de contrôle relatif aux installations électriques (article 123-10).

- Supprimer la réserve des matériaux aménagée dans le parking ou créer un local à risque particulier répondant aux conditions d'isolement de l'article CO 28 (article O 5).

- Etendre la détection automatique d'incendie dans la chaufferie et le parking véhicule (article O 19).

- Compléter la formation du personnel par un entraînement à la mise en œuvre du système de sécurité incendie de l'établissement (article O 18).

- Veiller à ce que l'éclairage de sécurité d'évacuation respecte les dispositions suivantes (article O 15) :

- . le flux lumineux doit être au moins de 45 lumens pendant la durée de fonctionnement assignée,
- . les foyers lumineux ne doivent pas être espacés de plus de 15 mètres,
- . les indications de balisage doivent être visibles.

- Veiller en cas de coupure de l'alimentation électrique pendant la présence du public, à maintenir la continuité du service téléphonique du terminal et de la box (réseau fibre ou adsl) permettant la liaison avec les sapeurs-pompiers (article O20).

- Tenir à jour le registre de sécurité (article R123-51).

**- Au terme du délai fixé ci-dessus, l'exploitant attestera sur l'honneur de la réalisation de l'ensemble des prescriptions et transmettra, tous documents utiles.**

### **Article 3**

Les **prescriptions permanentes** à respecter, conformément à l'avis de la commission, sont précisées ci-dessous :

- Maintenir les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap (article R 123-4).

- Faire vérifier les installations techniques par des techniciens qualifiés ou organismes de contrôle agréés suivant les périodicités énoncées ci-dessous :

. Désenfumage :

Tous les ans par un technicien compétent (article DF 10).

. Désenfumage mécanique avec SSI A :

Tous les 3 ans par un organisme agréé (article DF 10 ).

. Chauffage :

Tous les ans (article CH 58).

. Installations de gaz :

Tous les ans (article GZ 30).

. Installations électriques :

Tous les ans (article EL 19).

. Eclairage de sécurité :

Le fonctionnement doit être vérifié chaque jour lorsque l'établissement est ouvert au public et l'ensemble de l'installation doit faire l'objet d'un entretien régulier et périodique (articles EC 14 et EC 15).

. Ascenseurs :

Tous les 5 ans par un organisme ou une personne agréée (article AS 9).

. Portes automatiques :  
Contrat d'entretien (article CO 48).

. S.S.I. - CAT. A (article MS 73) :  
Tous les 3 ans par un organisme agréé.  
Tous les ans par un technicien compétent habilité.

. Moyens de secours (extincteurs-alarme) :  
Tous les ans (article MS 73).

- Maintenir déverrouillées et libres de tout encombrement les issues de secours.
- Tenir à jour le registre de sécurité.

#### **Article 4**

Le demandeur élabore et met à la disposition du public à l'accueil un registre public d'accessibilité conformément aux dispositions du décret n° 2017-431 du 28 mars 2017.

<http://www.mayenne.gouv.fr/Politiques-publiques/Habitat-logement-accessibilite-solidarite-et-cohesion-sociale/Accessibilite/Le-Registre-d-accessibilite>

#### **Article 5**

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à :

Monsieur Jean-Yves TREHEN  
Gérant de l'hôtel "Grand Hôtel de Paris Best Western"

22 rue de la Paix  
53000 LAVAL

#### **Article 6**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé. Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif de Nantes peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **Article 7**

Monsieur le directeur général des services de la Ville, monsieur le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
Le conseiller municipal délégué  
à la tranquillité publique,

Signé : Georges HOYAUX

Notifié le :

Récépissé Préfecture le :

Exécutoire le :

**ARRÊTÉ MUNICIPAL****ERP 2021 / 062  
DU 11 MAI 2021****DEMANDE DE DEROGATIONS AU REGLEMENT DE SECURITE  
ESPACE MAYENNE**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles L 111-7, L 111-8 à L 111-8-4, L 151-1 à L 152-10 et R 111-19 à R 111-19-3,

Titre II - Sécurité et Protection contre l'Incendie, articles L 131-2, R 123-1 à R 123-55,

Titre V - Contrôle et dispositions pénales, articles R 152-4 et R 152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu notre arrêté n° 172/2020 en date du 14 septembre 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Georges HOYAUX, conseiller municipal délégué à la tranquillité publique : prévention, médiation, sécurité et crises sanitaires,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu les arrêtés des 4 juin 1982, 21 juin 1982, 18 novembre 1987 et 5 février 2007 modifiés portant approbation de dispositions modifiant et complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu l'instruction technique n° 246 relative au désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 247 relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 248 relative au système d'alarme,

Vu l'instruction technique n° 249 relative aux façades,

Vu l'arrêté du 2 février 1993 relatif au système de sécurité incendie,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-1471 du 20 décembre 2002 portant application du règlement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours de la Mayenne (articles 123 à 125),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-681 du 17 novembre 2014 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) de la Mayenne.

Vu la demande de dérogations au règlement de sécurité et demandes d'avis, déposée par Monsieur Olivier RICHEFOU, concernant la construction d'un



équipement de spectacles sportifs et événementiels "ESPACE MAYENNE", situé 2 rue Joséphine Baker à Laval,

Vu le procès-verbal de Sous-Commission de la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité, en date du 4 mai 2021,

## ARRÊTONS

### Article 1er

#### Description :

Dans le cadre du projet de construction d'un équipement de spectacles sportifs et événementiels, le maître d'ouvrage sollicite des dérogations au règlement de sécurité sur les points suivants :

Point n°1 : isolement entre des locaux à risques importants et les dégagements accessibles au public,

Point n°2 : désenfumage de la salle secondaire.

En complément, l'avis de la sous-commission de la commission consultative départementale de la sécurité et de l'accessibilité est sollicité sur les 2 points suivants :

Point n° 3 : modification des dégagements de la salle secondaire,

Point n° 4 : classement de la salle secondaire avec des activités secondaires de type "N".

#### Observations :

##### Point n° 1

Les locaux concernés selon l'article L 8 sont : les entrepôts mobiliers et sportifs, la déchetterie, l'atelier et le garage engins.

##### Dispositions prévues dans le dossier :

L'entrepôt mobilier et sportif communique avec la grande salle par l'intermédiaire d'un sas coupe-feu de degré 1 heure (réglementaire) et des blocs-portes coupe-feu de degré 1 heure avec les dégagements menant vers l'extérieur (non-conforme à l'article CO 28).

L'article CO 28 précise que les locaux classés à risques importants ne doivent pas être en communication directe avec les locaux et les dégagements accessibles au public mais par l'intermédiaire d'un sas coupe-feu de degré 1 heure avec des blocs-portes coupe-feu de degré ½ heure équipés de ferme-porte.

##### Observations et analyse du risque

Le maître d'ouvrage précise dans sa demande que les locaux à risques débouchent directement dans des sas largement ventilés (les portes donnant sur l'extérieur sont habillées de vantelles sans parties pleines). Ces sas sont également empruntés par le cheminement du public en cas d'évacuation. En

termes d'analyse du risque, la présence d'une détection automatique d'incendie dans chaque local classé à risques particuliers permet une alarme précoce et donc l'intervention rapide du service de sécurité afin de prendre les premières mesures qui s'imposent. En complément, l'entrepôt mobilier et sportif est équipé d'un équipement de désenfumage. Dans ces conditions, il peut être admis d'isoler les locaux à risques particuliers au moyen de portes coupe-feu de degré 1 heure. Toutefois, il y aura lieu de s'assurer que les portes soient équipées de ferme-porte ou d'un dispositif asservi à la détection automatique d'incendie permettant la fermeture automatique des portes en cas de sinistre.

## Point n°2

### Dispositions prévues dans le dossier

La salle secondaire est désenfumée de façon naturelle et a fait l'objet d'une note de calcul en juin 2017. En phase d'exécution, des exutoires de fumées ont été implantés avec une surface géométrique totale supérieure à la surface totale des amenées d'air. L'instruction technique n° 246 relative au désenfumage dans les établissements recevant du public précise que pour les locaux de superficie supérieure à 1000 m<sup>2</sup> et ne disposant que d'un seul canton, la surface totale des amenées d'air doit être au moins égale à la surface géométrique totale des évacuations de fumées.

### Observation

La nouvelle note de calcul mentionne les éléments suivants :

- Extraction en toiture en classe 3 (type T) : besoin de 17,91 m<sup>2</sup> de surface libre soit 8 exutoires.
- Les 8 exutoires mis en place ont une surface libre de 2,33 m<sup>2</sup> soit un total de 18,64 m<sup>2</sup> et une surface géométrique de 4,77 m<sup>2</sup> entraînant un besoin de 38,16 m<sup>2</sup> pour les amenées d'air.

Dans le projet initial, la superficie des amenées d'air était de 32,90 m<sup>2</sup>. Afin de respecter la réglementation, un apport complémentaire est nécessaire. Pour atteindre cet objectif, le maître d'ouvrage propose la solution suivante :

- l'utilisation d'une porte de la salle en communication avec un dégagement ouvrant sur l'extérieur côté façade nord (3,38 m<sup>2</sup>),
- l'utilisation d'une porte de la salle en communication avec le niveau hall (3,83 m<sup>2</sup>),
- l'utilisation d'une porte de la salle en communication avec le niveau parterre (9,72 m<sup>2</sup>).

L'instruction technique n° 246 relative au désenfumage dans les établissements recevant du public précise que dans le cas d'un désenfumage naturel les amenées d'air peuvent être réalisées par les portes des locaux donnant soit directement sur l'extérieur soit sur des volumes pouvant être largement ventilés. Considérant que les volumes communiquent directement sur l'extérieur et peuvent être largement ventilés, il peut être admis l'utilisation de ces amenées d'air complémentaires.

Point 3 :

Le maître d'ouvrage sollicite l'avis de la sous-commission de la commission consultative départementale de la sécurité et de l'accessibilité pour diminuer la largeur de passage d'une des issues de secours donnant sur la façade nord en passant de 3 à 2 unités de passage.

Le nombre total de dégagements prévus dans le dossier de sécurité pour le parterre de la salle secondaire est de 4 dégagements totalisant 15 unités de passage pour un effectif de 1400 personnes. Règlementairement, pour un tel effectif, les dégagements à prévoir sont de 4 sorties totalisant 14 unités de passage. Dans ces conditions, il peut être admis la suppression d'une unité de passage pour l'ensemble de la salle.

Point n° 4

Le maître d'ouvrage sollicite l'avis de la sous-commission de la commission départementale de la sécurité et de l'accessibilité pour pratiquer sur le parterre de la salle secondaire des activités de restauration sans dépasser la jauge des effectifs déclarés au permis de construire. Compte-tenu des dispositions constructives de cette salle, il peut être admis une activité de restauration. Toutefois, il conviendra d'aménager la salle en respectant les dispositions suivantes :

- Les tables et les sièges doivent être disposés de manière à ménager des chemins de circulation libres en permanence. La largeur des circulations doit être mesurée, les sièges étant en position d'occupation. Si des dégagements secondaires sont établis, ils doivent avoir une largeur minimale de 0,60 m (dans les conditions ci-avant).
- Chaque sortie doit être reliée aux autres sorties de la salle par des dégagements d'une largeur au moins égale à celle de la plus grande sortie de la salle desservie.

**Article 2**

La demande de dérogations au règlement de sécurité et les demandes d'avis à la sous-commission de la commission consultative départementale de la sécurité et de l'accessibilité énoncées ci-dessous :

- l'isolement des locaux à risques particuliers au moyen de portes coupe-feu de degré 1 heure,
- l'utilisation dans le cadre du désenfumage naturel de la salle secondaire d'amenées d'air complémentaires au moyen de portes en communication avec des volumes largement ventilés,
- la suppression d'une unité de passage pour l'ensemble de la salle secondaire,
- l'utilisation du parterre de la salle secondaire pour des activités de restauration.

sont accordées dans l'établissement "Espace Mayenne" 2 rue Joséphine Baker 53000 LAVAL.

- Établissement classé dans les E.R.P. du 1<sup>er</sup> groupe de type "L" avec des activités secondaires de types "X, T, N" en catégorie 1 dont l'effectif est de 5042 personnes.

Effectif du public	: 4810 personnes
Effectif espace scénique	: 100 personnes
Joueurs salle secondaire	: 132 personnes

### Article 3

Les **prescriptions de sécurité à réaliser**, conformément à l'avis de la Sous-Commission de la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité, seront effectuées ainsi qu'il est précisé ci-dessous :

- S'assurer que les portes des locaux "entrepôts mobiliers et sportifs, déchèterie, atelier et garage engins" soient équipées de ferme-porte ou d'un dispositif asservi à la détection automatique d'incendie permettant la fermeture automatique des portes en cas de sinistre (article R 123-13).

- Aménager la salle secondaire lors de manifestations avec restauration en respectant les dispositions suivantes (article R 123-4) :

- . Les tables et les sièges doivent être disposés de manière à ménager des chemins de circulation libres en permanence. La largeur des circulations doit être mesurée, les sièges étant en position d'occupation. Si des dégagements secondaires sont établis, ils doivent avoir une largeur minimale de 0,60 m (dans les conditions ci-avant).

- . Chaque sortie doit être reliée aux autres sorties de la salle par des dégagements d'une largeur au moins égale à celle de la plus grande sortie de la salle desservie.

### Article 4

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à :

Monsieur Olivier RICHEFOU  
Président du Conseil Départemental de la Mayenne

39 rue Mazagran  
53000 LAVAL

Et

Monsieur Eric DUSSOLLIER  
SPL Espace Mayenne  
Directeur Général de l'Espace Mayenne

17 rue Franche Comté  
CS 30512  
53005 Laval Cedex

Et

Monsieur Stéphane GALLIENNE  
Directeur des Bâtiments du Conseil Départemental de la Mayenne

86 rue du Pressoir Salé  
53000 LAVAL

### Article 5

Le présent arrêté sera notifié aux intéressés. Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif de Nantes peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 6**

Monsieur le directeur général des services de la Ville, monsieur le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Signé : Georges HOYAUX

Notifié le :

Récépissé Préfecture le :

Exécutoire le :

**ARRÊTÉ MUNICIPAL****ERP 2021 / 064  
DU 28 MAI 2021****AUTORISATION DE POURSUITE D'ACTIVITÉ  
SECURITÉ****FOYER-RESTAURANT LOUIS RAULT**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles L 111-7, L 111-8 à L 111-8-4, L 151-1 à L 152-10 et R 111-19 à R 111-19-3,

Titre II - Sécurité et Protection contre l'Incendie, articles L 131-2, R 123-1 à R 123-55,

Titre V - Contrôle et dispositions pénales, articles R 152-4 et R 152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu le décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public,

Vu notre arrêté n° 172/2020 en date du 14 septembre 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Georges HOYAUX, conseiller municipal délégué à la tranquillité publique : prévention, médiation, sécurité et crises sanitaires,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu l'arrêté du 21 modifié portant approbation de dispositions modifiant et complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu l'instruction technique n° 246 relative au désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 247 relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 248 relative au système d'alarme,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-1471 du 20 décembre 2002 portant application du règlement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours de la Mayenne (articles 123 à 125),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-681 du 17 novembre 2014 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) de la Mayenne.

Vu le procès-verbal de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, en date du 13 avril 2021, dressé après la visite de ladite Commission le 16 février 2021,

## ARRÊTONS

### Article 1er

Est autorisée la poursuite d'activité de l'établissement ci-dessous :  
Foyer-Restaurant LOUIS RAULT  
Rue du Colonel Heulot à LAVAL.

- Établissement classé dans les E.R.P. du 1<sup>er</sup> groupe du type "N" en catégorie 4 dont l'effectif est de 220 personnes.

### Article 2

Les **prescriptions à réaliser**, conformément à l'avis de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, seront à effectuer, dans un délai de **2 mois** à compter de la notification du présent arrêté, ainsi qu'il est précisé ci-dessous :

- Remédier aux observations mentionnées dans le rapport du bureau de contrôle relatif aux installations gaz (articles R 123-10).
- Entraîner des employés spécialement désignés à la conduite à tenir en cas d'incendie ou d'accident et à la manœuvre des moyens de secours (article MS 48, MS 51 et MS 72).
- Veiller à ce que l'éclairage de sécurité soit visible et lisible de jour comme de nuit (article EC 6).
- Fournir au secrétariat de la commission de sécurité de l'arrondissement de LAVAL le rapport de vérification des installations de désenfumage et lever les éventuelles observations (article R 123-44).
- Veiller au bon fonctionnement des ferme-portes installés sur les blocs-portes (articles R 123-10).
- Débarasser le local électrique de tout encombrement (articles EL 8 et EL 15).
- Rédiger des consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap (articles MS 47).
- Mentionner les exercices d'instruction incendie du personnel sur le registre de sécurité (article MS 51).
- **Au terme du délai fixé ci-dessus, l'exploitant attestera sur l'honneur de la réalisation de l'ensemble des prescriptions et transmettra au service des Etablissements Recevant du Public de la Ville de Laval, tous documents utiles.**

### Article 3

Les **prescriptions permanentes** à respecter, conformément à l'avis de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, sont précisées ci-dessous :

- Maintenir les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap (article R 123-4).

- Faire vérifier les installations techniques par des techniciens qualifiés ou organismes de contrôle agréés suivant les périodicités énoncées ci-dessous :

- . Chauffage :

Tous les ans (article CH 58).

- . Installations de gaz :

Tous les ans (article GZ 30).

- . Installations électriques :

Tous les ans (article EL 19).

- . Eclairage de sécurité :

Le fonctionnement doit être vérifié chaque jour lorsque l'établissement est ouvert au public et l'ensemble de l'installation doit faire l'objet d'un entretien régulier et périodique (articles EC 14 et EC 15).

- . Ascenseurs :

Tous les 5 ans par un organisme ou une personne agréée (article AS 9).

- . Installations des appareils de cuisson et de remise en température (articles GC 21 et 22) :

#### Entretien :

- Les appareils de cuisson et de remise en température doivent être entretenus régulièrement et maintenus en bon état de fonctionnement.

- Une fois par an, il doit être procédé au ramonage des conduits d'évacuation et à la vérification de leur vacuité.

- Pendant la période de fonctionnement, le circuit d'extraction d'air vicié, de buées et de graisses doit être nettoyé complètement, y compris les ventilateurs, au moins une fois par an.

- Les dispositifs de récupération de chaleur disposés dans le circuit d'extraction doivent faire l'objet du même entretien.

- Les filtres doivent être nettoyés aussi souvent que nécessaire et en tout cas au minimum une fois par semaine.

#### Vérifications techniques :

Les installations d'appareils de cuisson ou de remise en température doivent être vérifiées soit par des organismes agréés par le ministère de l'intérieur soit par des techniciens compétents.

Ces vérifications sont faites une fois par an et ont pour objet de s'assurer :

- de l'état de l'entretien et de maintenance des installations et appareils.

- des conditions de ventilation des locaux contenant des appareils de cuisson ou de remise en température.



- des conditions d'évacuation de l'air vicié, des buées et des graisses, fonctionnement de l'installation d'extraction des fumées.

- de la signalisation des dispositifs de sécurité.

- de la manœuvre des dispositifs d'arrêt d'urgence.

. Moyens de secours (extincteurs-alarme) :  
Tous les ans (article MS 73).

---

- Maintenir déverrouillées et libres de tout encombrement les issues de secours.

- Tenir à jour le registre de sécurité.

#### **Article 4**

Le demandeur élabore et met à la disposition du public à l'accueil un registre public d'accessibilité conformément aux dispositions du décret n° 2017-431 du 28 mars 2017.

<http://www.mayenne.gouv.fr/Politiques-publiques/Habitat-logement-accessibilite-solidarite-et-cohesion-sociale/Accessibilite/Le-Registre-d-accessibilite>

---

#### **Article 5**

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à :

Monsieur SONNET  
Chef gérant de Foyer Restaurant Louis Rault

Rue du Colonel Heulot  
53000 LAVAL

Et

Madame COUPE  
Comptable du Foyer Restaurant Louis Rault

Rue du Colonel Heulot  
53000 LAVAL

Et

Monsieur COURBET  
Trésorier du Foyer Restaurant Louis Rault

Rue du Colonel Heulot  
53000 LAVAL

#### **Article 6**

Le présent arrêté sera notifié aux intéressés. Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif de Nantes peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

---

**Article 7**

Monsieur le directeur général des services de la Ville, monsieur le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
Le conseiller municipal délégué  
à la tranquillité publique,

Signé : Georges HOYAUX

Notifié le :

Récépissé Préfecture le :

Exécutoire le :

**ARRÊTÉ MUNICIPAL**

**ERP 2021-065  
DU 9 JUIN 2021**

**VISITE DE SECURITE  
AVIS DEFAVORABLE**

**COMPLEXE SPORTIF CAP FORM ET SALLE DE SPORT URBAN FITNESS**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation,

Titre II - Sécurité et Protection contre l'Incendie, articles L 131-2, R 123-1 à R 123-55,

Titre V -Contrôle et dispositions pénales, articles R 152-4 et R 152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 portant institution de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu notre arrêté n° 172/2020 en date du 14 septembre 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Georges HOYAUX, conseiller municipal délégué à la tranquillité publique : prévention, médiation, sécurité et crises sanitaires,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu les arrêtés des 4 juin 1982, 21 juin 1982, 7 juillet 1983 et 5 février 2007 modifiés portant approbation de dispositions modifiant et complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu l'instruction technique n° 246 relative au désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 247 relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 248 relative au système d'alarme,

Vu l'instruction technique n° 249 relative aux façades,

Vu l'instruction technique n° 263 relative à la construction et au désenfumage des volumes libres intérieurs,

Vu l'arrêté du 2 février 1993 relatif au système de sécurité incendie,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-1471 du 20 décembre 2002 portant application du règlement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours de la Mayenne (articles 123 à 125),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-681 du 17 novembre 2014 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) de la Mayenne.

Vu le procès-verbal de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval de l'arrondissement de Laval, en date du 17 septembre 2020, dressé après la visite de ladite commission,

Vu l'arrête ERP 2020-057 en date 15 juin 2020, prononçant un avis défavorable,

Considérant qu'au vu de l'avis défavorable à la poursuite des activités émis par la commission de sécurité, dans l'établissement Complexe Sportif CAP FORM et Salle de Sport URBAN FITNESS, 64 rue Henri Batard, pour les motifs suivants : équipement du système de sécurité incendie hors service et équipement de chauffage non vérifié depuis 2016,

Que, dans l'attente de la réalisation des travaux, la poursuite des activités doit néanmoins être préservée,

## ARRÊTONS

### Article 1er

En application de l'article R 123-52 du Code de la Construction et de l'Habitation, l'exploitant dispose de délais mentionnés aux article 2 et 3 à compter de la notification du présent arrêté, pour réaliser les travaux dans l'établissement ci-dessous :

Complexe Sportif CAP FORM et Salle de Sport URBAN FITNESS  
64 rue Henri Batard à Laval.

- Établissement classé dans les E.R.P. du 1<sup>er</sup> groupe de type "X" avec des activités secondaires des types "N, P, L" en catégorie 3 dont l'effectif est de 676 personnes.

A défaut de la réalisation de ces prescriptions dans le délai prévu, il sera fait application de l'article R 123 -52 du code de la construction et de l'habitation.

### Article 2

Les **prescriptions à réaliser**, conformément à l'avis de la commission, seront à effectuer dans un délai de **2 mois** à compter de la notification du présent arrêté, ainsi qu'il est précisé ci-dessous :

- Faire vérifier les installations de chauffage (article R 123-43).
- Supprimer la temporisation du déclenchement de l'alarme générale (article MS 66).
- Veiller en présence du public à ce que toutes les portes soient déverrouillées ou puissent s'ouvrir par la manoeuvre facile d'un seul dispositif (crémone ou barre anti-panique) (article CO 45).
- Maintenir constamment accessibles et visibles tous les moyens de secours (extincteurs, commandes de désenfumage, déclencheurs manuel d'alarme, ...) (article MS 39).
- Accrocher l'extincteur du bar à un élément fixe de la construction sans placer la poignée de partage à plus de 1,20 m du sol (article MS 39).
- Supprimer le stockage dans les sas des sorties de secours, le local électrique, la chaufferie et contre la façade côté karting (pneus) (article R 123-6).
- Limiter l'emploi de matériaux combustibles dans la partie technique des pistes de bowling (article R 123-6).

- Boucher les trémies dans le local électrique (article R 123-6).

### Article 3

Le rapport de vérification réglementaire en exploitation triennale du système de sécurité incendie (SSI) en date du 23 septembre 2019, rédigé par l'organisme SOCOTEC, présente des anomalies concernant le fonctionnement du système de détection automatique d'incendie (zones de détection hors service). Le rapport de visite du contrôle du SSI réalisé par l'entreprise BOIBOUVIER en date du 10 août 2020 précise que 5 points de détection sont hors service. En complément :

- tous les détecteurs n'ont pas pu être vérifiés faute d'accessibilité ;
- manque d'audition du signal d'évacuation dans les locaux aérobic, fitness et machinerie des pistes 1 à 8 ;
- le report d'alarme côté Urban Fitness est hors service.

En conséquence

La **prescription à réaliser**, conformément à l'avis de la commission, sera à effectuer dans un délai de **3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, ainsi qu'il est précisé ci-dessous :

- Remettre en état de fonctionnement les équipements du système de sécurité incendie et tenir compte des observations relevées dans les rapports de vérification de l'organisme SOCOTEC et de l'entreprise BOISBOUVIER. A cet effet, à l'issue des travaux, un nouveau rapport rédigé par un organisme agréé devra être transmis au secrétariat de la commission de sécurité (article R 123-10).
- Au terme du délai fixé ci-dessus, l'exploitant attestera sur l'honneur de la réalisation de l'ensemble des prescriptions et transmettra, tous documents utiles.

### Article 4

Les **prescriptions permanentes** à respecter, conformément à l'avis de la commission, sont précisées ci-dessous :

- Maintenir les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap (article R 123-4).
- Faire vérifier les installations techniques par des techniciens qualifiés ou organismes de contrôle agréés, suivant les périodicités énoncées ci-dessous :

Désenfumage :

Tous les ans par un technicien compétent (article DF 10).

. Chauffage :

Tous les ans (article CH 58).

. Installations de gaz :

Tous les ans (article GZ 30).

. Installations électriques :

Tous les ans (article EL 19).

. Eclairage de sécurité :

Le fonctionnement doit être vérifié chaque jour lorsque l'établissement est ouvert au public et l'ensemble de l'installation doit faire l'objet d'un entretien régulier et périodique (articles EC 14 et EC 15).

. S.S.I. - CAT. A : (article MS 73)

Tous les 3 ans par un organisme agréé.

Tous les ans par un technicien compétent habilité.

. Moyens de secours (extincteurs-alarme) :

Tous les ans (article MS 73).

- Maintenir déverrouillées et libres de tout encombrement les issues de secours.

- Tenir à jour le registre de sécurité.

#### Article 5

Le demandeur élabore et met à la disposition du public à l'accueil un registre public d'accessibilité conformément aux dispositions du décret n° 2017-431 du 28 mars 2017.

<http://www.mayenne.gouv.fr/Politiques-publiques/Habitat-logement-accessibilite-solidarite-et-cohesion-sociale/Accessibilite/Le-Registre-d-accessibilite>

#### Article 6

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à :

Monsieur COAT

Exploitant Cap Form

Réfèrent Sécurité Incendie

64 rue Henri Batard

53000 LAVAL

Et

Monsieur Christophe VIGEANT

Exploitant Urban Fitness

64 rue Henri Batard

53000 LAVAL

#### Article 7

L'intéressé dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification pour déposer un recours devant le tribunal administratif de Nantes contre le présent arrêté.

#### Article 8

Monsieur le directeur général des services de la Ville, monsieur le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
Le conseiller municipal délégué  
à la tranquillité publique,

Signé : Georges HOYAUX

Notifié le :

Récépissé Préfecture le :

Exécutoire le :

**ARRÊTÉ MUNICIPAL**

**ERP 2021 / 066  
DU 14 JUIN 2021**

**AUTORISATION D'OUVERTURE  
SECURITÉ**

**MAGASIN FACTORY OUTLET**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles L 111-7, L 111-8 à L 111-8-4, L 151-1 à L 152-10 et R 111-19 à R 111-19-3,

Titre II - Sécurité et Protection contre l'Incendie, articles L 131-2, R 123-1 à R 123-55,

Titre V -Contrôle et dispositions pénales, articles R 152-4 et R 152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu les décrets n° 2006 - 555 en date du 17 mai 2006, n° 2007 - 1327 en date du 11 septembre 2007, n° 2014 - 1326 en date du 5 novembre 2014 et n° 2017 - 431 en date du 28 mars 2017, relatifs à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation modifiant le code de la construction et de l'habitation, et portant sur diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme.

Vu les arrêtés ministériels du 22 mars 2007, du 9 mai 2007, du 11 septembre 2007, du 8 décembre 2014 et du 20 avril 2017, fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-8 et R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements existants recevant du public et des installations existantes ouvertes au public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu l'arrêté du 22 décembre 1981 modifié portant approbation de dispositions modifiant et complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu notre arrêté n° 172/2020 en date du 14 septembre 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Georges HOYAUX, conseiller municipal délégué à la tranquillité publique : prévention, médiation, sécurité et crises sanitaires,

Vu l'instruction technique n° 246 relative au désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 247 relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage,

Vu l'instruction technique n° 248 relative au système d'alarme,

Vu l'instruction technique n° 249 relative aux façades,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-1471 du 20 décembre 2002 portant application du règlement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours de la Mayenne (articles 123 à 125),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-681 du 17 novembre 2014 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) de la Mayenne.

Vu le procès-verbal de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, en date du 11 juin 2021, dressé après la visite de ladite Commission,

Vu le procès-verbal de la Commission d'Arrondissement de la Commission Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité, en date du 11 juin 2021, dressé après la visite de ladite Commission,

### ARRÊTONS

#### Article 1er

Est autorisée l'ouverture de l'établissement ci-dessous **sous réserve que les prescriptions énoncées à l'article 2 et 3 soient réalisées** :

Magasin Factory Outlet  
25 rue Bir Hakeim à LAVAL.

- Établissement classé dans les E.R.P. du 1<sup>er</sup> groupe de type "M" en catégorie 4.

#### Article 2

Les **prescriptions à réaliser**, conformément à l'avis de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, seront à effectuer, **avant l'ouverture**, ainsi qu'il est précisé ci-dessous :

- Tenir à jour le registre de sécurité (article R 123-51).
- Veiller au bon fonctionnement du téléphone d'alerte des secours même en cas de coupure électrique générale (article MS 70).
- Apposer, à chaque entrée du bâtiment, un plan d'intervention conforme à la norme NF X 08-070 (article MS 41).
- Afficher, près du téléphone d'appel des secours, les modalités d'alerte des sapeurs-pompiers (article MS 47).
- Faire vérifier les installations techniques des robinets d'incendie armés (article MS 72).
- **Au terme du délai fixé ci-dessus, l'exploitant attestera sur l'honneur de la réalisation de l'ensemble des prescriptions et transmettra au service des Etablissements Recevant du Public de la Ville de Laval, tous documents utiles.**

#### Article 3

La **prescription d'accessibilité à réaliser** conformément à l'avis de la Commission d'Arrondissement de la Commission Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité sera effectuées, **avant l'ouverture** ainsi qu'il est précisé ci-dessous :

**Dispositions réglementaires des articles de l'arrêté du 8 décembre 2014.**



**Dispositions relatives au stationnement automobile article 3 modifié par arrêté du 28 avril 2017-article 5.**

Le présent article s'applique à tout parc de stationnement automobile intérieur ou extérieur à l'usage du public et dépendant d'un établissement recevant du public ou d'une installation ouverte au public ainsi qu'aux parcs de stationnement en ouvrage, enterrés ou aériens.

*Caractéristiques minimales :*

Les places adaptées pour les personnes handicapées dans des parcs de stationnement automobile répondent aux dispositions suivantes :

Repérage :

Dans le respect des prescriptions définies à l'annexe 3 de l'arrêté du 8 décembre 2014 concernant l'information et la signalisation, les emplacements adaptés et réservés sont signalés.

Chaque place adaptée destinée au public est repérée par un marquage au sol ainsi qu'une signalisation verticale.

Les places de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite reçoivent la signalisation verticale conformément aux dispositions de l'article 3 précité.

- La place de stationnement PMR doit avoir une signalétique verticale et être matérialisée par de la peinture au sol.

**Article 4**

Les **prescriptions permanentes** à respecter, conformément à l'avis de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Laval, sont précisées ci-dessous

- Maintenir les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap (article R 123-4).

- Faire vérifier les installations techniques par des techniciens qualifiés ou organismes de contrôle agréés suivant les périodicités énoncées ci-dessous :

. Désenfumage :

Tous les ans par un technicien compétent (article DF 10).

. Chauffage :

Tous les ans (article CH 58).

. Installations électriques :

Tous les ans (article EL 19).

. Eclairage de sécurité :

Le fonctionnement doit être vérifié chaque jour lorsque l'établissement est ouvert au public et l'ensemble de l'installation doit faire l'objet d'un entretien régulier et périodique (articles EC 14 et EC 15).

. Moyens de secours (extincteurs-alarme) :

Tous les ans (article MS 73).

- Maintenir déverrouillées et libres de tout encombrement les issues de secours.

- Tenir à jour le registre de sécurité.

## Article 5

Le demandeur élabore et met à la disposition du public à l'accueil un registre public d'accessibilité conformément aux dispositions du décret n° 2017-431 du 28 mars 2017.

<http://www.mayenne.gouv.fr/Politiques-publiques/Habitat-logement-accessibilite-solidarite-et-cohesion-sociale/Accessibilite/Le-Registre-d-accessibilite>

## Article 6

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à :

Monsieur David NIVALT  
Gérant du magasin Factory Outlet

53 boulevard Louis Armand  
53940 SAINT-BERTHEVIN

Et

Monsieur Etienne MENARD  
Responsable du magasin Factory Outlet

25 rue Bir Hakeim  
53000 LAVAL.


## Article 7

Le présent arrêté sera notifié aux intéressées. Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif de Nantes peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## Article 8

Monsieur le directeur général des services de la Ville, monsieur le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
Le conseiller municipal délégué  
à la tranquillité publique,



Signé : Georges HOYAUX

Notifié le :

Récépissé Préfecture le :

Exécutoire le :



## ARRÊTÉ MUNICIPAL

**N° DP 2021 - 066  
DU 23 JUIN 2021**

**AUTORISATION INDIVIDUELLE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC SARL  
SANJO CHALET PLACE DU JET D EAU .**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu notre arrêté n° 172 / 2020 en date du 14 septembre 2020 portant délégation de signature à Monsieur Georges Hoyaux, conseiller municipal délégué auprès du maire, chargé de la tranquillité publique,

Vu l'arrêté municipal n° DRP 2017 - 823 en date du 18 décembre 2017 réglementant le stationnement payant,

Vu l'arrêté n° SUI 2021 - 180 en date du 17 mars 2021 portant réglementation du stationnement sur les emplacements réservés et dans les zones de stationnement à durée limitée, dites "zones bleues",

Vu l'arrêté municipal n° SUI 2021 - 437 en date du 01 juin 2021 relatif aux emplacements de stationnement réservés aux personnes handicapées, modifié,

Vu la demande de Monsieur Courvasier Joël de proposer à la vente des glaces à emporter place du jet d'eau.

Considérant qu'à l'occasion de cette demande, l'espace public doit être réglementé,

Qu'il faut autoriser à titre individuel l'occupation de cet espace,

### ARRÊTONS

#### Article 1

Du lundi 28 juin 2021 à partir de 9 h 00 au jeudi 30 septembre 2021, 19 h 00 un chalet de 3 mètres sur 2 mètres est mis à disposition place du jet d'eau

#### Article 2

Monsieur Courvasier Joël, gérant de la SARL Sanjo demeurant 28 bis rue André de Lohéac 53000 Laval, est autorisé à occuper un chalet du lundi 28 juin 2021 à partir de 9 h00 au jeudi 30 septembre 2021, 19 h 00.

#### Article 3

Le commerçant s'engage à n'avoir comme activité principale que la vente de glaces.

**Article 4**

Le commerçant s'engage à être présent régulièrement au minimum cinq jours hebdomadaires de 16 h 00 à 18 h 00.

**Article 5**

Le commerçant s'engage à assurer le chalet et ce qui se trouve à l'intérieur. Il supporte seul, les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qu'il peut causer notamment aux riverains, à leurs biens et au domaine public. La Ville ne pourra être tenue responsable de tout acte de vandalisme.

**Article 6**

Le commerçant devra se raccorder au point d'alimentation électrique fourni par la ville. Un forfait « électricité journalier » lui sera facturé (délibération municipale S420 – PAGFGV – 8- du 14 décembre 2009). Il s'engage à se munir d'un système de récupération pour les eaux usées engendrées par son activité.

**Article 7**

Le commerçant doit tenir son emplacement dans le plus grand état de propreté. Il lui est interdit de déposer des détritrus. Il est responsable des ordures, papiers et emballages provenant de son commerce.

**Article 8**

Tout affichage, objet publicitaire, publicité, logo représentant des marques autres que l'enseigne de l'exploitant ainsi que la sonorisation sont interdits. La nature, la qualité, l'origine, et le prix des produits à vendre, constituent l'affichage autorisé.

**Article 9**

D'une semaine sur l'autre, le commerçant devra impérativement prévenir le régisseur- placier de ses présences hebdomadaires à l'adresse mail suivante : [wilfrid.germain@laval.fr](mailto:wilfrid.germain@laval.fr). Les absences non justifiées par un motif autre qu'un arrêt de travail seront facturées.

**Article 10**

Pendant la crise sanitaire le port du masque est obligatoire, pour les commerçants comme pour les usagers. Les gestes barrières et les mesures de distanciation s'appliquent à tous.

**Article 11**

La ville de Laval se réserve le droit d'annuler l'autorisation d'occupation du domaine public si les règles sanitaires et réglementaires ne sont pas respectées, sans qu'aucun dédommagement de quelque nature que ce soit puisse être réclamé à la Ville de Laval.

**Article 12**

Le versement de la redevance s'effectuera conformément à la délibération municipale du 29 mars 2007 portant les tarifs des autres droits d'occupation du domaine public pour la vente sur la voie public hors marché.

**Article 13**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé. Il peut faire l'objet d'un recours pour

excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif de Nantes peut également être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### Article 14

Monsieur le directeur général des services de la ville, monsieur le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour ampliation,  
et par délégation,  
la directrice générale adjointe  
de la sécurité et des prestations  
administratives

Aurélien Royer

Le maire,  
pour le maire et par délégation  
le conseiller municipal délégué  
à la tranquillité publique

Signé : Georges Hoyaux

Affiché le : 25 JUIN 2021

exécutoire le : 25 JUIN 2021



## ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° DRP 2021-033  
DU 7 MAI 2021

**CENTRE DE VACCINATION SALLE POLYVALENTE - INTERDICTION DE  
STATIONNER**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2212-2, L 2213-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu notre arrêté n° 172/2020 en date du 14 septembre 2020, portant délégation de fonctions à Monsieur Georges Hoyaux, conseiller municipal délégué auprès du maire, chargé de la tranquillité publique,

Vu l'arrêté municipal n° DRP 2017 - 823 en date du 18 décembre 2017, réglementant le stationnement payant,

Vu l'arrêté municipal n° SUI 2021 - 204 en date du 25 mars 2021, relatif aux emplacements de stationnement réservés aux personnes handicapées, modifié,

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19,

Vu la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020, autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,

Vu le décret n° 2021-384 du 2 avril 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,

Vu la volonté de la Ville de Laval de s'associer à cette campagne de vaccination contre la Covid-19,

Considérant qu'à cette occasion, il est nécessaire de réglementer le stationnement,

**ARRÊTONS**

**Article 1er**

L'arrêté municipal n° DRP 2021 - 022 en date du 11 mars 2021 est abrogé.

**Article 2**

Le stationnement sera interdit à tout véhicule :  
du lundi 10 mai 2021 jusqu'à la fin du dispositif

- parking des artistes (derrière la salle polyvalente)
- place de Hercé (sur les six premières travées près de la salle polyvalente)

du lundi au samedi de 8 h à 18 h

**Article 3**

Les panneaux réglementaires d'interdiction de stationner seront mis en place aux endroits voulus par le service de la voirie municipale 48 heures à l'avance pour signaler ces dispositions aux usagers.

**Article 4**

Les véhicules restés en stationnement gênant seront enlevés par l'entreprise de la fourrière des véhicules habilitée à cet effet, et sur réquisition des services de Police, en application de l'article R.417/10 du Code de la Route.

**Article 5**

Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur à dater de la mise en place de la signalisation qui les portera à la connaissance des usagers.

**Article 6**

Les intéressés disposent d'un délai de deux mois à compter de la notification pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif, 6 allée de l'Ile Gloriette à NANTES 44041 Cedex, contre le présent arrêté. Le Tribunal Administratif de Nantes peut également être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 7**

Monsieur le directeur général des services de la ville, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour ampliation,  
et par délégation,  
la directrice générale adjointe  
de la sécurité et des prestations administratives



Aurélie Royer

Le maire,  
pour le maire et par délégation,  
le conseiller municipal délégué  
chargé de la tranquillité publique

Signé : Georges Hoyaux

Affiché le : - 7 MAI 2021  
Exécutoire le : - 7 MAI 2021



## ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° DRP 2021-044  
DU 2 JUIN 2021

# STATIONNEMENT DU MÉDIABUS DE LA BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE SAISON 2021-2022

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2212-2, L 2213-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu notre arrêté n° 172/2020 en date du 14 septembre 2020, portant délégation de fonctions à Monsieur Georges Hoyaux, conseiller municipal délégué auprès du maire, chargé de la tranquillité publique,

Vu l'arrêté municipal n° DRP 2017 - 823 en date du 18 décembre 2017 réglementant le stationnement payant,

Vu l'arrêté municipal n° SUI 2021 - 204 en date du 25 mars 2021, relatif aux emplacements de stationnement réservés aux personnes handicapées, modifié,

Vu la demande présentée par le responsable du service de la Lecture publique,

Considérant qu'à l'occasion de la saison 2021-2022, il est nécessaire de réglementer le stationnement du médiabus,

## ARRÊTONS

### Article 1er

Le médiabus est autorisé à stationner aux lieux et jours suivants :

- avenue Pierre de Coubertin devant l'entrée de l'école Germaine Tillion, de 15h30 à 16h30, **mardi des semaines impaires**,
- rue du Général Ferrié, de 16h30 à 18h00, **mardi des semaines impaires**,
- rue Marcel Cerdan, devant l'entrée de l'école d'Hilard, de 15h30 à 16h30, **mardi des semaines paires**,
- devant la maison de quartier d'Hilard, de 16h30 à 18h00, **mardi des semaines paires**,
- place de la Commune, de 15h30 à 18h00, **mercredi des semaines impaires**,
- devant la maison de quartier des Pommeraies, de 15h30 à 18h00, **mercredi des semaines paires**,
- place Pasteur, devant Planète Mômes, de 15h30 à 16h30, **jeudi des semaines impaires**,
- rue de Provence, de 16h30 à 18h00, **jeudi des semaines impaires**,
- devant la maison de quartier du Pavement, de 15h30 à 18h00, **jeudi des semaines paires**,
- rue de la Gabelle, de 15h30 à 16h45, **vendredi des semaines impaires**,



- devant la maison de quartier de Grenoux, de 16h45 à 18h00, **vendredi des semaines impaires**,
  - devant la maison de quartier d'Avesnières, de 15h30 à 16h45, **vendredi des semaines paires**,
  - rue Jules Trohel, de 16h45 à 18h00, **vendredi des semaines paires**,
  - avenue Robert Buron, près de l'Office de Tourisme, de 10h00 à 11h30, **samedi des semaines paires et impaires**.
- 

#### Article 2

Les panneaux d'interdiction de stationner seront mis en place 48 heures à l'avance, afin de signaler ces dispositions aux usagers.

#### Article 3

Les véhicules restés en stationnement gênant seront enlevés par l'entreprise habilitée à cet effet, et sur réquisition des services de Police, en application de l'article R.417-10 du Code de la Route.

#### Article 4

~~Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur à dater de la mise en place de la signalisation qui les portera à la connaissance des usagers.~~

---

#### Article 5

Les intéressés disposent d'un délai de deux mois à compter de la notification pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif, 6 allée de l'Île Gloriette à NANTES 44041 Cedex, contre le présent arrêté. Le Tribunal Administratif de Nantes peut également être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### Article 6

Monsieur le directeur général des services de la ville, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour ampliation,  
et par délégation,  
la directrice générale adjointe  
de la sécurité et des prestations  
administratives

  
Aurélie Royer

Le maire,  
pour le maire et par délégation,  
le conseiller municipal délégué  
chargé de la tranquillité publique

Signé : Georges Hoyaux

Affiché le : 11 JUIN 2021  
Exécutoire le : 11 JUIN 2021



## ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° SUI 2021-312  
DU 4 MAI 2021

ARRÊTÉ PROVISOIRE DE MODIFICATION DE LA CIRCULATION ET DU  
STATIONNEMENT RUE DU GUÉ D'ORGER (SÉCURISATION SUITE A PÉRIL)

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié relatif à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire),

Vu notre arrêté n° 17/2021 en date du 31 mars 2021 portant délégation de fonctions à Monsieur Yves Letailleur, adjoint au directeur général adjoint services urbains et infrastructures,

Vu les constatations du SDIS en date du 1<sup>er</sup> mai 2021,

Vu l'arrêté municipal n° DRP 2021-031 du 1<sup>er</sup> mai 2021 interdisant de pénétrer et d'occuper l'immeuble situé 56, 58, 60 rue du Gué d'Orger et 1 impasse Pierre-Aimé Renous,

Vu les éléments exposés ci-dessus, il est nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement rue du Gué d'Orger,

## ARRÊTONS

Article 1<sup>er</sup>

A compter du MARDI 4 MAI 2021 et jusqu'au VENDREDI 31 DÉCEMBRE 2021, le stationnement est interdit rue du Gué d'Orger, au droit des n° 56 et 58.

## Article 2

La circulation piétonne est interdite au droit des n° 56 à 60 rue du Gué d'Orger et déviée par le trottoir situé côté impair.

## Article 3

Le cheminement des piétons est dévié et sécurisé par les ateliers municipaux.

## Article 3

Les panneaux réglementaires de signalisation, le barriérage et le balisage du cheminement piétonnier sont mis en place par les ateliers municipaux.

## Article 4

Les véhicules restés en stationnement gênant sont enlevés par l'entreprise habilitée sur réquisition par les services de Police, en application de l'article R417-10 du Code de la Route.

## Article 5

Les panneaux réglementaires d'interdiction de stationner sont mis en place par le demandeur 24 heures avant le début des travaux afin de signaler ces dispositions aux usagers.

**Article 6**

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation qui les portera à la connaissance des usagers.

**Article 7**

Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 8**

Monsieur le directeur général des services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
L'adjoint au DGA des services  
urbains et infrastructures,



Yves Letailleur



## ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° SUI 2021- 341  
DU 17 MAI 2021

**ARRÊTÉ PROVISOIRE DE MODIFICATION DE LA CIRCULATION ET DU  
STATIONNEMENT QUAI SADI CARNOT (CONSTRUCTION D'UN PAVILLON)**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié relatif à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire),

Vu notre arrêté n° 17/2021 en date du 31 mars 2021 portant délégation de fonctions à Monsieur Yves Letailleur, adjoint au directeur général adjoint services urbains et infrastructures,

Vu la demande en date du 12 mai 2021 de l'Entreprise LUCAS CONSTRUCTION demeurant 2 rue René Coty 53950 LOUVERNÉ,

Considérant que l'exécution de travaux de construction d'un pavillon au n°29 quai Sadi Carnot nécessite la réglementation de la circulation et du stationnement dans la dite voie,

**ARRÊTONS**

**Article 1<sup>er</sup>**

Du LUNDI 31 MAI 2021 au MERCREDI 05 JANVIER 2022, le stationnement est interdit quai Sadi Carnot, sur huit emplacements, côté rivière, face au n°29, en fonction des besoins du chantier.

**Article 2**

Un couloir de circulation de 5 mètres minimum est maintenu quai Sadi Carnot.

**Article 3**

La vitesse est limitée à 30km/h quai Sadi Carnot, au droit du chantier.

**Article 4**

Le cheminement des piétons est dévié et sécurisé par l'entreprise chargée des travaux.

**Article 5**

Les panneaux réglementaires de signalisation verticale et horizontale, et le balisage du cheminement piétonnier sont mis en place par l'entreprise chargée des travaux et sous sa responsabilité.

**Article 6**

Les véhicules restés en stationnement gênant sont enlevés par l'entreprise habilitée sur réquisition par les services de Police, en application de l'article R417-10 du Code de la Route.

**Article 7**

Les panneaux réglementaires d'interdiction de stationner sont mis en place par le demandeur 24 heures avant le début des travaux afin de signaler ces dispositions aux usagers.

**Article 8**

L'entrepreneur est chargé d'aviser par écrit dans les 24 heures qui suivent la fin du chantier le Commissariat de Police et le Centre de Secours.

**Article 9**

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation qui les portera à la connaissance des usagers.

**Article 10**

Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 11**

Monsieur le directeur général des services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
L'adjoint au DGA des services  
urbains et infrastructures,



Yves Letailleur



## ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° SUI 2021- 342  
DU 17 MAI 2021

**ARRÊTÉ PROVISOIRE DE MODIFICATION DU STATIONNEMENT QUAI PAUL BOUDET - ANGLE RUE SAINTE-ANNE (CONSTRUCTION D'UN IMMEUBLE)**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié relatif à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire),

Vu notre arrêté n° 17/2021 en date du 31 mars 2021 portant délégation de fonctions à Monsieur Yves Letailleur, adjoint au directeur général adjoint services urbains et infrastructures,

Vu la demande en date du 11 mai 2021 de l'Entreprise LUCAS CONSTRUCTION demeurant 2 rue René Coty 53950 LOUVERNÉ,

Vu les plans de situation fournis par l'entreprise en date du 11 mai 2021,

Considérant que l'exécution de travaux de construction d'un immeuble nécessite la réglementation du stationnement quai Paul Boudet - angle rue Sainte-Anne,

## ARRÊTONS

Article 1<sup>er</sup>

Du MARDI 25 MAI 2021 VENDREDI 31 DÉCEMBRE 2021, le stationnement est interdit quai Paul Boudet (angle rue Sainte-Anne), sur six emplacements, et rue Sainte-Anne, sur six emplacements, au droit du n°18, en fonction des besoins du chantier.

## Article 2

Le cheminement des piétons est dévié et sécurisé par l'entreprise chargée des travaux.

## Article 3

Les panneaux réglementaires de signalisation verticale et horizontale, et le balisage du cheminement piétonnier sont mis en place par l'entreprise chargée des travaux et sous sa responsabilité.

## Article 4

Les véhicules restés en stationnement gênant sont enlevés par l'entreprise habilitée sur réquisition par les services de Police, en application de l'article R417-10 du Code de la Route.

## Article 5

Les panneaux réglementaires d'interdiction de stationner sont mis en place par le demandeur 24 heures avant le début des travaux afin de signaler ces dispositions aux usagers.

**Article 6**

L'entrepreneur est chargé d'aviser par écrit dans les 24 heures qui suivent la fin du chantier le Commissariat de Police et le Centre de Secours.

**Article 7**

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation qui les portera à la connaissance des usagers.

**Article 8**

Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 9**

Monsieur le directeur général des services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
L'adjoint au DGA des services  
urbains et infrastructures,



Yves Letailleur

**ARRÊTÉ MUNICIPAL****N° SUI 2021- 345  
DU 18 MAI 2021****ARRÊTÉ PROVISOIRE DE MODIFICATION DU STATIONNEMENT RUE DU  
LYCÉE (TRAVAUX SUR FAÇADE)**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié relatif à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire),

Vu notre arrêté n° 17/2021 en date du 31 mars 2021 portant délégation de fonctions à Monsieur Yves Letailleur, adjoint au directeur général adjoint services urbains et infrastructures,

Vu la demande en date du 17 mai 2021 de Monsieur Thibault PLUSQUELLEC demeurant 5 rue du Lycée 53000 LAVAL,

Considérant que l'installation d'un échafaudage pour des travaux sur façade au n°5 rue du Lycée nécessite la réglementation du stationnement dans la dite voie,

**ARRÊTONS****Article 1<sup>er</sup>**

Du LUNDI 28 JUIN 2021 au VENDREDI 16 JUILLET 2021, le stationnement est interdit rue du Lycée, sur trois emplacements, au droit du n°5 et n°7, en fonction des besoins du chantier.

**Article 2**

Le cheminement des piétons est dévié et sécurisé par l'entreprise chargée des travaux.

**Article 3**

Les panneaux réglementaires de signalisation et le balisage du cheminement piétonnier sont mis en place par l'entreprise chargée des travaux et sous sa responsabilité.

**Article 4**

Les véhicules restés en stationnement gênant sont enlevés par l'entreprise habilitée sur réquisition par les services de Police, en application de l'article R417-10 du Code de la Route.

**Article 5**

Les panneaux réglementaires d'interdiction de stationner sont mis en place par le demandeur 24 heures avant le début des travaux afin de signaler ces dispositions aux usagers.



**Article 6**

L'entrepreneur est chargé d'aviser par écrit dans les 24 heures qui suivent la fin du chantier le Commissariat de Police et le Centre de Secours.

**Article 7**

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation qui les portera à la connaissance des usagers.

**Article 8**

Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 9**

Monsieur le directeur général des services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
L'adjoint au DGA des services  
urbains et infrastructures,



Yves Letailleur

**ARRÊTÉ MUNICIPAL****N° SUI 2021-361  
DU 27 MAI 2021****ARRÊTÉ PROVISOIRE DE MODIFICATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT RUE DE CLERMONT (TRAVAUX D'AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS)**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié relatif à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire),

Vu notre arrêté n° 043/2020 en date du 3 juillet 2020 portant délégation de fonctions à Monsieur Yoann Château, directeur général adjoint services urbains et infrastructures,

Vu la demande en date du 21 mai 2021 de la SARL JEROME demeurant 9 rue de Terre Rouge 53209 Azé,

Considérant que l'exécution de travaux d'aménagements extérieurs notamment le coulage de béton et la livraison de matériaux au n° 48 rue de Clermont nécessite la réglementation de la circulation et du stationnement dans la dite voie,

**ARRÊTONS****Article 1<sup>er</sup>**

Entre le MARDI 1<sup>er</sup> JUIN 2021 et le VENDREDI 29 OCTOBRE 2021, de 8h45 à 11h30 et de 13h30 à 16h30, la circulation est interdite rue de Clermont, au droit du n° 48, selon les besoins du chantier.

**Article 2**

Une déviation est mise en place par la rue de Nantes, rue du Haut Rocher, boulevard Frédéric Chaplet et rue de la Valette.

**Article 3**

Un camion est autorisé à stationner rue de Clermont, au droit du n° 48, pour chargement et déchargement uniquement.

**Article 4**

Le cheminement des piétons est dévié et sécurisé par le demandeur chargé des travaux.

**Article 5**

Les panneaux réglementaires de signalisation, de déviation et le balisage du cheminement piétonnier sont mis en place par l'entreprise chargée des travaux et sous sa responsabilité.

**Article 6**

Les véhicules restés en stationnement gênant sont enlevés par l'entreprise habilitée sur réquisition par les services de Police, en application de l'article R417-10 du Code de la Route.

**Article 7**

L'entrepreneur est chargé d'aviser par écrit dans les 24 heures qui suivent la fin du chantier le Commissariat de Police et le Centre de Secours.

**Article 8**

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation qui les portera à la connaissance des usagers.

**Article 9**

Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 10**

Monsieur le directeur général des services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
Le DGA des services  
urbains et infrastructures,



Yoann Château



## ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° SUI 2021-370  
DU 1<sup>er</sup> JUIN 2021

ARRÊTÉ PROVISOIRE DE MODIFICATION DU STATIONNEMENT RUE  
AUGUSTE BEUNEUX (CONSTRUCTION D'UN IMMEUBLE)

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié relatif à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire),

Vu notre arrêté n° 17/2021 en date du 31 mars 2021 portant délégation de fonctions à Monsieur Yves Letailleur, adjoint au directeur général adjoint services urbains et infrastructures,

Vu la demande en date du 26 mai 2021 de l'Entreprise HEUDE Bâtiment demeurant 27 avenue de la Libération 53500 Ernée,

Vu le plan d'accès au chantier fourni par l'entreprise en date du 26 mai 2021,

Considérant que l'exécution de travaux de construction d'un immeuble 94 avenue Robert Buron nécessite la réglementation du stationnement rue Auguste Beuneux,

## ARRÊTONS

Article 1<sup>er</sup>

Du LUNDI 7 JUIN 2021 au VENDREDI 31 DÉCEMBRE 2021, le stationnement est interdit rue Auguste Beuneux, au droit du n° 12, sur trois emplacements, pour faciliter l'accès au chantier de construction, en fonction des besoins du chantier.

## Article 2

Le cheminement des piétons est dévié et sécurisé par l'entreprise chargée des travaux.

## Article 3

Les panneaux réglementaires de signalisation et le balisage du cheminement piétonnier sont mis en place par l'entreprise chargée des travaux et sous sa responsabilité.

## Article 4

Les véhicules restés en stationnement gênant sont enlevés par l'entreprise habilitée sur réquisition par les services de Police, en application de l'article R417-10 du Code de la Route.

## Article 5

Les panneaux réglementaires d'interdiction de stationner sont mis en place par le demandeur 24 heures avant le début des travaux afin de signaler ces dispositions aux usagers.

**Article 6**

L'entrepreneur est chargé d'aviser par écrit dans les 24 heures qui suivent la fin du chantier le Commissariat de Police et le Centre de Secours.

**Article 7**

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation qui les portera à la connaissance des usagers.

**Article 8**

Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 9**

Monsieur le directeur général des services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
L'adjoint au DGA des services  
urbains et infrastructures,



Yves Letailleur





accès chantier

STATIONNEMENT  
INTERDIT ACCES CHANTIER

**ARRÊTÉ MUNICIPAL****N° SUI-2021-377  
DU 1<sup>er</sup> JUIN 2021****REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT HORS MARQUAGE AU SOL -  
MODIFICATIF**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'arrêté municipal n° 4304 du 22 décembre 1962 portant réglementation de la circulation et du stationnement dans le centre-ville et les divers arrêtés qui l'ont complété et modifié,

Vu notre arrêté n° 171/2020 en date du 14 septembre 2020 portant délégation de fonctions à Monsieur Geoffrey Begon, adjoint au maire,

Vu notre arrêté n° SUI 2021-207 en date du 25 mars 2021,

Considérant la nécessité de préserver la facilité de circulation dans diverses voies et d'accessibilité des riverains, il est nécessaire de réglementer le stationnement,

**ARRÊTONS****Article 1<sup>er</sup>**

Notre arrêté n° SUI 2021-207 en date du 25 mars 2021 est modifié comme suit :  
le stationnement est interdit hors marquage au sol :

- \* rue du HAMEAU, entre le boulevard Félix Grat et la rue du Préfet Bussièrès,
- \* rue HAUTE-FOLLIS, entre la rue de Bretagne et la rue de Beauvais,
- \* rue du JEU DE PAUME, entre les rues des Déportés et du Val de Mayenne.
- \* rue NEUVE SAINTE-CATHERINE, à l'intersection avec la rue Avoise de Craon,
- \* rue Alexandre RIBOT, entre la rue Haute-Follis et la rue Thomas Naudet,
- \* rue Émile SALMSON,

**Article 2**

La signalisation réglementaire est mise en place par le service de la voirie municipale.

**Article 3**

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation qui les porte à la connaissance des usagers.

**Article 4**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification.



**Article 5**

Monsieur le directeur général des services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le maire,  
Pour le maire et par  
délégation,  
L'adjoint au maire  
délégué à la mobilité urbaine,

Signé : Geoffrey Begon

Affiché le : 11/06/2021



**QUE MODIFIE LE PRÉSENT ARRÊTÉ ?****Ajouts à l'article 1er**

- rue HAUTE-FOLLIS
- rue Alexandre RIBOT



## ARRÊTÉ MUNICIPAL

**N° SUI 2021-378**  
**DU 1<sup>er</sup> JUIN 2021**

## CRÉATION DE ZONES DE RENCONTRE - MODIFICATIF

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6 relatifs aux pouvoirs de police du maire pour les voies situées en agglomération,

Vu le Code de la Route et notamment les articles R 110-2, R 411-3-1 et R 411-25 et R415-11 pris en application du décret n° 2008-754 du 30 juillet 2008 et relatifs aux zones de rencontre,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes modifié, et l'instruction interministérielle de la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977,

Vu notre arrêté n° 171/2020 en date du 14 septembre 2020 portant délégation de fonctions à Monsieur Geoffrey Begon, adjoint au maire,

Vu notre arrêté n° SUI-2020-439 en date du 28 octobre 2020,

Considérant que la vie locale est prépondérante dans les secteurs piétonniers du centre ancien, du centre-ville rive gauche, d'ensembles résidentiels, de diverses rues et est à privilégier par rapport à la circulation automobile pour permettre aux piétons et aux vélos de se déplacer dans de meilleures conditions de sécurité dans ces rues ou portions de rues aménagées aux caractéristiques piétonnières,

## ARRÊTONS

Article 1<sup>er</sup>

Notre arrêté n° SUI-2020-439 en date du 28 octobre 2020 est abrogé et remplacé comme suit :

Des zones de rencontre sont créées dans les secteurs et les diverses voies suivants :

**secteur piétonnier centre ancien :**

- rue du Pin Doré,
- rue des Chevaux,
- rue des Serruriers,
- rue de la Trinité,
- Grande Rue,
- rue de Chapelle,
- plateau piétonnier du Vieux pont, à l'intersection du Vieux pont, des quais Jehan Fouquet et Albert Goupil,
- Vieux pont.

**complété, compte tenu de l'aménagement de la place de la Trémoille, par :**

- places de la Trémoille et des Acacias,
- rue des Déportés,
- rue Pauline et Daniel Oehlert,
- rue Charles Landelle à partir de la porte Beucheresse,
- rue Saint-André,
- rue des Curés,
- rue Renaise,
- rue des Béliers,

- rue du Jeu de Paume,
- place Saint-Tugal.

**secteur piétonnier centre rive gauche :**

- plateau piétonnier du vieux-pont, à l'intersection du vieux-pont, des quais Sadi Carnot et Paul Boudet et de la rue du Pont de Mayenne,
- rue du Pont de Mayenne,
- rue de l'Abbé Angot,
- place Guillaume Le Doyen,
- ruelle Saint-Vénérand.

**axe Crossardière – pont de l'Europe :**

- plateaux piétonniers rue Crossardière, au droit des établissements scolaires,
- plateau piétonnier au droit du square de Boston, intersection avec la cale Gambetta.

**secteur de la gare :**

- parvis de la gare et gare routière, ensemble de la zone située à partir des intersections de la rue des Trois Régiments et de l'avenue du Maréchal Leclerc, de l'avenue du Maréchal Leclerc et de la rue Auguste Beuneux, de l'avenue Robert Buron et du parvis de la gare, de la rue Magenta et du parvis de la gare.

**secteur résidentiel quartier des Pommeraies :**

- rue des Pommeraies,
- place des Pommeraies.

**secteur résidentiel quartier de l'Épine :**

- rue Jules Trohel,
- allée Charles Loyson.

**secteur résidentiel quartier des Fourches :**

- place de l'Abbé de l'Épée.

**secteur résidentiel des Vignes :**

- avenue Pierre de Coubertin, entre les n° 167 et 197.

**secteur résidentiel quartier de Grenoux :**

- rue Robert Hardy,
- rue François Ameline,
- rue Gustave Sinan,
- rue des Évadés de guerre 1939-1945,

**secteur quartier Ferrié :**

- rue Avicenne, des parkings de l'EHPAD jusqu'à la rue de la Gaucherie.

**diverses voies au caractère piétonnier ou de circulation apaisée :**

- rue Astier,
- rue de Bel Air, entre la place du Onze novembre et la rue de Beauregard),
- rue de la Blanchardière,
- quai de Bootz,

- rue Marie-Louise Buron,
- rue de Clermont, entre la rue de Nantes et la rue du Lavoir Saint-Martin,
- sentier du Cormier,
- rue du Dauphin,
- rue du Hameau, entre le boulevard Félix Grat et la rue des Trois Croix,
- rue de l'Abbé Paul Laizé,
- rue du Laurier,
- rue du Lavoir Saint-Martin,
- rue Mazagran, entre la rue Ambroise Paré et la rue des Trois Croix,
- rue Jean Mialle,
- rue Louis Perrin,
- passage du Ponceau,
- rue Saint-Jean, entre la rue Haute-Follis et la rue Bernard Le Pecq (tronçon Nord).

#### Article 2

Conformément à la réglementation en vigueur, la constatation de l'aménagement cohérent et de la mise en place de la signalisation fait l'objet d'un autre arrêté.

#### Article 3

Conformément à l'article R421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication.

#### Article 4

Monsieur le Directeur général des services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
L'adjoint au maire  
délégué à la mobilité urbaine,

Signé : Geoffrey Begon

*Affichage le : 11/06/2021*

**QUE MODIFIE LE PRÉSENT ARRÊTÉ ?****Ajout à l'article 1er**

diverses voies au caractère piétonnier ou de circulation apaisée :

- rue Marie-Louise BURON

**ARRÊTÉ MUNICIPAL****N° SUI 2021 - 379  
DU 1<sup>er</sup> JUIN 2021****EMPLACEMENTS DE STATIONNEMENT RÉSERVÉS AUX PERSONNES  
HANDICAPÉES - MODIFICATIF**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'arrêté municipal n° 4304 du 22 décembre 1962 portant réglementation de la circulation et du stationnement dans le centre-ville et les divers arrêtés qui l'ont complété et modifié,

Vu notre arrêté n° 171/2020 en date du 14 septembre 2020 portant délégation de fonctions à Monsieur Geoffrey Begon, adjoint au maire,

Vu notre arrêté n° SUI-2021-204 du 25 mars 2021,

Considérant qu'il est nécessaire de réserver sur la voie publique ou dans tout autre lieu de stationnement ouvert au public, des emplacements de stationnement aménagés aux véhicules arborant la carte européenne de stationnement,

**ARRÊTONS****Article 1<sup>er</sup>**

Notre arrêté n° SUI-2021-204 du 25 mars 2021 est abrogé et remplacé par les modifications suivantes.

**Article 2**

Des emplacements de stationnement sont réservés aux endroits suivants :

Rue Auguste Alleaume

- 1 alvéole, au milieu du parking, face à l'entrée du centre socio-culturel

Rue Salvador Allende

- 2 alvéoles devant le n° 69, à l'extrémité du parking

Rue d'Amsterdam

- 2 alvéoles à proximité du cimetière

Rue de l'Ancien Évêché

- 1 alvéole sur le parking dans le prolongement de la rue du Marchis

Place des Archives

- 1 alvéole à l'intersection de la rue Noémie Hamard

Rue des Archives

- 1 alvéole à proximité de l'entrée du lycée Douanier Rousseau

Rue Vincent Auriol

- 1 alvéole devant le n° 13

Place d'Avesnières

- 1 alvéole sur le parking central face au n° 16 bis

Quai d'Avesnières

- 1 alvéole au droit du n° 32
- 1 alvéole au droit du n° 46

Rue Simone de Beauvoir

- 1 alvéole au droit du n° 25

Rue André Bellesort

- 2 alvéoles sur le parking derrière le centre commercial
- 2 alvéoles sur le parking du centre sportif

Rue Bessières

- 2 alvéoles au droit du n° 9
- 1 alvéole au droit du n° 13

Rue Achille Bienvenu

- 2 alvéoles devant le n° 9

Place Henri Bisson

- 1 alvéole face au n° 13 dans le parking

Rue de la Blanchardière

- 1 alvéole au droit du n°32

Bois de l'Huisserie

- 2 alvéoles au centre équestre, à proximité du manège

Rue Victor Boissel

- 1 alvéole devant le n° 21
- 1 alvéole au droit du n° 62
- 1 alvéole au droit du n° 62 bis

Avenue Bonaparte

- 2 alvéoles devant le n° 7, de part et d'autre de l'entrée de l'immeuble
- 1 alvéole devant le n° 13
- 2 alvéoles sur le parking face au n° 24
- 1 alvéole sur le parking face au n° 36

Rue du Préfet Bonnefoy

- 2 alvéoles au droit du cabinet médical

Quai de Bootz

- 1 alvéole en bataille dans le parking

Quai Paul Boudet

- 1 alvéole devant la caisse d'allocations familiales
- 1 alvéole devant le bateau lavoir
- 1 alvéole devant le n° 191

Rue Madeleine Brès

- 4 alvéoles sur le parking

Boulevard Brune

- 1 alvéole après le n° 89
- 1 alvéole devant le n° 97
- 2 alvéoles (1 de part et d'autre du n° 104)

**Avenue Robert Buron**

- 2 alvéoles côté impair devant le n° 5 et le n° 27
- 1 alvéole angle sud-ouest du parc Robert Buron
- 1 alvéole devant le n° 61
- 1 alvéole devant le n° 78
- 1 alvéole devant le n° 84

**Rue du Préfet Bussières**

- 1 alvéole côté pair face au n° 3
- 1 alvéole au droit du n° 14

**Allée de Cambrai**

- 2 alvéoles sur le parking, angle quai André Pinçon face à la maison de l'Europe
- 1 alvéole à l'entrée du parking devant la trésorerie générale
- 1 alvéole devant la BNP, en côté de l'accès pour livraison

**Quai Sadi Carnot**

- 1 alvéole devant le n° 5

**Rue Marcel Cerdan**

- 1 alvéole sur le parking situé face au n° 1 rue Guynemer
- 1 alvéole en amont du n° 14
- 1 alvéole, au droit du n° 48

**Allée Jacques Chamaret**

- 1 alvéole au n° 69

**Rue de Champagne**

- 1 alvéole au droit du n° 12

**Rue Chanteloup**

- 1 alvéole au droit du n° 88

**Avenue Chanzy**

- 2 alvéoles à proximité de l'entrée du cimetière de Vaufleury
- 1 alvéole au droit du n° 48
- 1 alvéole au droit du n° 126

**Boulevard Frédéric Chaplet**

- 1 alvéole devant le n° 5
- 1 alvéole au droit de l'accès au n° 9
- 1 alvéole devant l'église Saint-Jean
- 1 alvéole sur le parking situé côté impair face au n° 100

**Rue de la Charité**

- 1 alvéole devant le n° 28

**Rue de Clermont**

- 1 alvéole en épi sur le parking de l'école élémentaire Eugène Hairy

**Place de la Commune**

- 5 alvéoles sur le parking face au n° 15
- 2 alvéoles au droit du n° 41
- 2 alvéoles sur le parking face au n° 55



Passage de Compiègne

- 2 alvéoles devant le n° 16

Allée Corbineau

- 1 alvéole angle nord-ouest du parking
- 2 alvéoles angle nord du parking

Avenue Pierre de Coubertin

- 1 alvéole côté pair face au n° 61 (école Germaine Tillon)
- 3 alvéoles sur le parking du stade Francis Le Basser
- 1 alvéole au droit des n° 109 – 109 bis (CREF – maison des sports)
- 1 alvéole au droit du n° 112 (crèche l'oiseau flûte)
- 1 alvéole devant le n° 161, quartier des Vignes
- 1 alvéole devant le n° 191, quartier des Vignes
- 1 alvéole devant le n° 195
- 1 alvéole au droit de la sortie du parking des Vignes

Place Louis Coulanges

- 1 alvéole au droit du n° 44

Rue Avoise de Craon

- 2 alvéoles devant les n° 24 et 26
- 1 alvéole sur le parking en pignon de l'immeuble situé au n° 47

Rue de la Croix de Pierre

- 1 alvéole devant le n° 4

Rue Crossardière

- 1 alvéole face au n° 24

Rue de la Dacterie

- 1 alvéole sur le parking du Greta
- 1 alvéole devant le n° 75

Rue Jérôme Davost

- 1 alvéole près du n° 11

Rue Davout

- 1 alvéole au droit du n° 9
- 1 alvéole sur le parking, face à la sortie de service de l'immeuble 40
- 1 alvéole en bout du bâtiment sur le parking couvert n° 40
- 1 alvéole dans le parking à proximité de l'allée
- 2 alvéoles, face au débouché du boulevard Jourdan

Allée Michel Denis

- 1 alvéole en face du n° 6

Rue du Dépôt

- 2 alvéoles sur le parking nord de la gare

Allée du Dix Neuf Mars 1962

- 1 alvéole en face du garage n° 17
- 1 alvéole en face du n° 34

## Rue Drouot

- 1 alvéole sur le parking devant le n° 6
- 1 alvéole sur le parking devant le n° 18

## Rue Henry Dunant

- 1 alvéole en pignon du bâtiment situé 2 place Pasteur

## Rue du Docteur Marc Dupré

- 1 alvéole entre le n° 12 et le n° 14
- 1 alvéole sur le parking face au n° 17
- 2 alvéoles sur le parking devant les n° 11 et 11 bis

## Rue Échelle Marteau

- 1 alvéole devant le n° 23 bis

## Rue Albert Einstein

- 12 alvéoles devant la maison départementale de l'autonomie
- 4 alvéoles devant le centre multi-activités
- 2 alvéoles situées au nord du bâtiment du centre multi-activités

## Place de l'Abbé de l'Épée

- 1 alvéole en face du n° 19
- 1 alvéole devant le n° 7

## Rue de l'Épine

- 1 alvéole au droit du n° 37

## Rue de l'Ermitage

- 1 alvéole devant le parking scomam

## Rue Faidherbe

- 1 alvéole devant le n° 6
- 1 alvéole au droit du n° 10

## Rue du Docteur Ferron

- 1 alvéole face au n° 2

## Rue Jules Ferry

- 1 alvéole au droit du n° 10
- 2 alvéoles, côté impair, face au n° 30

## Rue de la Filature

- 1 alvéole au droit du n° 115

## Rue du Colonel Flatters

- 1 alvéole au droit du n° 8
- 1 alvéole au droit du n° 16

## Place du Docteur Fleming

- 2 alvéoles sur le parking devant le n° 13
- 1 alvéole sur le parking face à l'angle de l'immeuble du 20 place Pasteur
- 1 alvéole sur le parking situé à l'arrière de l'immeuble du 20 place Pasteur

## Rue de la Fleurière

- 1 alvéole devant le n° 12

**Rue des Fossés**

- 1 alvéole côté pair face au n° 36
- 1 alvéole devant le n° 45 (stationnement en épis)

**Place Augustine Fouillée**

- 2 alvéoles près de l'entrée de l'école Saint-Exupéry

**Rue de la Fournière**

- 1 alvéole côté pair face aux n° 37-39

**Rue Franche Comté**

- 1 alvéole sous la dalle du parking couvert Saint-Martin, extrémité nord
- 1 alvéole sur le parking découvert jouxtant le parking en ouvrage

**Rue de la Fuye**

- 3 alvéoles au droit de l'entrée principale du collège de Martonne

**Rue de la Gabelle**

- 1 alvéole au droit du n° 2
- 1 alvéole sur le parking situé à l'angle avec les rues des Combattants d'Afrique du Nord et Charles Toutain
- 1 alvéole au droit du n° 57 (maison de quartier de Grenoux)

**Place de la Gare**

- 3 alvéoles devant l'accès principal de la gare

**Parking gare**

- 2 alvéoles niveau 0
- 3 alvéoles niveau -1
- 4 alvéoles niveau -2

**Place du Gast**

- 1 alvéole sur le parking face au n° 4

**Rue de la Gaucherie**

- 3 alvéoles devant les n° 194-210 et 218

**Quai Béatrix de Gâvre**

- 1 alvéole devant le n° 28

**Promenade Géo Ham**

- 2 alvéoles sur le parking du Viaduc, face à la rue de l'Ermitage

**Allée Alphonse Girandier**

- 1 alvéole à droite de l'entrée principale de Habitat jeunes résidence François Peslier

**Rue Marie-Olympe de Gougues**

- 1 alvéole face au n° 8
- 1 alvéole face au n° 30
- 1 alvéole à l'angle du n° 27
- 1 alvéole au droit du n° 86

**Rue des Grands Carrés**

- 1 alvéole au droit du n° 43 (maison de quartier)
- 1 alvéole au droit du n° 46 a

**Boulevard Félix Grat**

- 1 alvéole au droit du n° 39, sur l'allée de desserte du plateau sportif (côté nord)
- 1 alvéole côté internat

**Rue du Gué d'Orger**

- 1 alvéole devant le n° 35

**Rue de la Halle aux Toiles**

- 1 alvéole au niveau du parking des artistes (salle polyvalente)

**Rue Noémie Hamard**

- 1 alvéole au droit du n° 6
- 1 alvéole au droit du n° 15

**Rue Robert Hardy**

- 1 alvéole à droite, à l'entrée du parking
- 1 alvéole à gauche, à l'entrée du parking

**Rue de l'Huissierie**

- 1 alvéole sur le parking côté pair, face au n° 37

**Avenue Kléber**

- 1 alvéole face au n° 48

**Place Hardy de Lévaré**

- 1 alvéole face au n° 31
- 1 alvéole sur le parvis de la cathédrale devant le presbytère
- 1 alvéole, au droit de la statue de Jeanne d'Arc

**Rue du Haut Rocher**

- 1 alvéole sur le parking côté collège
- 1 alvéole au droit du n° 8

**Rue Hébert**

- 2 alvéoles face au n° 6
- 1 alvéole au droit du n° 20
- 1 alvéole en pignon de l'immeuble de n° 71

**Place de Hercé**

- 2 alvéoles devant la salle polyvalente, angle avec la rue du Docteur Ferron
- 2 alvéoles en face de l'allée Adrien Bruneau
- 2 alvéoles devant la salle polyvalente, à gauche de l'entrée principale

**Rue d'Hilard**

- 1 alvéole devant la maison de quartier
- 1 alvéole devant la pharmacie
- 1 alvéole derrière la maison de quartier

**Rue Hoche**

- 1 alvéole devant le n° 19

**Rue Alfred Jarry**

- 1 alvéole angle sud-ouest du parking (en bordure du quai Jehan Fouquet)

**Rue du Jeu de Paume**

- 1 alvéole angle nord-est du parking

**Boulevard Jourdan**

- 2 alvéoles au n° 62 (devant la tour)
- 2 alvéoles au droit de la piscine
- 1 alvéole devant le n° 163

**Boulevard Kellermann**

- 1 alvéole au droit du n° 104
- 1 alvéole en amont du n° 112
- 1 alvéole au droit de l'école Jules Verne
- 1 alvéole au droit du n° 139, à proximité du bâtiment F

**Avenue Kléber**

- 1 alvéole sur le parking, face à la rue Masséna
- 1 alvéole face au n° 48

**Place du Docteur Laënnec**

- 1 alvéole au droit du n° 2
- 1 alvéole au droit du n° 3
- 1 alvéole au droit du n° 10

**Rue de l'Abbé Paul Laizé**

- 1 alvéole face au n° 14bis

**Rue Lannes**

- 1 alvéole face au garage n° 4
- 1 alvéole au droit du n° 39
- 1 alvéole au droit du n° 41
- 1 alvéole au droit du n° 47

**Rue Ernest Laurain**

- 1 alvéole entre les n° 14 et 18

**Rue du Laurier**

- 1 alvéole devant le n° 2
- 1 alvéole devant le n° 18

**Rue Paul Legeay**

- 1 alvéole devant le n° 13

**Rue Bernard Le Pecq**

- 1 alvéole au droit du n° 58

**Rue Myriam Lepert**

- 3 alvéoles face à la pharmacie

**Place du Lieutenant**

- 1 alvéole sur le parking central, côté rue de Cheverus

**Rue du Lieutenant**

- 1 alvéole au droit du n° 3

**Rue des Loges**

- 1 alvéole au droit du n° 1 (école Saint-Pierre)

## Allée Charles Loyson

- 1 alvéole face au n° 10
- 1 alvéole à proximité du n° 18

## Rue du Lycée

- 1 alvéole devant le n° 66

## Rue Mac Donald

- 1 alvéole devant le n° 94
- 2 alvéoles derrière le bâtiment de la poste
- 2 alvéoles dans l'allée face au n° 19 et 23

## Rue Magenta

- 1 alvéole devant l'école Jacques Prévert (face au n° 16)
- 1 alvéole sur le parking, devant l'église Saint-Pierre

## Rue Léonce Malécot

- 1 alvéole sur le parking, à proximité de l'entrée ouest de la maison de quartier des Pommeraies
- 1 alvéole au droit du n° 17

## Rue Mazagran

- 2 alvéoles face à la préfecture

## Place Mendès France

- 1 alvéole côté poste
- 1 alvéole devant le commissariat
- 2 alvéoles angle sud-ouest du parking

## Place Mettmann

- 1 alvéole entrée nord

## Rue Mortier

- 2 alvéoles sur le parking en face du n° 15
- 2 alvéoles en face du n° 32
- 1 alvéole en face du n° 38

## Place Jean Moulin

- 1 alvéole devant le n° 1
- 2 alvéoles face au n° 4
- 1 alvéole devant le n° 8
- 1 alvéole devant le n° 16 (Préfecture)

## Boulevard Murat

- 1 alvéole en face du n° 21b
- 1 alvéole au droit de l'école Badinter,
- 1 alvéole dans la contre-allée devant l'école Badinter,
- 1 alvéole dans le couloir de stationnement de la contre-allée pair du boulevard, à l'extrémité, à hauteur du n° 28
- 1 alvéole à gauche de l'accès au n° 42

## Rue du Maréchal Ney

- 1 alvéole sur le parking côté Oudinot

## Place Notre-Dame

- 1 alvéole devant le n° 4

## Place du Onze Novembre

- 2 alvéoles sur le cours Clémenceau, derrière la stèle (Robert Buron)
- 2 alvéoles angle sud-ouest du parking

## Rue Oudinot

- 1 alvéole devant le n° 29
- 2 alvéoles dans le parking Oudinot à proximité de l'entrée principale
- 1 alvéole face au n° 13

## Rue Pierre et Jean Outin

- 1 alvéole face au n° 13

## Rue de la Paix

- 2 alvéoles dans la contre-allée, au droit du n° 38

## Rue de Paradis

- 2 alvéoles dans le parking public en ouvrage (niveau 0)

## Rue de Paris

- 2 alvéoles à proximité de l'entrée du cimetière Vaufleury
- 1 alvéole face au n° 84

## Place Pasteur

- 1 alvéole face au n° 13 sur le 1<sup>er</sup> emplacement de stationnement
- 1 alvéole sur le parking face au n° 20

## Passage du Pavement

- 1 alvéole en bataille dans le parking au sud derrière le bâtiment 41

## Rue du Pavement

- 2 alvéoles en aval du n° 76, sur le parking

## Rue de la Philipotière

- au droit du n° 26

## Rue Pichot de la Graverie

- 1 alvéole sur le parking, à l'angle avec la rue de Bâclerie

## Quai André Pinçon

- 2 alvéoles en tête de la contre-allée devant le n° 15
- 4 alvéoles en amont du n° 25

## Impasse des Pins

- 1 alvéole, au droit du n° 21

## Place des Pommeraies

- 1 alvéole devant le n° 8

## Allée des Pommiers

- 1 alvéole au droit du n° 12
- 1 alvéole face au n° 21
- 1 alvéole au droit du n° 23

## Boulevard du Pont d'Avesnières

- 1 alvéole au droit du n° 7

## Rue du Pont de Mayenne

- 1 alvéole devant le n° 41
- 1 alvéole devant le n° 65 (à l'angle avec la rue Nicolas Harmand)
- 1 alvéole devant le n° 111

## Rue de Provence

- 1 alvéole face au n° 47, à l'angle sud du parking
- 

## Rue de la Providence

- 1 alvéole face au n° 6, près du portail de l'école Victor Hugo

## Place des Quatre Docteurs Bucquet

- 1 alvéole sur le parking au droit du n° 1

## Rue Renaise

- 1 alvéole devant le n° 53 (angle rue Saint-André)

## Rue de Rennes

- 1 alvéole au droit du n° 90
  - 1 alvéole au droit du n° 12
- 

## Rue Ricordaine

- 1 alvéole devant le n° 10

## Rue du Docteur Roux

- 3 alvéoles, devant le n° 4
- 1 alvéole face au n° 36b
- 1 alvéole sur le parking derrière l'immeuble n° 13

## Rue des Ruisseaux

- 1 alvéole devant le n° 25
- 1 alvéole devant le n° 13

## Rue Royallieu

- 1 alvéole sur le parking à l'extrémité du bâtiment 31/33

## Rue André Saget

- 1 alvéole devant le n° 19
- 1 alvéole devant le n° 25
- 2 alvéoles devant le n° 76
- 1 alvéole devant le n° 88

## Rue Saint-Jean

- 1 alvéole (à l'angle de la propriété située 101 rue Haute-Follis)

## Rue Saint-Nicolas

- 1 alvéole devant le n° 8

## Place Saint-Paul

- 1 alvéole face au n° 1

## Place Saint-Tugal

- 1 alvéole devant le n° 9
  - 1 alvéole en amont de l'impasse du Pilier Vert
-



Rue Sainte-Anne

- 2 alvéoles dans le haut du parking

Rue Sainte-Catherine

- 1 alvéole au droit du n° 27

Impasse Séraphine de Senlis

- 1 alvéole à l'angle du n° 9

Rue Solférino

- 1 alvéole devant le n° 14

Rue Souchu Servinière

- 1 alvéole angle sud-ouest du parking
- 1 alvéole côté sud au centre du parking

Rue Pierre-Teilhard de Chardin

- 1 alvéole au droit du n° 30

Allée de Tibhirine

- 1 alvéole au droit du n° 41

Carrefour au Toiles

- 1 alvéole au droit du n° 18

Place de la Trémoille

- 1 alvéole devant le n° 41 (maison Briand)
- 1 alvéole à droite de l'entrée du porche du vieux château (n° 21)

Rue Jules Trohel

- 1 alvéole derrière la résidence de l'Épine
- 1 alvéole en talon à proximité des conteneurs enterrés
- 1 alvéole devant le n° 7
- 1 alvéole à proximité du n° 12
- 1 alvéole sur le parking en amont du n° 31
- 2 alvéoles devant le n° 40

Rue des Trois Régiments

- 2 alvéoles devant le n° 60

Rue Eugène Varlin

- 2 alvéoles à proximité de l'accès de l'immeuble collectif "E", face au n° 6

Cour du Verger

- 1 alvéole sur le parking, à proximité de la rue de Beausoleil

Rue Victor

- 2 alvéoles sur le parking situé en face du n° 8
- 2 alvéoles sur le parking situé en face du n° 16
- 2 alvéoles sur le parking situé devant le n° 21
- 2 alvéoles sur le parking situé devant le n° 44
- 1 alvéole sur le parking situé en face le n°8 rue Soult

Allée du Vieux Saint-Louis

- 1 alvéole sur le parking situé devant le n° 33
- 1 alvéole sur le parking situé devant le n° 43

Rue du Vieux Saint-Louis

- 1 alvéole sur le parking du Viaduc, face au n° 111

Rue Villiers de l'Isle Adam

- 1 alvéole sur le parking face au n° 21.

### Article 3

La signalisation réglementaire est mise en place par le service de la voirie municipale.

### Article 4

Cet arrêté s'applique également à toutes les activités commerciales disposant de parkings privés ouverts à la circulation publique et ayant créé à leur propre initiative des places réservées PMR signalées réglementairement.

### Article 5

Le stationnement d'un véhicule n'arborant pas la Carte Mobilité Inclusion avec mention "*stationnement pour personnes handicapées*", délivrée en application de l'article L 241-3 du Code de l'action sociale et des familles, sur ces emplacements réservés est considéré comme gênant et constitue une infraction au sens de l'article R.417-11 du code de la route.

### Article 6

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation qui les portera à la connaissance des usagers.

### Article 7

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoirs devant le tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

### Article 8

Monsieur le Directeur général des services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
L'adjoint au maire  
délégué à la mobilité urbaine,

Signé : Geoffrey Begon

Affichage le 11/06/2021

**QUE MODIFIE LE PRÉSENT ARRÊTÉ ?****Ajout d'emplacements (article 2)**

- **rue Noémie HAMARD**  
*(1 alvéole au droit du n° 15)*
- **avenue KLEBER**  
*(face au n° 48)*

**ARRÊTÉ MUNICIPAL**

**N° SUI-2021-380  
DU 1<sup>er</sup> JUIN 2021**

**MISE EN PLACE D'UN PANNEAU STOP CHEMIN DES MERCERIES**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'arrêté municipal n° 4304 du 22 décembre 1962 portant réglementation de la circulation et du stationnement dans le centre-ville et les divers arrêtés qui l'ont complété et modifié,

Vu notre arrêté n° 171/2020 en date du 14 septembre 2020 portant délégation de fonctions à Monsieur Geoffrey Begon, adjoint au maire,

Considérant la nécessité de sécuriser l'intersection chemin des Merceries et rue de la Commanderie, il est nécessaire de réglementer le régime de priorité à l'intersection de ces deux voies,

**ARRÊTONS****Article 1<sup>er</sup>**

Une signalisation "STOP" est mise en place :  
- chemin des Merceries

Voie protégée : rue de la Commanderie.

**Article 2**

La signalisation réglementaire est mise en place par le service de la voirie municipale.

**Article 3**

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation qui les porte à la connaissance des usagers.

**Article 4**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 5**

Monsieur le directeur général des services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
L'adjoint au maire  
délégué à la mobilité urbaine,

Signé : Geoffrey Begon

Affiché le : 11/06/2021

**ARRÊTÉ MUNICIPAL****N° SUI 2021-381  
DU 1<sup>er</sup> JUIN 2021****STATIONNEMENT RÉSERVÉ POUR BORNE DE RECHARGE POUR VÉHICULES  
ÉLECTRIQUES - MODIFICATIF**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'arrêté municipal n° 4304 du 22 décembre 1962 portant réglementation de la circulation et du stationnement dans le centre-ville et les divers arrêtés qui l'ont complété et modifié,

Vu notre arrêté n° 171/2020 en date du 14 septembre 2020 portant délégation de fonctions à Monsieur Geoffrey Begon, adjoint au maire,

Vu notre arrêté n° DRP/2018-679 en date du 7 novembre 2018,

Considérant que pour faciliter l'accès aux bornes de rechargement des véhicules électriques, il est nécessaire de réglementer le stationnement,

**ARRÊTONS****Article 1<sup>er</sup>**

Notre arrêté n° DRP/2018-679 en date du 7 novembre 2018 est modifié comme suit : des emplacements de stationnement sont réservés aux endroits suivants :

- rue Madeleine BRÈS, (2 alvéoles sur le parking),
- place de HERCÉ (2 alvéoles à gauche de l'entrée de la Salle Polyvalente),
- Rue du VIEUX SAINT LOUIS (2 alvéoles sur le parking du Viaduc face au n° 137),

**Article 2**

Les véhicules ne peuvent stationner que le temps nécessaire au rechargement de leur véhicule. Ils doivent ensuite libérer l'emplacement.

**Article 3**

La signalisation réglementaire est mise en place par le service de la voirie municipale.

**Article 4**

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation qui les porte à la connaissance des usagers.

**Article 5**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 6**

Monsieur le directeur général des services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
L'adjoint au maire  
délégué à la mobilité urbaine,



Signé : Geoffrey Begon

Affiché le : 11/06/2021

**QUE MODIFIE LE PRÉSENT ARRÊTÉ ?****Ajout d'emplacements (article 1er)**

**- rue Madeleine BRÈS (2 alvéoles sur le parking)**





## ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° SUI 2021-396  
DU 1<sup>er</sup> JUIN 2021

## MISE EN PLACE D'UNE ZONE DE STATIONNEMENT INTERDIT PLACE HENRI CHANTEUX

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'arrêté municipal n° 4304 du 22 décembre 1962 portant réglementation de la circulation et du stationnement dans le centre-ville et les divers arrêtés qui l'ont complété et modifié,

Vu notre arrêté n° 171/2020 en date du 14 septembre 2020 portant délégation de fonctions à Monsieur Geoffrey Begon, adjoint au maire,

Considérant le besoin de stationnement pendant les cérémonies religieuses et la protection nécessaire des lieux en-dehors des cérémonies,

## ARRÊTONS

Article 1<sup>er</sup>

Le stationnement est interdit place Henri Chanteux, hors cérémonies religieuses.

## Article 2

La signalisation réglementaire est mise en place par le service de la voirie municipale.

## Article 3

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation qui les porte à la connaissance des usagers.

## Article 4

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

## Article 5

Monsieur le directeur général des services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
L'adjoint au maire  
délégué à la mobilité urbaine,

Signé : Geoffrey Begon

Affiché le : 11/06/2021





## ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° SUI-2021-405  
DU 8 JUIN 2021

## MISE EN PLACE DE PANNEAUX "STOP" RUE ALEXANDRE RIBOT

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'arrêté municipal n° 4304 du 22 décembre 1962 portant réglementation de la circulation et du stationnement dans le centre-ville et les divers arrêtés qui l'ont complété et modifié,

Vu notre arrêté n° 171/2020 en date du 14 septembre 2020 portant délégation de fonctions à Monsieur Geoffrey Begon, adjoint au maire,

Considérant l'accroissement du trafic routier et l'augmentation de la vitesse globale des usagers, il est nécessaire d'assurer la sécurité des riverains rue Alexandre Ribot,

## ARRÊTONS

Article 1<sup>er</sup>

Une signalisation "STOP" est mise en place:

- rue Alexandre Ribot, à l'intersection avec la rue Adjudant Deslandes  
Voie protégée : rue Adjudant Deslandes
- rue Alexandre Ribot, à l'intersection avec le passage Adjudant Deslandes  
Voie protégée : passage Adjudant Deslandes.

## Article 2

La signalisation réglementaire est mise en place par le service de la voirie municipale.

## Article 3

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation qui les porte à la connaissance des usagers.

## Article 4

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

## Article 5

Monsieur le directeur général des services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
L'adjoint au maire  
délégué à la mobilité urbaine,

Signé : Geoffrey Begon

Affiché le : 11/06/2021

**ARRÊTÉ MUNICIPAL**

**N° SUI 2021 - 437  
DU 1<sup>er</sup> JUIN 2021**

**EMPLACEMENTS DE STATIONNEMENT RÉSERVÉS AUX PERSONNES  
HANDICAPÉES - MODIFICATIF**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'arrêté municipal n° 4304 du 22 décembre 1962 portant réglementation de la circulation et du stationnement dans le centre-ville et les divers arrêtés qui l'ont complété et modifié,

Vu notre arrêté n° 171/2020 en date du 14 septembre 2020 portant délégation de fonctions à Monsieur Geoffrey Begon, adjoint au maire,

Vu notre arrêté n° SUI-2021-379 du 1<sup>er</sup> juin 2021,

Considérant qu'il est nécessaire de réserver sur la voie publique ou dans tout autre lieu de stationnement ouvert au public, des emplacements de stationnement aménagés aux véhicules arborant la carte européenne de stationnement,

**ARRÊTONS**

**Article 1<sup>er</sup>**

Notre arrêté n° SUI-2021-379 du 1<sup>er</sup> juin 2021 est abrogé et remplacé par les modifications suivantes.

**Article 2**

Des emplacements de stationnement sont réservés aux endroits suivants :

**Rue Auguste Alleaume**

- 1 alvéole, au milieu du parking, face à l'entrée du centre socio-culturel

**Rue Salvador Allende**

- 2 alvéoles devant le n° 69, à l'extrémité du parking

**Rue d'Amsterdam**

- 2 alvéoles à proximité du cimetière

**Rue de l'Ancien Évêché**

- 1 alvéole sur le parking dans le prolongement de la rue du Marchis

**Place des Archives**

- 1 alvéole à l'intersection de la rue Noémie Hamard

**Rue des Archives**

- 1 alvéole à proximité de l'entrée du lycée Douanier Rousseau

**Rue Vincent Auriol**

- 1 alvéole devant le n° 13

**Place d'Avesnières**

- 1 alvéole sur le parking central face au n° 16 bis

Quai d'Avesnières

- 1 alvéole au droit du n° 32
- 1 alvéole au droit du n° 46

Rue Simone de Beauvoir

- 1 alvéole au droit du n° 25

Rue André Bellesort

- 2 alvéoles sur le parking derrière le centre commercial
- 2 alvéoles sur le parking du centre sportif

Rue Bessières

- 2 alvéoles au droit du n° 9
- 1 alvéole au droit du n° 13

Rue Achille Bienvenu

- 2 alvéoles devant le n° 9

Place Henri Bisson

- 1 alvéole face au n° 13 dans le parking

Rue de la Blanchardière

- 1 alvéole au droit du n° 32

Bois de l'Huisserie

- 2 alvéoles au centre équestre, à proximité du manège

Rue Victor Boissel

- 1 alvéole devant le n° 21
- 1 alvéole au droit du n° 62
- 1 alvéole au droit du n° 62 bis

Avenue Bonaparte

- 2 alvéoles devant le n° 7, de part et d'autre de l'entrée de l'immeuble
- 1 alvéole devant le n° 13
- 2 alvéoles sur le parking face au n° 24
- 1 alvéole sur le parking face au n° 36

Rue du Préfet Bonnefoy

- 2 alvéoles au droit du cabinet médical

Quai de Bootz

- 1 alvéole en bataille dans le parking

Quai Paul Boudet

- 1 alvéole devant la caisse d'allocations familiales
- 1 alvéole devant le bateau lavoir
- 1 alvéole devant le n° 191

Rue Madeleine Brès

- 4 alvéoles sur le parking

Boulevard Brune

- 1 alvéole après le n° 89
- 1 alvéole devant le n° 97
- 2 alvéoles (1 de part et d'autre du n° 104)

## Avenue Robert Buron

- 2 alvéoles côté impair devant le n° 5 et le n° 27
  - 1 alvéole angle sud-ouest du parc Robert Buron
  - 1 alvéole devant le n° 61
  - 1 alvéole devant le n° 78
  - 1 alvéole devant le n° 84
- 

## Rue du Préfet Bussièrès

- 1 alvéole côté pair face au n° 3
- 1 alvéole au droit du n° 14

## Allée de Cambrai

- 2 alvéoles sur le parking, angle quai André Pinçon face à la maison de l'Europe
- 1 alvéole à l'entrée du parking devant la trésorerie générale
- 1 alvéole devant la BNP, en côté de l'accès pour livraison

## Quai Sadi Carnot

- 1 alvéole devant le n° 5
- 

## Rue Marcel Cerdan

- 1 alvéole sur le parking situé face au n° 1 rue Guynemer
- 1 alvéole en amont du n° 14
- 1 alvéole, au droit du n° 48

## Allée Jacques Chamaret

- 1 alvéole au n° 69

## Rue de Champagne

- 1 alvéole au droit du n° 12

## Rue Chanteloup

- 1 alvéole au droit du n° 88

## Avenue Chanzy

- 2 alvéoles à proximité de l'entrée du cimetière de Vaufleury
- 1 alvéole au droit du n° 48
- 1 alvéole au droit du n° 126

## Boulevard Frédéric Chaplet

- 1 alvéole devant le n° 5
- 1 alvéole au droit de l'accès au n° 9
- 1 alvéole devant l'église Saint-Jean
- 1 alvéole sur le parking situé côté impair face au n° 100

## Rue de la Charité

- 1 alvéole devant le n° 28

## Rue de Clermont

- 1 alvéole en épi sur le parking de l'école élémentaire Eugène Hairy

## Place de la Commune

- 5 alvéoles sur le parking face au n° 15
  - 2 alvéoles au droit du n° 41
  - 2 alvéoles sur le parking face au n° 55
-

Passage de Compiègne

- 2 alvéoles devant le n° 16

Allée Corbineau

- 1 alvéole angle nord-ouest du parking
- 2 alvéoles angle nord du parking

Avenue Pierre de Coubertin

- 1 alvéole côté pair face au n° 61 (école Germaine Tillon)
- 3 alvéoles sur le parking du stade Francis Le Basser
- 1 alvéole au droit des n° 109 – 109 bis (CREF – maison des sports)
- 1 alvéole au droit du n° 112 (crèche l'oiseau flûte)
- 1 alvéole devant le n° 161, quartier des Vignes
- 1 alvéole devant le n° 191, quartier des Vignes
- 1 alvéole devant le n° 195
- 1 alvéole au droit de la sortie du parking des Vignes
- 10 alvéoles côté impair (à proximité de l'accès au stade Francis Le Basser)

Place Louis Coulanges

- 1 alvéole au droit du n° 44

Rue Avoise de Craon

- 2 alvéoles devant les n° 24 et 26
- 1 alvéole sur le parking en pignon de l'immeuble situé au n° 47

Rue de la Croix de Pierre

- 1 alvéole devant le n° 4

Rue Crossardière

- 1 alvéole face au n° 24

Rue de la Dacterie

- 1 alvéole sur le parking du Greta
- 1 alvéole devant le n° 75

Rue Jérôme Davost

- 1 alvéole près du n° 11

Rue Davout

- 1 alvéole au droit du n° 9
- 1 alvéole sur le parking, face à la sortie de service de l'immeuble 40
- 1 alvéole en bout du bâtiment sur le parking couvert n° 40
- 1 alvéole dans le parking à proximité de l'allée
- 2 alvéoles, face au débouché du boulevard Jourdan

Allée Michel Denis

- 1 alvéole en face du n° 6

Rue du Dépôt

- 2 alvéoles sur le parking nord de la gare

Allée du Dix Neuf Mars 1962

- 1 alvéole en face du garage n° 17
- 1 alvéole en face du n° 34

## Rue Drouot

- 1 alvéole sur le parking devant le n° 6
- 1 alvéole sur le parking devant le n° 18

## Rue Henry Dunant

- 1 alvéole en pignon du bâtiment situé 2 place Pasteur
- 

## Rue du Docteur Marc Dupré

- 1 alvéole entre le n° 12 et le n° 14
- 1 alvéole sur le parking face au n° 17
- 2 alvéoles sur le parking devant les n° 11 et 11 bis

## Rue Échelle Marteau

- 1 alvéole devant le n° 23 bis

## Rue Albert Einstein

- 12 alvéoles devant la maison départementale de l'autonomie
  - 4 alvéoles devant le centre multi-activités
  - 2 alvéoles situées au nord du bâtiment du centre multi-activités
- 

## Place de l'Abbé de l'Épée

- 1 alvéole en face du n° 19
- 1 alvéole devant le n° 7

## Rue de l'Épine

- 1 alvéole au droit du n° 37

## Rue de l'Ermitage

- 1 alvéole devant le parking scomam

## Rue Faidherbe

- 1 alvéole devant le n° 6
- 1 alvéole au droit du n° 10

## Rue du Docteur Ferron

- 1 alvéole face au n° 2

## Rue Jules Ferry

- 1 alvéole au droit du n° 10
- 2 alvéoles, côté impair, face au n° 30

## Rue de la Filature

- 1 alvéole au droit du n° 115

## Rue du Colonel Flatters

- 1 alvéole au droit du n° 8
- 1 alvéole au droit du n° 16

## Place du Docteur Fleming

- 2 alvéoles sur le parking devant le n° 13
- 1 alvéole sur le parking face à l'angle de l'immeuble du 20 place Pasteur
- 1 alvéole sur le parking situé à l'arrière de l'immeuble du 20 place Pasteur

## Rue de la Fleurière

- 1 alvéole devant le n° 12
-

## Rue des Fossés

- 1 alvéole côté pair face au n° 36
- 1 alvéole devant le n° 45 (stationnement en épis)

## Place Augustine Fouillée

- 2 alvéoles près de l'entrée de l'école Saint-Exupéry

## Rue de la Fournière

- 1 alvéole côté pair face aux n° 37-39

## Rue Franche Comté

- 1 alvéole sous la dalle du parking couvert Saint-Martin, extrémité nord
- 1 alvéole sur le parking découvert jouxtant le parking en ouvrage

## Rue de la Fuye

- 3 alvéoles au droit de l'entrée principale du collège de Martonne

## Rue de la Gabelle

- 1 alvéole au droit du n° 2
- 1 alvéole sur le parking situé à l'angle avec les rues des Combattants d'Afrique du Nord et Charles Toutain
- 1 alvéole au droit du n° 57 (maison de quartier de Grenoux)

## Place de la Gare

- 3 alvéoles devant l'accès principal de la gare

## Parking gare

- 2 alvéoles niveau 0
- 3 alvéoles niveau -1
- 4 alvéoles niveau -2

## Place du Gast

- 1 alvéole sur le parking face au n° 4

## Rue de la Gaucherie

- 3 alvéoles devant les n° 194-210 et 218

## Quai Béatrix de Gâvre

- 1 alvéole devant le n° 28

## Promenade Géo Ham

- 2 alvéoles sur le parking du Viaduc, face à la rue de l'Ermitage

## Allée Alphonse Girandier

- 1 alvéole à droite de l'entrée principale de Habitat jeunes résidence François Peslier

## Rue Marie-Olympe de Gouges

- 1 alvéole face au n° 8
- 1 alvéole face au n° 30
- 1 alvéole à l'angle du n° 27
- 1 alvéole au droit du n° 86

## Rue des Grands Carrés

- 1 alvéole au droit du n° 43 (maison de quartier)
- 1 alvéole au droit du n° 46 a

## Boulevard Félix Grat

- 1 alvéole au droit du n° 39, sur l'allée de desserte du plateau sportif (côté nord)
- 1 alvéole côté internat

## Rue du Gué d'Orger

- 1 alvéole devant le n° 35
- 

## Rue de la Halle aux Toiles

- 1 alvéole au niveau du parking des artistes (salle polyvalente)

## Rue Noémie Hamard

- 1 alvéole au droit du n° 6
- 1 alvéole au droit du n° 15

## Rue Robert Hardy

- 1 alvéole à droite, à l'entrée du parking
  - 1 alvéole à gauche, à l'entrée du parking
- 

## Rue de l'Huisserie

- 1 alvéole sur le parking côté pair, face au n° 37

## Avenue Kléber

- 1 alvéole face au n° 48

## Place Hardy de Lévaré

- 1 alvéole face au n° 31
- 1 alvéole sur le parvis de la cathédrale devant le presbytère
- 1 alvéole, au droit de la statue de Jeanne d'Arc

## Rue du Haut Rocher

- 1 alvéole sur le parking côté collège
- 1 alvéole au droit du n° 8

## Rue Hébert

- 2 alvéoles face au n° 6
- 1 alvéole au droit du n° 20
- 1 alvéole en pignon de l'immeuble de n° 71

## Place de Hercé

- 2 alvéoles devant la salle polyvalente, angle avec la rue du Docteur Ferron
- 2 alvéoles en face de l'allée Adrien Bruneau
- 2 alvéoles devant la salle polyvalente, à gauche de l'entrée principale

## Rue d'Hilard

- 1 alvéole devant la maison de quartier
- 1 alvéole devant la pharmacie
- 1 alvéole derrière la maison de quartier

## Rue Hoche

- 1 alvéole devant le n° 19

## Rue Alfred Jarry

- 1 alvéole angle sud-ouest du parking (en bordure du quai Jehan Fouquet)

## Rue du Jeu de Paume

- 1 alvéole angle nord-est du parking
-



## Boulevard Jourdan

- 2 alvéoles au n° 62 (devant la tour)
- 2 alvéoles au droit de la piscine
- 1 alvéole devant le n° 163

## Boulevard Kellermann

- 1 alvéole au droit du n° 104
- 1 alvéole en amont du n° 112
- 1 alvéole au droit de l'école Jules Verne
- 1 alvéole au droit du n° 139, à proximité du bâtiment F

## Avenue Kléber

- 1 alvéole sur le parking, face à la rue Masséna
- 1 alvéole face au n° 48

## Place du Docteur Laënnec

- 1 alvéole au droit du n° 2
- 1 alvéole au droit du n° 3
- 1 alvéole au droit du n° 10

## Rue de l'Abbé Paul Laizé

- 1 alvéole face au n° 14bis

## Rue Lannes

- 1 alvéole face au garage n° 4
- 1 alvéole au droit du n° 39
- 1 alvéole au droit du n° 41
- 1 alvéole au droit du n° 47

## Rue Ernest Laurain

- 1 alvéole entre les n° 14 et 18

## Rue du Laurier

- 1 alvéole devant le n° 2
- 1 alvéole devant le n° 18

## Rue Paul Legeay

- 1 alvéole devant le n° 13

## Rue Bernard Le Pecq

- 1 alvéole au droit du n° 58

## Rue Myriam Lepert

- 3 alvéoles face à la pharmacie

## Place du Lieutenant

- 1 alvéole sur le parking central, côté rue de Cheverus

## Rue du Lieutenant

- 1 alvéole au droit du n° 3

## Rue des Loges

- 1 alvéole au droit du n° 1 (école Saint-Pierre)

## Allée Charles Loyson

- 1 alvéole face au n° 10
- 1 alvéole à proximité du n° 18

## Rue du Lycée

- 1 alvéole devant le n° 66
- 

## Rue Mac Donald

- 1 alvéole devant le n° 94
- 2 alvéoles derrière le bâtiment de la poste
- 2 alvéoles dans l'allée face au n° 19 et 23

## Rue Magenta

- 1 alvéole devant l'école Jacques Prévert (face au n° 16)
- 1 alvéole sur le parking, devant l'église Saint-Pierre

## Rué Léonce Malécot

- 1 alvéole sur le parking, à proximité de l'entrée ouest de la maison de quartier des Pommeraies
  - 1 alvéole au droit du n° 17
- 

## Rue Mazagran

- 2 alvéoles face à la préfecture

## Place Mendès France

- 1 alvéole côté poste
- 1 alvéole devant le commissariat
- 2 alvéoles angle sud-ouest du parking

## Place Mettmann

- 1 alvéole entrée nord

## Rue Mortier

- 2 alvéoles sur le parking en face du n° 15
- 2 alvéoles en face du n° 32
- 1 alvéole en face du n° 38

## Place Jean Moulin

- 1 alvéole devant le n° 1
- 2 alvéoles face au n° 4
- 1 alvéole devant le n° 8
- 1 alvéole devant le n° 16 (Préfecture)

## Boulevard Murat

- 1 alvéole en face du n° 21b
- 1 alvéole au droit de l'école Badinter,
- 1 alvéole dans la contre-allée devant l'école Badinter,
- 1 alvéole dans le couloir de stationnement de la contre-allée pair du boulevard, à l'extrémité, à hauteur du n° 28
- 1 alvéole à gauche de l'accès au n° 42

## Rue du Maréchal Ney

- 1 alvéole sur le parking côté Oudinot

## Place Notre-Dame

- 1 alvéole devant le n° 4
-

## Place du Onze Novembre

- 2 alvéoles sur le cours Clémenceau, derrière la stèle (Robert Buron)
- 2 alvéoles angle sud-ouest du parking

## Rue Oudinot

- 1 alvéole devant le n° 29
- 2 alvéoles dans le parking Oudinot à proximité de l'entrée principale
- 1 alvéole face au n° 13

## Rue Pierre et Jean Outin

- 1 alvéole face au n° 13

## Rue de la Paix

- 2 alvéoles dans la contre-allée, au droit du n° 38

## Rue de Paradis

- 2 alvéoles dans le parking public en ouvrage (niveau 0)

## Rue de Paris

- 2 alvéoles à proximité de l'entrée du cimetière Vaufleury
- 1 alvéole face au n° 84

## Place Pasteur

- 1 alvéole face au n° 13 sur le 1<sup>er</sup> emplacement de stationnement
- 1 alvéole sur le parking face au n° 20

## Passage du Pavement

- 1 alvéole en bataille dans le parking au sud derrière le bâtiment 41

## Rue du Pavement

- 2 alvéoles en aval du n° 76, sur le parking

## Rue de la Philipotière

- au droit du n° 26

## Rue Pichot de la Graverie

- 1 alvéole sur le parking, à l'angle avec la rue de Bâclerie

## Quai André Pinçon

- 2 alvéoles en tête de la contre-allée devant le n° 15
- 4 alvéoles en amont du n° 25

## Impasse des Pins

- 1 alvéole, au droit du n° 21

## Place des Pommeraies

- 1 alvéole devant le n° 8

## Allée des Pommiers

- 1 alvéole au droit du n° 12
- 1 alvéole face au n° 21
- 1 alvéole au droit du n° 23

## Boulevard du Pont d'Avesnières

- 1 alvéole au droit du n° 7

## Rue du Pont de Mayenne

- 1 alvéole devant le n° 41
- 1 alvéole devant le n° 65 (à l'angle avec la rue Nicolas Harmand)
- 1 alvéole devant le n° 111

## Rue de Provence

- 1 alvéole face au n° 47, à l'angle sud du parking

## Rue de la Providence

- 1 alvéole face au n° 6, près du portail de l'école Victor Hugo

## Place des Quatre Docteurs Bucquet

- 1 alvéole sur le parking au droit du n° 1

## Rue Renaise

- 1 alvéole devant le n° 53 (angle rue Saint-André)

## Rue de Rennes

- 1 alvéole au droit du n° 90
- 1 alvéole au droit du n° 12

## Rue Ricordaine

- 1 alvéole devant le n° 10

## Rue du Docteur Roux

- 3 alvéoles, devant le n° 4
- 1 alvéole face au n° 36b
- 1 alvéole sur le parking derrière l'immeuble n° 13

## Rue des Ruisseaux

- 1 alvéole devant le n° 25
- 1 alvéole devant le n° 13

## Rue Royallieu

- 1 alvéole sur le parking à l'extrémité du bâtiment 31/33

## Rue André Saget

- 1 alvéole devant le n° 19
- 1 alvéole devant le n° 25
- 2 alvéoles devant le n° 76
- 1 alvéole devant le n° 88

## Rue Saint-Jean

- 1 alvéole (à l'angle de la propriété située 101 rue Haute-Follis)

## Rue Saint-Nicolas

- 1 alvéole devant le n° 8

## Place Saint-Paul

- 1 alvéole face au n° 1

## Place Saint-Tugal

- 1 alvéole devant le n° 9
- 1 alvéole en amont de l'impasse du Pilier Vert

Rue Sainte-Anne

- 2 alvéoles dans le haut du parking

Rue Sainte-Catherine

- 1 alvéole au droit du n° 27

---

Impasse Séraphine de Senlis

- 1 alvéole à l'angle du n° 9

Rue Solférino

- 1 alvéole devant le n° 14

Rue Souchu Servinière

- 1 alvéole angle sud-ouest du parking
- 1 alvéole côté sud au centre du parking

Rue Pierre-Teilhard de Chardin

- 1 alvéole au droit du n° 30

---

Allée de Tibhirine

- 1 alvéole au droit du n° 41

Carrefour au Toiles

- 1 alvéole au droit du n° 18

Place de la Trémouille

- 1 alvéole devant le n° 41 (maison Briand)
- 1 alvéole à droite de l'entrée du porche du vieux château (n° 21)

Rue Jules Trohel

- 1 alvéole derrière la résidence de l'Épine
- 1 alvéole en talon à proximité des conteneurs enterrés
- 1 alvéole devant le n° 7
- 1 alvéole à proximité du n° 12
- 1 alvéole sur le parking en amont du n° 31
- 2 alvéoles devant le n° 40

Rue des Trois Régiments

- 2 alvéoles devant le n° 60

Rue Eugène Varlin

- 2 alvéoles à proximité de l'accès de l'immeuble collectif "E", face au n° 6

Cour du Verger

- 1 alvéole sur le parking, à proximité de la rue de Beausoleil

Rue Victor

- 2 alvéoles sur le parking situé en face du n° 8
- 2 alvéoles sur le parking situé en face du n° 16
- 2 alvéoles sur le parking situé devant le n° 21
- 2 alvéoles sur le parking situé devant le n° 44
- 1 alvéole sur le parking situé en face le n°8 rue Soult

Allée du Vieux Saint-Louis

- 1 alvéole sur le parking situé devant le n° 33
  - 1 alvéole sur le parking situé devant le n° 43
-

Rue du Vieux Saint-Louis

- 1 alvéole sur le parking du Viaduc, face au n° 111

Rue Villiers de l'Isle Adam

- 1 alvéole sur le parking face au n° 21.

---

Article 3

La signalisation réglementaire est mise en place par le service de la voirie municipale.

Article 4

Cet arrêté s'applique également à toutes les activités commerciales disposant de parkings privés ouverts à la circulation publique et ayant créé à leur propre initiative des places réservées PMR signalées réglementairement.

Article 5

Le stationnement d'un véhicule n'arborant pas la Carte Mobilité Inclusion avec mention "*stationnement pour personnes handicapées*", délivrée en application de l'article L 241-3 du Code de l'action sociale et des familles, sur ces emplacements réservés est considéré comme gênant et constitue une infraction au sens de l'article R.417-11 du code de la route.

Article 6

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation qui les portera à la connaissance des usagers.

Article 7

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoirs devant le tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 8

Monsieur le Directeur général des services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
L'adjoint au maire  
délégué à la mobilité urbaine,

Signé Geoffrey Begon

*Affichage le : 22 juin 2021*

---

**QUE MODIFIE LE PRÉSENT ARRÊTÉ ?****Ajout d'emplacements (article 2)**

- **avenue Pierre DE COUBERTIN**  
*(10 alvéoles)*

**ARRÊTÉ MUNICIPAL****N° SUI 2021- 439  
DU 17 JUIN 2021****ARRÊTÉ PROVISOIRE DE MODIFICATION DU STATIONNEMENT RUE DU  
HAMEAU (DÉMÉNAGEMENT)**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié relatif à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire),

Vu notre arrêté n° 17/2021 en date du 31 mars 2021 portant délégation de fonctions à Monsieur Yves Letailleur, adjoint au directeur général adjoint services urbains et infrastructures,

Vu la demande en date du 15 juin 2021 de l'Entreprise MEDINI demeurant ZI de La Chambrouillère 53960 BONCHAMP LES LAVAL,

Considérant que l'exécution de travaux de ravalement de façade au n°24 rue du Hameau nécessite la réglementation du stationnement dans la dite voie,

**ARRÊTONS****Article 1<sup>er</sup>**

Du LUNDI 05 JUILLET 2021 au VENDREDI 17 SEPTEMBRE 2021, le stationnement est interdit rue du Hameau, sur six emplacements, du n°21 au n°23, pour la libre circulation des véhicules, l'échafaudage étant stationné côté pair.

**Article 2**

Les panneaux réglementaires de signalisation et le balisage du cheminement piétonnier sont mis en place par l'entreprise chargée des travaux et sous sa responsabilité.

**Article 3**

Les véhicules restés en stationnement gênant sont enlevés par l'entreprise habilitée sur réquisition par les services de Police, en application de l'article R417-10 du Code de la Route.

**Article 4**

Les panneaux réglementaires d'interdiction de stationner sont mis en place par le demandeur 24 heures avant le début des travaux afin de signaler ces dispositions aux usagers.

**Article 5**

L'entrepreneur est chargé d'aviser par écrit dans les 24 heures qui suivent la fin du chantier le Commissariat de Police et le Centre de Secours.



**Article 6**

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation qui les portera à la connaissance des usagers.

**Article 7**

Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 8**

Monsieur le directeur général des services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
L'adjoint au DGA des services  
urbains et infrastructures,

Yves Letailleur



## ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° SUI 2021-444  
DU 18 JUIN 2021

**ARRÊTÉ PROVISOIRE DE MODIFICATION DE LA CIRCULATION RUE DE LA FILATURE (TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT ET D'ÉLECTRICITÉ)**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié relatif à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire),

Vu notre arrêté n° 17/2021 en date du 31 mars 2021 portant délégation de fonctions à Monsieur Yves Letailleur, adjoint au directeur général adjoint services urbains et infrastructures,

Vu l'avis du département en date du 15 juin 2021,

Vu la demande en date du 21 mai 2021 de l'Entreprise FTPB demeurant ZA La Balorais 53410 SAINT-PIERRE LA COUR,

Vu le plan de déviation fourni par l'entreprise en date du 21 mai 2021,

Considérant que l'exécution de travaux de renouvellement du réseau d'eaux usées, de refoulement et branchements d'eau potable, de renouvellement du réseau électrique HTA et travaux de voirie nécessite la réglementation de la circulation rue de la Filature,

**ARRÊTONS**

Prescriptions particulières

**Article 1<sup>er</sup>**

Du JEUDI 1<sup>er</sup> JUILLET 2021 au VENDREDI 06 AOUT 2021 et du LUNDI 23 AOUT au VENDREDI 17 SEPTEMBRE 2021, la circulation est interdite aux véhicules rue de la Filature, entre les giratoires avec la rue Georgette Guesdon et la rue de la Brochardière, en fonction des besoins des travaux.

Les riverains seront autorisés, en fonction de l'avancement des travaux, à accéder à leurs domiciles.

**Article 2**

Une déviation principale est mise en place :

- pour l'entrée de la ville par le Pont de Pritz (RD 900), la rue du Vieux Saint Louis, le Pont de l'Europe, le quai Béatrix de Gavre et la rue de la Filature,
- pour la sortie de la ville par la rue de la Filature, le quai Béatrix de Gavre, le Pont de l'Europe et la rue du Vieux Saint-Louis.

## Article 3

Du JEUDI 1<sup>er</sup> JUILLET 2021 au VENDREDI 06 AOUT 2021 et du LUNDI 23 AOUT 2021 au VENDREDI 17 SEPTEMBRE 2021, la circulation est interdite aux véhicules rue du Coton, dans le sens vers la rue de la Filature, sauf aux riverains, aux services de secours et d'urgence.

## Article 4

Une déviation secondaire est mise en place par les rues du Maine, de la Pillerie et Georgette Guesdon.

## Article 5

Le cheminement des piétons est dévié et sécurisé par l'entreprise chargée des travaux.

Prescriptions générales

## Article 6

Les panneaux réglementaires de signalisation, de déviation et le balisage du cheminement piétonnier sont mis en place par l'entreprise chargée des travaux et sous sa responsabilité.

## Article 7

L'entrepreneur est chargé d'aviser par écrit dans les 24 heures qui suivent la fin du chantier le Commissariat de Police et le Centre de Secours.

## Article 8

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation qui les portera à la connaissance des usagers.

## Article 9

Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

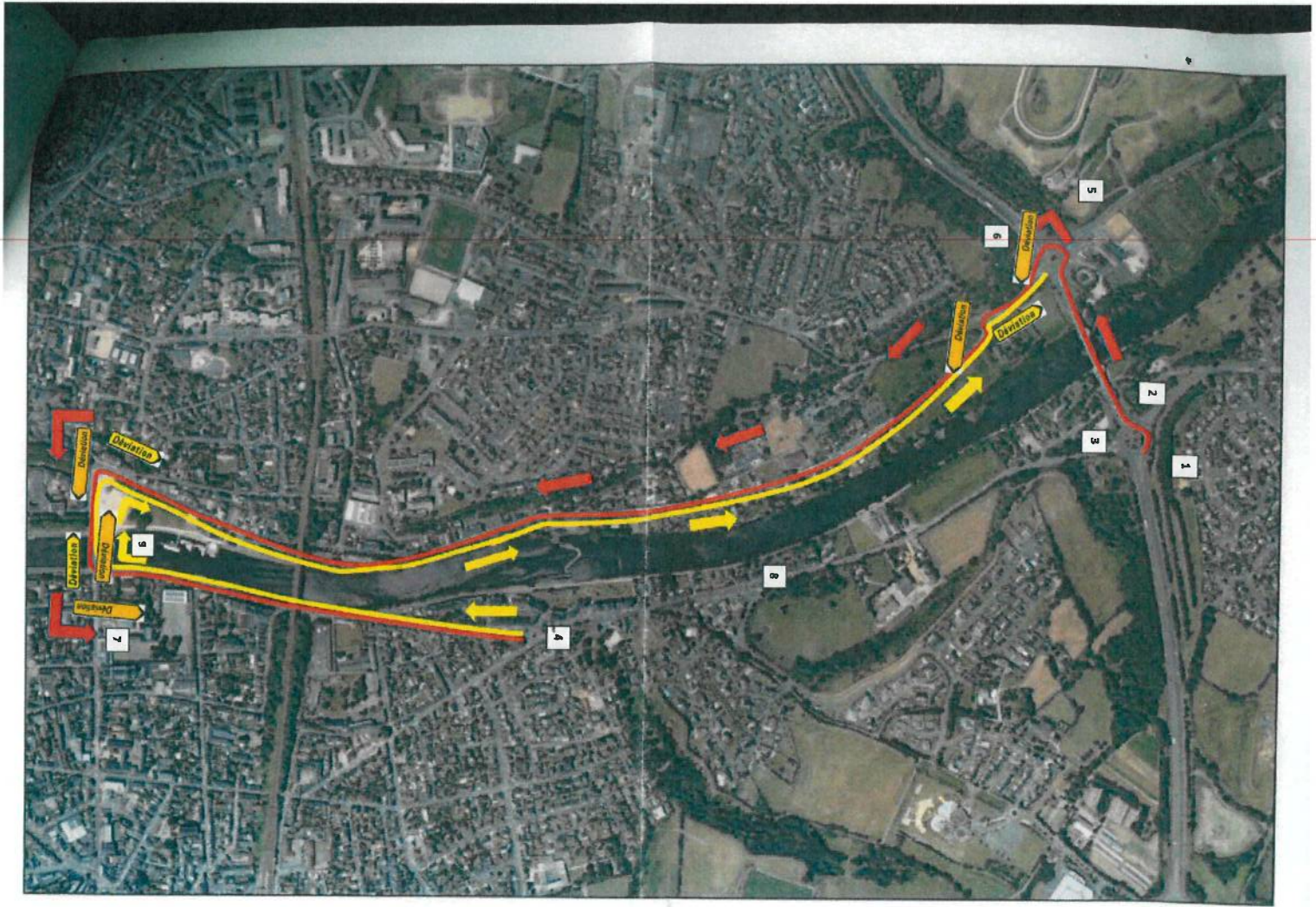
## Article 10

Monsieur le directeur général des services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
L'adjoint au DGA des services  
urbains et infrastructures,

Yves Letailleur



**ARRÊTÉ MUNICIPAL****N° SUI 2021- 452  
DU 22 JUIN 2021****ARRÊTÉ PROVISOIRE DE MODIFICATION DU STATIONNEMENT RUE SAINT-JEAN (TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR DE MAISON)**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié relatif à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire),

Vu notre arrêté n° 17/2021 en date du 31 mars 2021 portant délégation de fonctions à Monsieur Yves Letailleur, adjoint au directeur général adjoint services urbains et infrastructures,

Vu la demande en date du 21 juin 2021 de Madame Yvette RAVENEL demeurant 13 rue Saint-Jean 53000 LAVAL,

Considérant que l'exécution de travaux d'aménagement intérieur de maison au n°13 rue Saint-Jean nécessite la réglementation du stationnement dans la dite voie,

**ARRÊTONS****Article 1<sup>er</sup>**

Du LUNDI 05 JUILLET 2021 au SAMEDI 04 SEPTEMBRE 2021, le stationnement est interdit rue Saint-Jean, sur deux emplacements, au droit du n°13, en fonction des besoins du chantier.

**Article 2**

Le cheminement des piétons est dévié et sécurisé par l'entreprise chargée des travaux.

**Article 3**

Les panneaux réglementaires de signalisation et le balisage du cheminement piétonnier sont mis en place par l'entreprise chargée des travaux et sous sa responsabilité.

**Article 4**

Les véhicules restés en stationnement gênant sont enlevés par l'entreprise habilitée sur réquisition par les services de Police, en application de l'article R417-10 du Code de la Route.

**Article 5**

Les panneaux réglementaires d'interdiction de stationner sont mis en place par le demandeur 24 heures avant le début des travaux afin de signaler ces dispositions aux usagers.



**Article 6**

L'entrepreneur est chargé d'aviser par écrit dans les 24 heures qui suivent la fin du chantier le Commissariat de Police et le Centre de Secours.

**Article 7**

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation qui les portera à la connaissance des usagers.

**Article 8**

Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 9**

Monsieur le directeur général des services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
L'adjoint au DGA des services  
urbains et infrastructures,

Yves Letailleur

**ARRÊTÉ MUNICIPAL****N° SUI/ 2020-473  
DU 30 JUIN 2021****REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT RUE  
PAULINE ET DANIEL OEHLERT – EXTENSION DE TERRASSES DE CAFÉS -**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'arrêté municipal n° 4304 du 22 décembre 1962 portant réglementation de la circulation et du stationnement dans le centre-ville et les divers arrêtés qui l'ont complété et modifié,

Vu notre arrêté n° 171/2020 en date du 14 septembre 2020 portant délégation de fonctions à Monsieur Geoffrey Begon, adjoint au maire,

Vu l'occupation temporaire du domaine public n° 32 du 10 mai 2021 et de l'avenant en date du 17 mai 2021 pour l'installation d'une terrasse de café au droit de l'Atelier Gourmand 6 rue Pauline et Daniel Oehlert à Laval,

Vu l'occupation temporaire du domaine public n° 33 du 10 mai 2021 et de l'avenant en date du 17 mai 2021 pour l'installation d'une terrasse de café au droit du Bar du Palais 20 rue Pauline et Daniel Oehlert à Laval,

Considérant les autorisations précitées, accordées afin d'occuper le domaine public pour l'installation de terrasses de cafés, il est nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement rue Pauline et Daniel Oehlert pour la sécurité générale,

**ARRÊTONS****Article 1<sup>er</sup>**

La circulation est interdite rue Pauline et Daniel Oehlert dans les deux sens de circulation.

**Article 2**

Les accès aux pompiers et riverains sont préservés par un mobilier mobile en cas de besoin.

**Article 3**

Le stationnement est interdit rue Pauline et Daniel Oehlert.

**Article 4**

La signalisation réglementaire est mise en place par le service de la voirie municipale.

**Article 5**

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation qui les porte à la connaissance des usagers.

**Article 6**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 7**

Monsieur le directeur général des services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
L'adjoint au maire  
délégué à la mobilité urbaine,

Geoffrey Begon





VILLE DE LAVAL  
ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 8 du 6 mai 2021

**CÉLÉBRATION DU MARIAGE DE M. GRASSET ET MME TREVILLOT - DÉLÉGATION TEMPORAIRE  
À UNE CONSEILLÈRE MUNICIPALE**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2122-18 et L.2122-32,

Vu le procès-verbal des élections municipales du 28 juin 2020,

Vu le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 3 juillet 2020, au cours de laquelle il a été  
procédé à l'élection du maire et des adjoints,

Considérant que le maire et les adjoints sont tous titulaires d'une délégation,

Considérant que les adjoints Bruno BERTIER, Isabelle EYMON, Georges POIRIER, Marjorie  
FRANÇOIS, Patrice MORIN, Marie-Laure CLAVREUL, Bruno FLECHARD, Camille PETRON, Antoine  
CAPLAN, Christine DROGUET, Geoffroy BEGON, Céline LOISEAU seront empêchés de remplir les  
fonctions qui leur incombent,

**ARRÊTONS**

Article 1er

Lucie CHAUVELIER, conseillère municipale, est désignée pour assurer les fonctions d'officier de l'état  
civil et notamment procéder au mariage :

**de Gérald, Alfred, Lucien GRASSET et de Sophie, Jeanne, Emélie TREVILLOT  
qui est fixé le 31 mai 2021 à 16 heures 00 minute.**

Article 2

Monsieur le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et  
affiché et dont l'ampliation sera remise à l'intéressée.

Pour ampliation,  
Et par délégation,  
La directrice générale adjointe  
sécurité et prestations administratives

Le Maire

Signé : Florian BERCAULT

  
Aurélie ROYER

Affiché le : **17 MAI 2021**  
Exécutoire le : **17 MAI 2021**  
Notifié le : **17 MAI 2021**



VILLE DE LAVAL  
ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 9 du 06 mai 2021

**CÉLÉBRATION DU MARIAGE DE M. KOHLER ET MME ZOCCHETTO - DÉLÉGATION TEMPORAIRE  
À UNE CONSEILLÈRE MUNICIPALE**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2122-18 et L.2122-32,

Vu le procès-verbal des élections municipales du 28 juin 2020,

Vu le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 3 juillet 2020, au cours de laquelle il a été  
procédé à l'élection du maire et des adjoints,

Considérant que le maire et les adjoints sont tous titulaires d'une délégation,

Considérant que les adjoints Bruno BERTIER, Isabelle EYMON, Georges POIRIER, Marjorie  
FRANÇOIS, Patrice MORIN, Marie-Laure CLAVREUL, Bruno FLECHARD, Camille PETRON, Antoine  
CAPLAN, Christine DROGUET, Geoffroy BEGON, Céline LOISEAU seront empêchés de remplir les  
fonctions qui leur incombent,

**ARRÊTONS**

Article 1er

Chantal GRANDIERE, conseillère municipale, est désignée pour assurer les fonctions d'officier de l'état  
civil et notamment procéder au mariage :

**de Geoffroy KOHLER et de Paola, Pascale, Marie ZOCCHETTO  
qui est fixé le 27 août 2021 à 10 heures 00 minute.**

Article 2

Monsieur le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et  
affiché et dont l'ampliation sera remise à l'intéressée

Pour ampliation,  
Et par délégation,  
La directrice générale adjointe  
sécurité et prestations administratives

  
Aurélie ROYER

Le Maire

Signé : Florian BERCAULT

Affiché le : 17 MAI 2021  
Exécutoire le : 17 MAI 2021  
Notifié le : 17 MAI 2021



VILLE DE LAVAL

ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 10 du 18 mai 2021

CÉLÉBRATION DU MARIAGE DE M.CHANTELOUP ET MME HILLÉREAU - DÉLÉGATION  
TEMPORAIRE À UN CONSEILLER MUNICIPAL

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2122-18 et L.2122-32,

Vu le procès-verbal des élections municipales du 28 juin 2020,

Vu le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 3 juillet 2020, au cours de laquelle il a été  
procédé à l'élection du maire et des adjoints,

Considérant que le maire et les adjoints sont tous titulaires d'une délégation,

Considérant que les adjoints Bruno BERTIER, Isabelle EYMON, Georges POIRIER, Marjorie  
FRANÇOIS, Patrice MORIN, Marie-Laure CLAVREUL, Bruno FLECHARD, Camille PETRON, Antoine  
CAPLAN, Christine DROGUET, Geoffroy BEGON, Céline LOISEAU seront empêchés de remplir les  
fonctions qui leur incombent,

## ARRÊTONS

Article 1er

Laurent PAVIOT, conseiller municipal, est désigné pour assurer les fonctions d'officier de l'état civil et  
notamment procéder au mariage :

**de Carole, Marie, Aude CHANTELOUP et de Olivier, Sylvain, Nicolas HILLÉREAU  
qui est fixé le 5 juin 2021 à 15 heures 00 minute.**

Article 2

Monsieur le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et  
affiché et dont l'ampliation sera remise à l'intéressé.

Pour ampliation,  
Et par délégation,  
La directrice générale adjointe  
sécurité et prestations administratives

Le Maire

Signé : Florian BERCAULT



Aurélie ROYER

Affiché le : 27 MAI 2021  
Exécutoire le : 27 MAI 2021  
Notifié le : 27 MAI 2021



VILLE DE LAVAL

ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 11 du 25 mai 2021

CÉLÉBRATION DU MARIAGE DE M. YAMANI ET MME BESNIER - DÉLÉGATION TEMPORAIRE À UN CONSEILLER MUNICIPAL

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2122-18 et L.2122-32,

Vu le procès-verbal des élections municipales du 28 juin 2020,

Vu le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 3 juillet 2020, au cours de laquelle il a été procédé à l'élection du maire et des adjoints,

Considérant que le maire et les adjoints sont tous titulaires d'une délégation,

Considérant que les adjoints Bruno BERTIER, Isabelle EYMON, Georges POIRIER, Marjorie FRANÇOIS, Patrice MORIN, Marie-Laure CLAVREUL, Bruno FLECHARD, Camille PETRON, Antoine CAPLAN, Christine DROGUET, Geoffroy BEGON, Céline LOISEAU seront empêchés de remplir les fonctions qui leur incombent,

## ARRÊTONS

Article 1er

Laurent PAVIOT, conseiller municipal, est désigné pour assurer les fonctions d'officier de l'état civil et notamment procéder au mariage :

**de Salim YAMANI et de Marie, Marion, Guylaine BESNIER  
qui est fixé le 5 juin 2021 à 15 heures 30 minutes.**

Article 2

Monsieur le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché et dont l'ampliation sera remise à l'intéressé.

Pour ampliation,  
Et par délégation,  
La directrice générale adjointe  
sécurité et prestations administratives

Le Maire

Signé : Florian BERCAULT

  
Aurélie ROYER

Affiché le : 27 MAI 2021  
Exécutoire le : 27 MAI 2021  
Notifié le : 27 MAI 2021



VILLE DE LAVAL  
ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 12 du 21 mai 2021

CÉLÉBRATION DU MARIAGE DE M. CHARTIER ET MME YI - DÉLÉGATION TEMPORAIRE À UN  
CONSEILLER MUNICIPAL

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2122-18 et L.2122-32,

Vu le procès-verbal des élections municipales du 28 juin 2020,

Vu le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 3 juillet 2020, au cours de laquelle il a été  
procédé à l'élection du maire et des adjoints,

Considérant que le maire et les adjoints sont tous titulaires d'une délégation,

Considérant que les adjoints Bruno BERTIER, Isabelle EYMON, Georges POIRIER, Marjorie  
FRANÇOIS, Patrice MORIN, Marie-Laure CLAVREUL, Bruno FLECHARD, Camille PETRON, Antoine  
CAPLAN, Christine DROGUET, Geoffroy BEGON, Céline LOISEAU seront empêchés de remplir les  
fonctions qui leur incombent,

## ARRÊTONS

### Article 1er

Laurent PAVIOT, conseiller municipal, est désigné pour assurer les fonctions d'officier de l'état civil et  
notamment procéder au mariage :

**de Lionel, René CHARTIER et de Yueping YI  
qui est fixé le 5 juin 2021 à 14 heures 30 minutes.**

### Article 2

Monsieur le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et  
affiché et dont l'ampliation sera remise à l'intéressé.

Pour ampliation,  
Et par délégation,  
La directrice générale adjointe  
sécurité et prestations administratives

Le Maire

Signé : Florian BERCAULT

Aurélie ROYER

Affiché le : 31 MAI 2021  
Exécutoire le : 31 MAI 2021  
Notifié le : 31 MAI 2021





## ARRÊTÉ MUNICIPAL

**N° 23 / 2021  
DU 10 MAI 2021**

DÉLÉGATION DE SIGNATURE – FABRICE MARTINEZ – DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-4-2,

Vu le procès-verbal des élections municipales du 28 juin 2020,

Vu le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 3 juillet 2020, portant élection du maire et des adjoints,

Vu la convention en date du 23 décembre 2015 portant création du service commun "direction générale",

Vu les arrêtés du président de Laval Agglomération n° TA-2021-094 relatif au recrutement par mutation et n° TA-2021-095 portant détachement sur l'emploi fonctionnel de directeur général des services à compter du 1er mars 2021 de Fabrice Martinez,

Vu l'arrêté n° 9 / 2021 du 1<sup>er</sup> mars 2021 concernant la délégation de signature de Fabrice Martinez, directeur général des services,

Considérant que le poste de directeur général des services est mutualisé entre la ville de Laval et Laval Agglomération,

Que pour une gestion efficace des services placés sous son autorité hiérarchique, le maire peut déléguer sa signature à ses plus proches collaborateurs,

Considérant la mise en place de la décentralisation des bons de commande et engagements de crédits dans les directions et les services opérationnels,

Que les missions confiées à Fabrice Martinez, statutaire dans le cadre d'emploi des administrateurs territoriaux, directeur général des services, nécessitent l'octroi d'une délégation de signature pour en faciliter l'exercice,

### ARRÊTONS

#### Article 1<sup>er</sup>

L'arrêté n° 9 / 2021 du 1<sup>er</sup> mars 2021 est abrogé.

#### Article 2

Dans la limite de la délégation d'attributions du conseil municipal au maire, en application de l'article L2122-22 du code général des collectivités territoriales, délégation de signature est accordée à Fabrice Martinez, directeur général des services, pour les décisions du maire et tout document y afférent et nécessaire à leur application (courriers, conventions, avenants, etc.)

### Article 3

Délégation de signature est donnée sous notre surveillance et notre responsabilité, à Fabrice Martinez, directeur général des services, à l'effet de signer :

- tous les engagements financiers et bons de commande dans la limite de 40 000 € HT pour les achats en section de fonctionnement et en section d'investissement dans tous les domaines d'activité de la collectivité,
- tout document pour solliciter le versement des recettes de fonctionnement ou d'investissement dans tous les domaines d'activité de la collectivité,
- dans le cadre de l'exécution financière des marchés publics, tous les engagements financiers et bons de commande quels que soient leurs montants dans tous les domaines d'activité de la collectivité,
- les attestations et certificats administratifs,
- tout courrier de réponse à des demandes de renseignements divers, instructions et courriers courants aux services des différentes administrations,
- tout courrier, correspondance, document et attestation relatif à l'administration courante de la commune et insusceptible de recours,
- les courriers et arrêtés relatifs aux établissements recevant du public,
- tous les documents relatifs aux appels à projets et aux appels à manifestation d'intérêt,
- les arrêtés d'inhumation,
- les arrêtés d'admission provisoire et immédiate en soins psychiatriques sans consentement,
- les arrêtés du maire relatifs à la fermeture d'équipements en raison d'intempéries, en l'absence de l' élu concerné,
- les ordres de missions relatifs aux déplacements, aux réunions, aux formations de la direction générale des services.

### Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement d'Évelyne Avril, directrice générale adjointe ressources, délégation de signature est donnée sous notre surveillance et notre responsabilité à Fabrice Martinez, directeur général des services, afin de signer l'ensemble des actes relatifs à la délégation de signature attribuée à Évelyne Avril par arrêté en vigueur.

### Article 5

En cas d'absence ou d'empêchement d'Aurélien Royer, directrice générale adjointe sécurité, prestations administratives, délégation de signature est donnée à Fabrice Martinez, directeur général des services, afin de signer l'ensemble des actes relatifs à la délégation de signature attribuée à Aurélien Royer par arrêté en vigueur.

### Article 6

En cas d'absence ou d'empêchement de Yoann Château, directeur général adjoint services urbains et infrastructures, délégation de signature est donnée sous notre surveillance et notre responsabilité à Fabrice Martinez, directeur général des services, afin de signer l'ensemble des actes relatifs à la délégation de signature attribuée à Yoann Château par arrêté en vigueur.

### Article 7

En cas d'absence ou d'empêchement de Rémy Benoit, directeur général adjoint aménagement cadre de vie, délégation de signature est donnée sous notre surveillance et notre responsabilité à Fabrice Martinez, directeur général des services, afin de signer l'ensemble des actes relatifs à la délégation de signature attribuée à Rémy Benoit par arrêté en vigueur.

## Article 8

En cas d'absence ou d'empêchement de Céline Mornet, directrice générale adjointe éducation, sports et démocratie locale, délégation de signature est donnée à Fabrice Martinez, directeur général des services, afin de signer l'ensemble des actes relatifs à la délégation de signature attribuée à Céline Mornet par arrêté en vigueur.

## Article 9

En cas d'absence ou d'empêchement de Florence Turpault, directrice générale adjointe culture tourisme sport, délégation de signature est à Fabrice Martinez, directeur général des services, afin de signer l'ensemble des actes relatifs à la délégation de signature attribuée à Florence Turpault, par arrêté en vigueur.

## Article 10

En cas d'absence ou d'empêchement de Gérard Nicolas, directeur général délégué gestion du patrimoine foncier, délégation de signature est donnée à Fabrice Martinez, directeur général des services, afin de signer l'ensemble des actes relatifs à la délégation de signature attribuée à Gérard Nicolas, par arrêté en vigueur.

## Article 11

En cas d'absence ou d'empêchement de Fabrice Martinez, directeur général des services, la délégation de signature qui lui est conférée aux articles 2 à 4 et 6 à 10 du présent arrêté, sera exercée par Aurélie Royer, directrice générale adjointe en charge de la sécurité et des prestations administratives.

## Article 12

Le présent arrêté sera notifié aux intéressés. Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif de Nantes peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## Article 13

Monsieur le directeur général des services de la ville est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,

Signé : Florian Bercault

Notifié à Fabrice Martinez  
directeur général des services  
Le

Notifié à Rémy Benoit  
directeur général adjoint aménagement  
cadre de vie  
Le

Notifié à Évelyne Avril  
directrice générale adjointe ressources  
Le

Notifié à Céline Mornet  
directrice générale adjointe  
éducation, sports et démocratie locale  
Le



Notifié à Aurélie Royer  
directrice générale adjointe  
sécurité et prestations administratives  
Le

Notifié à Florence Turpault  
directrice générale adjointe culture  
tourisme sport  
Le

---

Notifié à Yoann Château  
directeur général adjoint  
services urbains et infrastructures  
Le

Notifié à Gérard Nicolas  
directeur général délégué gestion du  
patrimoine foncier  
Le

**ARRÊTÉ MUNICIPAL****N° 24 / 2021  
DU 10 MAI 2021****CONSEIL DÉPARTEMENTAL D'ACCÈS AU DROIT (CDAD) - DÉSIGNATION  
D'UN REPRÉSENTANT DU MAIRE**

Nous, maire de la ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2122-18, modifié par la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 - art. 30, qui stipule "le maire est le seul chargé de l'administration, mais il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs adjoints et à des membres du conseil municipal ",

Vu le procès-verbal des élections municipales du 28 juin 2020,

Vu le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 3 juillet 2020, portant élection du maire et des adjoints,

Vu l'arrêté n° 125 / 2020 du 24 juillet 2020 relatif à la délégation de fonctions de Georges Poirier, adjoint, concernant la vie quotidienne et citoyenne,

Considérant que le Conseil départemental d'accès aux droits (CDAD) a notamment pour mission de mettre en place une politique d'accès au droit sur le département de la Mayenne et d'accompagner les projets dans ce domaine,

Que la ville de Laval est partie prenante à la convention de renouvellement du Conseil départemental d'accès aux droits (CDAD) et qu'elle siège en qualité de membre associé, tant au sein du conseil d'administration que des assemblées générales,

Qu'il y a lieu de désigner un représentant,

**ARRÊTONS****Article 1er**

Georges Poirier, adjoint, en charge de la vie quotidienne et citoyenne, représentera la ville de Laval au Conseil départemental d'accès aux droits (CDAD).

**Article 2**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé. Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif de Nantes peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 3**

Monsieur le directeur général des services de la ville est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,

Signé : Florian Bercault

---

Notifié à Georges Poirier  
adjoint  
Le

---

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

053-215301300-20210510-AR-24-2021-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/05/2021

Affichage : 18/05/2021

Affiché le : 18 mai 2021

**ARRÊTÉ MUNICIPAL****N° 25 / 2021  
DU 10 MAI 2021**

DÉLÉGATION DE SIGNATURE – SÉBASTIEN GARREAU, RESPONSABLE  
ATELIER GARAGE

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2122-29,

Vu le procès-verbal des élections municipales du 28 juin 2020,

Vu le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 3 juillet 2020, portant  
élection du maire et des adjoints,

Vu l'arrêté n° 14 / 2021 du 10 mars 2021 concernant la délégation de signature de  
Sébastien Garreau, responsable atelier garage,

~~Considérant que pour une gestion efficace des services placés sous son autorité  
hiérarchique, le maire peut déléguer sa signature à certains agents publics,~~

Considérant la mise en place de la décentralisation des bons de commande et  
engagement de crédits dans les directions et les services opérationnels,

Que les missions confiées à Sébastien Garreau, statutaire dans le cadre d'emploi  
des agents de maîtrise territoriaux, responsable atelier garage, nécessitent l'octroi  
d'une délégation de signature complétée pour en faciliter l'exercice,

**ARRÊTONS****Article 1er**

L'arrêté n° 14 / 2021 du 10 mars 2021 est abrogé.

**Article 2**

Délégation de signature est donnée sous notre surveillance et notre responsabilité  
à Sébastien Garreau, responsable atelier garage, à l'effet de signer :

- tout attestation de réception de véhicule,
- tout document attestant de la conformité des véhicules,
- tout document relatif à la destruction et à la cession de véhicule,
- tout document relatif à une demande d'immatriculation de véhicule,
- tout dossier technique d'acquisition de véhicule,
- tout bon de commande concernant le domaine d'activité du garage, à hauteur  
de 1 000 €.

**Article 3**

En cas d'absence ou d'empêchement de Sébastien Garreau, responsable atelier  
garage, la délégation de signature sera exercée par Emmanuel Froissard,  
directeur des bâtiments.

**Article 4**

Le présent arrêté sera notifié aux intéressés. Il peut faire l'objet d'un recours pour  
excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes, dans un délai de deux  
mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif de Nantes peut être  
également saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site  
[www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## Article 5

Monsieur le directeur général des services de la ville de Laval et Madame la trésorière principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,

Signé : Florian Bercault

Notifié à Sébastien Garreau  
responsable atelier garage  
Le

Notifié à Emmanuel Froissard  
directeur des bâtiments  
Le

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

053-215301300-20210510-AR-25-2021-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/05/2021

Affichage : 18/05/2021

Affichage le : 18 mai 2021

**ARRÊTÉ MUNICIPAL****N° 26 / 2021  
DU 20 MAI 2021**

DÉLÉGATION DE SIGNATURE – STÉPHANE HILAND – RESPONSABLE DU SERVICE PATRIMOINE ET MÉDIATION

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-4-2,  
Vu le procès-verbal des élections municipales du 28 juin 2020,

Vu le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 3 juillet 2020, portant élection du maire et des adjoints,

Vu l'arrêté n° 158 / 2020 du 17 août 2020 relatif à la délégation de signature de Stéphane Hiland, responsable du service

Considérant l'organisation du service commun finances et notamment la mise en place de la décentralisation des bons de commande et engagement de crédits dans les directions et les services opérationnels,

Considérant que pour une gestion efficace des services placés sous son autorité hiérarchique, le maire peut déléguer sa signature à certains agents publics,

Que les missions confiées à Stéphane Hiland, statutaire dans le cadre d'emploi des assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques, responsable du service patrimoine et médiation, nécessitent l'octroi d'une délégation de signature pour en faciliter l'exercice,

**ARRÊTONS****Article 1er**

L'arrêté n° 158 / 2020 du 17 août 2020 est abrogé.

**Article 2**

Délégation de signature est donnée sous notre surveillance et notre responsabilité, à Stéphane Hiland, responsable du service patrimoine et médiation, à l'effet de signer :

- tous les engagements financiers dans la limite de 5 000 € HT pour les achats en section de fonctionnement et en section d'investissement dans le domaine d'activité concernant le service patrimoine et médiation,
- tous les bons de commandes jusqu'à 5 000 € HT et les marchés subséquents jusqu'à 5 000 € HT pour le service patrimoine et médiation,
- tout document pour solliciter le versement des recettes de fonctionnement ou d'investissement dans le domaine d'activité concernant le service patrimoine et médiation,
- la correspondance technique courante à l'attention des usagers de l'Université Populaire.

**Article 3**

En cas d'absence ou d'empêchement de Stéphane Hiland, responsable du service patrimoine et médiation, délégation de signature est donnée sous notre surveillance et notre responsabilité à Florence Turpault, directrice générale adjointe culture tourisme sport.

**Article 4**

Le présent arrêté sera notifié aux intéressés. Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif de Nantes peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 5**

Monsieur le directeur général des services de la ville est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,

Signé : Bercault

Notifié à Stéphane Hiland  
responsable du service patrimoine et  
médiation  
Le

Notifié à Florence Turpault,  
directrice générale adjointe  
culture tourisme sport  
Le

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

053-215301300-20210520-AR-26-2021-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/05/2021

Affichage : 27/05/2021

Affiché le : 27 mai 2021

**ARRÊTÉ MUNICIPAL****N° 27 / 2021  
DU 27 MAI 2021****DÉLÉGATION DE SIGNATURE – CÉLINE DOURDAIN – DIRECTRICE  
ADJOINTE DES FINANCES**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 5211-4-2,

Vu le procès-verbal des élections municipales du 28 juin 2020,

Vu le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 3 juillet 2020, portant  
élection du maire et des adjoints,

Vu la délibération S 463 - PAGFGV - 3 du conseil municipal du 22 juin 2015  
relative à la création du service commun de la direction des ressources humaines  
entre la ville de Laval et Laval Agglomération et la convention afférente en date du  
1er juillet 2015,

Considérant l'organisation du service commun finances au 1er janvier 2017 et  
notamment la mise en place de la décentralisation des bons de commande et  
engagement de crédits dans les directions et les services opérationnels,

Considérant que pour une gestion efficace des services placés sous son autorité  
hiérarchique, le maire peut déléguer sa signature à ses plus proches  
collaborateurs,

Que les missions confiées à Céline Dourdain, statutaire dans le cadre d'emploi  
des attachés territoriaux, directrice adjointe des finances, nécessitent l'octroi d'une  
délégation de signature pour en faciliter l'exercice,

**ARRÊTONS****Article 1er**

À compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021, délégation de signature est donnée à Céline  
Dourdain, directrice adjointe des finances, à l'effet de signer:

- les bons de commandes relatifs aux fluides sans limitation de montant,
- tous les engagements financiers dans la limite de 25 000 € HT pour les  
achats en section de fonctionnement et en section d'investissement  
dans le domaine d'activité de la direction des finances et dès lors que  
les agents titulaires de cette délégation dans leur domaine d'activité  
sont absents ou empêchés,
- tout document pour solliciter le versement des recettes de  
fonctionnement ou d'investissement,
- l'exécution des dépenses et des recettes,
- les correspondances, documents, déclarations, ordres de virements,  
attestations, certificats à l'exclusion des arrêtés, contrats et avenants,  
se rapportant aux domaines suivants :
  - budget,
  - comptabilité,
  - ligne de trésorerie,
  - fiscalité,



- les documents d'autorisation de déblocage des fonds des emprunts contractés,
- les arrêtés de nomination des régisseurs et des mandataires des régies créées par décision du maire,
- l'attestation du caractère exécutoire des pièces justifiant les dépenses et les recettes,
- les procès-verbaux de vérification de régies.

---

#### Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Céline Dourdain, directrice adjointe des finances, la délégation de signature qui lui est conférée dans le cadre du présent arrêté sera exercée par Évelyne Avril, directrice générale adjointe ressources.

#### Article 3

Le présent arrêté sera notifié aux intéressées. Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif de Nantes peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

---

#### Article 4

Monsieur le directeur général des services de la ville est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,

Signé : Florian Bercault

Notifié à Céline Dourdain  
directrice adjointe des finances  
Le

Notifié à Évelyne Avril  
directrice générale adjointe  
ressources  
Le

**ARRÊTÉ MUNICIPAL****N° 28 / 2021  
DU 1<sup>er</sup> JUIN 2021****RÈGLEMENT DU CONCOURS "LES COMMERÇANTS FÊTENT LE TOUR"**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2212-2,

Considérant que la Ville de Laval organise un concours intitulé "Les commerçants fêtent le Tour",

Qu'il est nécessaire de réglementer les conditions de participations à ce jeu,

Qu'un jury est appelé à déterminer les gagnants,

Qu'il convient donc d'en fixer la composition,

**ARRÊTONS****Article 1er**

Le règlement déterminant les conditions de participation au concours "Les commerçants fêtent le Tour" est arrêté comme suit :

**RÈGLEMENT DU CONCOURS  
"Les commerçants fêtent le Tour"  
du 10 au 23 juin****Article 2 : ORGANISATEUR**

Au vu du passage du Tour de France le mercredi 30 juin 2021, la Ville de Laval organise un concours intitulé « Les commerçants fêtent le Tour » dans le centre-ville et les quartiers.

**Article 3 : PARTICIPATION**

Le concours est ouvert à tout commerçant de la ville de Laval. La consigne est de décorer sa vitrine ou son commerce aux couleurs et sur le thème du Tour de France. La participation et l'inscription au concours est gratuite et n'implique aucune obligation d'achat. Chaque participant est invité à envoyer une photographie de sa vitrine ou de son commerce à l'adresse [communication@laval.fr](mailto:communication@laval.fr) avant le 18 juin 2021.

**Article 4 : MODALITÉS**

1. Prenez votre photo de votre vitrine ou votre commerce décoré sur le thème du Tour de France. Usez de toute votre imagination et votre créativité pour vous démarquer !
2. Envoyez votre photo à [communication@laval.fr](mailto:communication@laval.fr) avant le 18 juin 2021 en mentionnant votre prénom, nom, e-mail, adresse, numéro de téléphone et nom d'enseigne. La photo doit être fournie sous format électronique et la taille maximum autorisée est de 8 MO.
3. Laissez votre vitrine ou votre commerce décoré jusqu'au passage des coureurs le 30 juin 2021.
4. La ville de Laval publiera votre photo sur sa page Facebook, dans un album destiné au jeu concours "Les commerçants fêtent le Tour".

#### Article 5 : DÉSIGNATION DES GAGNANTS

Les photos seront mises en ligne sur la page Facebook officielle de la ville dès le samedi 19 juin et seront soumises aux votes des fans de la page « Laval la Ville » jusqu'au 23 juin, à midi. Cette première étape permettra de sélectionner les 6 meilleures photos. Après la fermeture de la période du concours Facebook, les membres du jury choisiront les gagnants. Les photos seront jugées en fonction du style et du contenu mettant en valeur et rappelant le Tour de France.

Le premier prix (6 accès à la tribune Place du 11 novembre le 30 juin 2021 et une publication Facebook sur la page « Laval la Ville » pour l'annonce des résultats du concours) sera remis au commerçant lauréat désigné par le jury. Les commerçants sélectionnés par les internautes se verront également remettre des accès à la tribune Place du 11 novembre le 30 juin 2021 à hauteur de 4 accès pour le 2e et le 3e et 2 accès pour le 4e, 5e et 6e.

Les lots offerts aux gagnants ne pourront donner lieu à aucune contestation, ni à la remise de leur valeur en espèces (totale ou partielle), ni à leur échange ou remplacement contre un autre lot de quelque valeur que ce soit, pour quelque cause que ce soit.

Les commerçants sont autorisés à faire gagner ces lots à leur client par le moyen et les modalités qu'ils fixeront et dont ils seront responsables. Néanmoins, ces modalités ne doivent pas impliquer d'obligation d'achat.

#### Article 6 : UTILISATION DES DONNÉES PERSONNELLES DES PARTICIPANTS

Les informations des participants seront enregistrées et utilisées par la Ville de Laval pour mémoriser leur participation au jeu concours et permettre l'attribution des lots. Chaque participant autorise l'organisateur à utiliser ses coordonnées sur quelque support que ce soit, sans que cela ne lui confère une rémunération, un droit ou un avantage quelconque, notamment des droits d'auteur, autre que l'attribution de son lot. Les informations recueillies seront utilisées exclusivement dans le cadre de ce concours.

Les photographies retenues pourront être présentées à des fins de communication sur le site Internet, le profil Facebook et le bulletin municipal « Laval la Ville ». Chaque utilisation sera assortie du nom de l'auteur de la photographie.

Les participants s'engagent à se conformer aux lois et règlement en vigueur, à respecter les droits des tiers et les dispositions du présent règlement. A ce titre, ils s'engagent à se comporter de façon loyale et notamment reconnaissent et garantissent ne pas avoir utilisé des éléments portant atteinte à un droit de propriété intellectuelle, un droit d'auteur, aux droits d'un tiers (notamment droit à l'image d'une personne ou d'un bien) ou à une marque.

Les participants s'engagent à ne pas tenir, proférer ou diffuser sous quelque forme que ce soit des propos ou contenus à caractère diffamatoire injurieux, obscène, offensant, violent, incitant à la violence, politique, raciste ou xénophobe et de manière générale tout contenu contraire aux lois et règlements en vigueur, aux droits de personnes ou aux bonnes mœurs.

Article 7

Le jury appelé à déterminer les gagnants du jeu est composé de 5 membres et est mixte. Il pourra se composer d'élus et d'agents municipaux experts dans le domaine du commerce, du sport et de l'animation du centre-ville et des quartiers.

Article 8

Monsieur le directeur général des services de la ville est chargé de l'exécution du présent arrêté.

---

Le maire,

Signé : Florian Bercault



## ARRÊTÉ MUNICIPAL

**N° 29 / 2021  
DU 3 JUIN 2021**

**DÉLÉGATION DE SIGNATURE – STÉPHANE BOURSIN – RESPONSABLE DU  
SERVICE POLICE MUNICIPALE**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2122-29,

Vu le procès-verbal des élections municipales du 28 juin 2020,

Vu le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 3 juillet 2020, portant  
élection du maire et des adjoints,

Vu l'arrêté n° 46 / 2020 du 6 juillet 2020 relatif à la délégation de signature de  
Stéphane Boursin, responsable du service police municipale,

Considérant que pour une gestion efficace des services placés sous son autorité  
hiérarchique, le maire peut déléguer sa signature à certains agents publics,

Considérant l'organisation du service commun finances et notamment la mise en  
place de la décentralisation des bons de commande et engagement de crédits  
dans les directions et les services opérationnels,

Que les missions confiées à Stéphane Boursin, statutaire dans le cadre d'emploi  
de chef de service de police municipale, responsable du service police municipale,  
nécessitent l'octroi d'une délégation de signature complétée pour en faciliter  
l'exercice,

### ARRÊTONS

#### Article 1<sup>er</sup>

L'arrêté n° 46 / 2020 du 6 juillet 2020 est abrogé.

#### Article 2

Délégation de signature est donnée sous notre surveillance et notre responsabilité  
à Stéphane Boursin, responsable du service police municipale, à l'effet de signer :

- les engagements financiers inférieurs à 1 000 € HT, pour les achats en section  
de fonctionnement et en section d'investissement, dans le domaine de l'activité  
du service police municipale ;
- la signature des documents et courriers relatifs à l'immobilisation et la mise en  
fourrière d'un véhicule.

#### Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Stéphane Boursin, responsable du  
service police municipale, délégation de signature est donnée sous notre  
surveillance et notre responsabilité à Aurélie Royer, directrice générale adjointe en  
charge de la sécurité et des prestations administratives.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié aux intéressés. Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif de Nantes peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Article 5

Monsieur le directeur général des services de la ville est chargé de l'exécution du présent arrêté.

---

Le maire,

Signé : Florian Bercault

Notifié à Stéphane Boursin  
responsable du service police municipale  
Le

Notifié à Aurélie Royer  
directrice générale adjointe en  
charge de la sécurité et des  
prestations administratives  
Le

---



## ARRÊTÉ MUNICIPAL

**N° 30 / 2021  
DU 8 JUIN 2021**

**DÉLÉGATION DE FONCTIONS – GEORGES HOYAUX – CONSEILLER MUNICIPAL DÉLÉGUÉ AUPRÈS DU MAIRE – TRANQUILLITÉ PUBLIQUE : PRÉVENTION, MÉDIATION, SÉCURITÉ ET CRISES SANITAIRES**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2122-17,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2122-18, modifié par la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 - art. 30, qui stipule "le maire est le seul chargé de l'administration, mais il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs adjoints et à des membres du conseil municipal",

Vu le code de procédure pénale et notamment l'article D180,

Vu le procès-verbal des élections municipales du 28 juin 2020,

Vu le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 3 juillet 2020, portant élection du maire et des adjoints,

Vu l'arrêté n° 172 / 2020 en date du 14 septembre 2020 portant délégation de fonctions à Georges Hoyaux, conseiller municipal délégué auprès du maire, concernant la tranquillité publique : prévention, médiation, sécurité et crises sanitaires,

Qu'il est nécessaire de prévoir la continuité de certaines de ses fonctions, concernant les ERP, en son absence,

### ARRÊTONS

#### Article 1er

L'arrêté n° 172 / 2020 en date du 14 septembre 2020 est abrogé.

#### Article 2

Les fonctions du maire ci-après désignées sont, sous notre surveillance et notre responsabilité, déléguées à :

**M. Georges Hoyaux**  
conseiller municipal  
délégué auprès du maire

Tranquillité publique : prévention, médiation, sécurité et crises sanitaires et notamment :

- sécurité,
- ordre public,
- police municipale,
- police administrative générale,
- police de la circulation,
- réglementation,
- fourrière véhicules,
- infractions liées à la réglementation du stationnement,
- modifications temporaires de stationnement et de circulation liées aux manifestations, visites officielles, cérémonies, etc.
- référent sécurité routière,



- organisation de manifestations sur la voie publique,
- hygiène et salubrité,
- rappel à l'ordre (prise de décision, signature des actes, arrêtés et correspondances courantes en la matière),
- médiation, conciliation,
- établissements recevant du public (ERP), notamment pour représenter le maire au sein de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, ainsi qu'aux groupes de visite et à toutes les autres commissions et sous-commissions créées par le Préfet en application du décret n° 95-260 du 8 mars 1995,

ainsi que toutes les questions afférentes à ces délégations.

#### Article 3

Georges Hoyaux, conseiller municipal délégué auprès du maire, est désigné en tant que représentant du maire, en son absence, à la commission de surveillance de la maison d'arrêt.

#### Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement de Georges Hoyaux, les fonctions qui lui sont déléguées concernant les établissements recevant du public (ERP) seront exercées par Béatrice Ferron, conseillère municipale déléguée.

#### Article 5

Ces délégations de fonction emportent le suivi des dossiers et la signature de tous les actes qui se rapportent aux secteurs susnommés.

#### Article 6

Pour l'exercice de ces attributions, le conseiller municipal délégué bénéficie, en tant que besoin, du concours de tous les services municipaux ainsi que des organismes délégataires de la ville.

#### Article 7

Le présent arrêté sera notifié aux intéressés. Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif de Nantes peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### Article 8

Monsieur le directeur général des services de la ville est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,

Signé : Florian Bercault

Notifié à Georges Hoyaux  
conseiller municipal délégué  
auprès du maire  
Le

Notifié à Béatrice Ferron  
conseillère municipale déléguée  
Le





## ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° 31 / 2021  
DU 9 JUIN 2021

DÉLÉGATION TEMPORAIRE DE FONCTIONS – MARIE-LAURE LE MÉE CLAVREUL – ADJOINTE AU MAIRE - BRUNO BERTIER – ADJOINT AU MAIRE

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2122-18 qui stipule "le maire est le seul chargé de l'administration, mais il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs adjoints",

Vu le procès-verbal des élections municipales du 28 juin 2020,

Vu le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 3 juillet 2020, au cours desquelles il a été procédé à l'élection du maire et des adjoints,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 17 juillet 2020 portant délégation d'attributions du conseil municipal au maire,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 13 avril 2021 portant délégation d'attributions du conseil municipal au maire en matière d'emprunts et d'instruments de couverture,

Vu l'arrêté n° 128 / 20 en date du 24 juillet 2020 relatif à la délégation de fonctions attribuée à Marie-Laure Le Mée Clavreul, 6e adjointe,

Vu l'arrêté n° 163 / 20 en date du 26 août 2020 relatif à la délégation de fonctions attribuée à Bruno Bertier, 1er adjoint,

Considérant qu'il est nécessaire d'assurer une bonne administration de l'activité communale et une parfaite continuité du service public,

Qu'en l'absence du maire, de certains adjoints et conseillers municipaux, il convient de mettre en place un dispositif de délégation temporaire,

## ARRÊTONS

## Article 1er

En sus de la délégation de fonctions attribuée par l'arrêté n° 128 / 2020 en date du 24 juillet 2020, Marie-Laure Le Mée Clavreul, 6e adjointe reçoit délégation temporaire des fonctions du maire, sous notre surveillance et notre responsabilité :

- du 2 au 8 août inclus : des attributions déléguées au maire par délibérations en date du 17 juillet 2020 et 13 avril 2021, à l'exception des attributions suivantes :
  - . arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;
  - . fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines) le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
  - . décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

- exercer, au nom de la commune, sur les zones classées U et AU aux documents d'urbanismes en vigueur (notamment PLU, PLUi, etc.), les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L213-3 de ce même code.
- du 2 au 8 août inclus : en cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, leur délégation pourra être exercée, dans les limites identiques, par Marie-Laure Le Mée Clavreul.

#### Article 2

En sus de la délégation de fonctions attribuée par l'arrêté n° 163 / 20 en date du 26 août 2020, Bruno Bertier, 1er adjoint, reçoit délégation temporaire des fonctions du maire, sous notre surveillance et notre responsabilité :

- du 9 au 29 août inclus : des attributions déléguées au maire par délibérations en date du 17 juillet 2020 et 13 avril 2021, à l'exception des attributions suivantes :
  - arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;
  - fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines) le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
  - décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
  - exercer, au nom de la commune, sur les zones classées U et AU aux documents d'urbanismes en vigueur (notamment PLU, PLUi, etc.), les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L213-3 de ce même code.
- du 9 au 29 août inclus : en cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, leur délégation pourra être exercée, dans les limites identiques, par Bruno Bertier.

#### Article 3

Cette délégation de fonctions emporte le suivi des dossiers et la signature de tous les actes qui se rapportent aux secteurs pour les périodes données.

#### Article 4

Pour l'exercice de ces attributions, l'adjoint bénéficie, en tant que besoin, du concours de tous les services municipaux, ainsi que des organismes délégataires de la ville.

## Article 5

Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés du maire.

Le présent arrêté sera notifié aux intéressés. Il peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif de Nantes peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## Article 6

Monsieur le directeur général des services de la ville est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,

Signé : Florian Bercault

Notifié à Marie-Laure Le Mée Clavreul  
adjointe  
Le

Notifié à Bruno Bertier  
adjoint  
Le

**ARRÊTÉ MUNICIPAL****N° 32 / 2021  
DU 10 JUIN 2021****DÉLÉGATION DE SIGNATURE – SOPHIE GRIMM – DIRECTRICE DE LA  
COMMUNICATION**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2122-29,

Vu le procès-verbal des élections municipales du 28 juin 2020,

Vu le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 3 juillet 2020, portant  
élection du maire et des adjoints,

Vu le contrat de travail à durée déterminée NTV-2021-405 du 9 juin 2021 relatif au  
recrutement pour une période déterminée du 06/06/2021 au 06/06/2022, de  
Sophie Grimm, directrice de la communication, pour une quotité de travail égale à  
15,00%, sur la base de la durée réglementaire de travail,

Considérant que pour une gestion efficace des services placés sous son autorité  
hiérarchique, le président peut déléguer sa signature à ses plus proches  
collaborateurs,

Considérant la mise en place de la décentralisation des bons de commande et  
engagements de crédits dans les directions et les services opérationnels,

Que les missions confiées à Sophie Grimm, statutaire dans le cadre d'emploi des  
attachés territoriaux, statut contractuel, directrice de la communication, nécessitent  
l'octroi d'une délégation de signature pour en faciliter l'exercice,

**ARRÊTONS****Article 1er**

Délégation de signature est donnée, sous notre surveillance et notre responsabilité,  
à Sophie Grimm, directrice de la communication, à l'effet de signer :

- tous les engagements financiers dans la limite de 5 000 € HT, pour les  
achats en section de fonctionnement et en section d'investissement,  
dans le domaine de la direction communication,
- tout document pour solliciter le versement de recettes de fonctionnement  
ou d'investissement concernant l'activité de la direction communication.

**Article 2**

En cas d'absence ou d'empêchement Sophie Grimm, directrice de la  
communication, la délégation de signature qui lui est conférée dans le cadre du  
présent arrêté sera exercée par Fabrice Martinez, directeur général des services.

**Article 3**

Le présent arrêté sera notifié aux intéressés. Il peut faire l'objet d'un recours pour  
excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux  
mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif de Nantes peut être  
également saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site  
[www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Article 4

Monsieur le directeur général des services de la ville est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,

Signé : Florian Bercault

---

Notifié à Sophie Grimm  
directrice de la communication  
Le

Notifié à Fabrice Martinez  
directeur général des services  
Le

---

**ARRÊTÉ MUNICIPAL****N° 33 / 2021  
DU 23 JUIN 2021****RÈGLEMENT DE LA RÉGIE DE RECETTES "PETITE ENFANCE, SCOLAIRES, PÉRI ET EXTRA-SCOLAIRES"**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la décision n° 37 / 2021 du 22 juin 2021 portant création de la régie de recettes "Petite enfance, scolaires, péri et extra-scolaires",

Vu la décision n° 40 / 2021 du 23 juin 2021 portant suppression de la régie de recettes "Activités scolaires et périscolaires"

Vu la décision n° 41 / 2021 du 23 juin 2021 portant suppression de la régie de recettes "Multi-accueils petite enfance"

Considérant qu'il convient de fixer les règles de fonctionnement de la régie Petite enfance, scolaires et extrascolaires suite à la mise en place d'une nouvelle modalité de facturation des prestations,

**ARRÊTONS****Article 1er**

Le règlement de la régie "Petite enfance, scolaires, péri et extra-scolaires", annexé au présent arrêté, est approuvé.

**Article 2**

Tout usager des prestations petite enfance, scolaires et péri et extra-scolaires, est soumis à ce règlement, auquel il s'engage à se conformer.

Le règlement est consultable sur l'espace famille du site internet de la ville de Laval ([www.laval.fr](http://www.laval.fr)) et au Centre administratif municipal (Place du 11 novembre – CS 71327 - 53013 LAVAL cedex)

**Article 3**

Le présent arrêté est porté à la connaissance des usagers par tous moyens. Il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif de Nantes peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Article 4

Monsieur le directeur général des services de la ville est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,

Signé : Florian Bercault

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

053-215301300-20210623-AR-33-2021-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/06/2021